



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE **2014**

incluant le Rapport financier annuel

L'IMMUNOTHÉRAPIE APPLIQUÉE AUX CANCERS ET AUX MALADIES INFECTIEUSES

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT

2

1

PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

1.1	Informations financières sélectionnées	6
1.2	Présentation et évolution de la Société	7
1.3	Description des activités	10
1.4	Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice	16
1.5	Facteurs de risques	29

2

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE 39

2.1	Organes d'administration et de direction	40
2.2	Rémunérations et avantages des dirigeants et des administrateurs	47
2.3	Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne et rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président	54

3

INFORMATIONS EN MATIÈRE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE 63

3.1	Note méthodologique	64
3.2	Informations sociales	66
3.3	Informations environnementales	70
3.4	Informations sociétales : Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	73
3.5	Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant	75

4

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2014 77

4.1	Comptes consolidés et annexes	78
4.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	112
4.3	Comptes annuels et annexes	113
4.4	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
4.5	Informations financières pro forma	136

5

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL 137

5.1	Capital social	138
5.2	Principaux actionnaires	141
5.3	Acte constitutif et statuts	143
5.4	Histoire et informations sur la société au cours de l'exercice	147
5.5	Informations sur les participations	148
5.6	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	149
5.7	Salariés	151

6

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 153

6.1	Personnes responsables	154
6.2	Responsables du contrôle des comptes	155
6.3	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	157
6.4	Documents accessibles au public	158
6.5	Tables de concordance	159
6.6	Glossaire	162
6.7	Annexe : rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2014	164

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

2 0 1 4

- **Transgene** est une société biopharmaceutique qui conçoit, développe et fabrique des produits d'immunothérapie ciblée contre les cancers et les maladies infectieuses.
- Ces produits utilisent des vecteurs viraux pour détruire directement ou indirectement les cellules malades.
- Transgene a deux produits principaux en développement clinique : TG4010 dans le cancer du poumon « non à petites cellules » et Pexa-Vec dans le cancer du foie. La Société a également plusieurs autres programmes en recherche et en développement préclinique et clinique basés sur sa technologie des vecteurs viraux.
- Transgene est basée à Strasbourg et a des activités opérationnelles à Lyon, en Chine et aux États-Unis.
- Cotée en bourse (Euronext : TNG), Transgene fait partie de l'Institut Mérieux



www.transgene.fr

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne, sont inclus par référence dans le présent document de référence les comptes consolidés 2012 et le rapport d'audit correspondant, figurant aux pages 79 à 107 du document de référence de l'exercice 2012 déposé auprès de l'AMF le 9 avril 2013 sous le n° D.13-0315, ainsi que les comptes consolidés 2013 et le rapport d'audit correspondant figurant aux pages 83 à 112 du document de référence de l'exercice 2013 déposé auprès de l'AMF le 17 avril 2014 sous le n° D.14-0381.



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 avril 2015, conformément à l'article 212 13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.



LE MOT DU PRÉSIDENT

PHILIPPE ARCHINARD



Madame, Monsieur,

L'année 2014 a été fortement contrastée pour Transgene.

En effet, nous avons renforcé nos fonds propres avec une levée de fonds de 65,5 millions d'euros et accumulé d'importantes données pour nos produits en développement, mais avons aussi dû enregistrer la décision de Novartis de ne pas exercer son option de licence sur le produit TG4010. Bien que nous n'ayons pas encore pu conclure un nouvel accord sur ce produit, nous poursuivons nos efforts en ce sens. Nous continuons à faire progresser le développement de notre portefeuille de produits précliniques et cliniques avec une attention toute particulière pour nos deux produits les plus avancés – TG4010 et Pexa-Vec.

Nous avons donc décidé de continuer à avancer dans les préparatifs en vue du lancement de la partie phase 3 de l'étude TIME avec TG4010 en cancer du poumon non à petites cellules tout en poursuivant notre recherche de partenaire qui sera clé pour notre engagement. Nous avons communiqué dans l'année les résultats de la partie phase 2 de cette étude et notamment à l'occasion du congrès ESMO fin septembre 2014, nous avons pu annoncer de nouveaux résultats prometteurs, pour ce qui est de la survie sans progression et de la survie globale chez les patients atteints de cancers du poumon présentant une histologie dite 'non squameuse' qui représentent la très grande majorité des patients atteints par cette pathologie. C'est dans cette population que, comme nous l'avons annoncé le 24 mars 2015, la phase 3 sera initiée lorsque nous

“ ...un portefeuille clinique et préclinique riche, d'importants savoir-faire et capacités scientifiques, médicaux et réglementaires... des atouts cliniques et précliniques à valoriser en 2015

aurons trouvé les conditions partenariales appropriées. Nous travaillons aussi activement à la préparation d'études de phase 2 de TG4010 en combinaison avec les nouveaux traitements utilisant des inhibiteurs (ou 'bloqueurs') de point de contrôle immunitaire. Nous avons également déployé une intense activité réglementaire dans les préparatifs d'une autre phase 3 : celle de Pexa-Vec, un virus oncolytique dont Transgene détient des droits de co-développement et de licence commerciale en Europe et dans la Communauté des États Indépendants. L'acquisition de Jennerex, Inc. propriétaire de Pexa-Vec, par la société coréenne SillaJen, Inc. a été finalisée en mars 2014. À la suite de cet événement, les partenaires mondiaux pour le développement de Pexa-Vec aux côtés de Transgene, SillaJen, Inc. et Lee's Pharma ont confirmé, leur plan de développement clinique pour ce produit, à savoir : le lancement d'une phase 3, en première ligne dans le cancer du foie avancé. En sus, Transgene lancera plusieurs études exploratoires additionnelles dans différents cancers, avec Pexa-Vec en combinaison avec d'autres traitements, dont les inhibiteurs de point de contrôle immunitaire.

Notre portefeuille de produits en développement préclinique a également enregistré des avancées en 2014. Nous avons obtenu de très prometteurs résultats précliniques avec TG6002, un produit d'immunothérapie oncolytique destiné au traitement de tumeurs solides conçu et développé en interne par les équipes de Transgene. Il devrait entrer en clinique en 2016. De même, les données précliniques obtenues avec

TG1050, un produit d'immunothérapie ciblée contre l'hépatite B chronique, dans un modèle préclinique très pertinent sont tout à fait remarquables. TG1050 est entré en développement clinique depuis et nous prévoyons le recrutement du premier patient pour mi-2015.

Outre les activités venant en support de nos produits en clinique, notre R&D s'attache à concevoir et caractériser la prochaine génération de nos immunothérapies et mène un important programme de recherche préclinique d'évaluation de nos produits en combinaison avec les inhibiteurs de point de contrôle immunitaire, dont les résultats vont faire l'objet de communications importantes.

Nous disposons d'un portefeuille clinique et préclinique riche, d'importants savoir-faire et capacités scientifiques, médicaux et réglementaires. Nous porterons nos efforts en 2015 sur la valorisation de nos atouts cliniques et précliniques.

En vous remerciant pour votre intérêt pour notre Société et votre confiance, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes très sincères salutations.

PHILIPPE ARCHINARD
Président-Directeur général



LE MOT DU PRÉSIDENT

PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

1.1	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	6
1.2	PRÉSENTATION ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ	7
1.2.1	Présentation générale de l'activité	7
1.2.2	Organigramme	8
1.2.3	Propriétés immobilières, usines et équipements	9
1.3	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	10
1.3.1	Principaux marchés et concurrence	10
1.3.2	Recherche et développement	12
1.3.3	Investissements	14
1.3.4	Avantages concurrentiels	14
1.4	ANALYSES ET COMMENTAIRES SUR LES ACTIVITÉS DE L'EXERCICE	16
1.4.2	Contrats importants	21
1.4.3	Situation financière	22
1.4.4	Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice	24
1.4.5	Trésorerie, financement et capitaux	25
1.4.6	Présentation des comptes et affectation du résultat	26
1.5	FACTEURS DE RISQUES	29
1.5.1	Risques spécifiques liés à l'activité de la Société	29
1.5.2	Autres risques	34
1.5.3	Assurances et couverture des risques	37





▶ 1.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

	31 décembre		
<i>(en milliers d'euros, excepté le nombre d'actions et les montants par action) (Comptes consolidés, normes IAS/IFRS)</i>	2014 IAS/IFRS	2013 IAS/IFRS	2012 IAS/IFRS
ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT			
Produits opérationnels	11 752	15 735	13 061
Dépenses de recherche et développement	(49 824)	(50 063)	(48 679)
Frais généraux	(7 578)	(6 769)	(6 610)
Autres produits et charges, nets	(1 282)	(101)	93
Charges opérationnelles nettes	58 684	(56 933)	(55 196)
Résultat opérationnel	46 932	(41 198)	(42 135)
Produits financiers (charges), nets	(801)	(730)	(585)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(824)	(930)	(474)
Charge d'impôt sur le résultat	-	-	-
Résultat net	(48 556)	(42 858)	(43 193)
Résultat net de base et dilué par action	(1,26)	(1,34)	(1,36)
Nombre moyen d'actions en circulation	38 527 968	31 874 858	31 762 134
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	65 935	47 862	92 915
Total de l'actif	140 953	125 850	160 464
Capitaux propres	71 839	56 622	98 220
Flux nets de trésorerie générés / (absorbés) par les opérations	(54 236)	(50 185)	(49 925)

▶ 1.2 PRÉSENTATION ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

1.2.1 Présentation générale de l'activité

Transgene a été créée fin 1979 pour mettre en œuvre les techniques émergentes du génie génétique, dans le cadre de recherches sous contrat avec des groupes industriels, en biologie moléculaire et cellulaire, en virologie, en immunologie et en chimie des protéines. Dans les années 90, la Société a fait évoluer son modèle vers une société biopharmaceutique concevant et développant ses produits en oncologie et en maladies infectieuses jusqu'au stade des études cliniques avancées et recherchant des partenariats pour les phases ultérieures et la commercialisation.

La Société a été introduite en 1998 à la bourse de Paris et au Nasdaq. Elle a mis fin à sa cotation au Nasdaq en septembre 2005.

Les activités de la Société sont focalisées sur la santé humaine et plus particulièrement la recherche et le développement de produits d'immunothérapie, notamment les vaccins thérapeutiques et les virus oncolytiques dans le domaine du cancer et des maladies infectieuses.

En mars 2010, Transgene a signé avec le groupe suisse Novartis un accord d'option de licence exclusive pour le développement et la commercialisation par Novartis de son produit d'immunothérapie ciblée TG4010 pour le traitement de première intention du cancer du poumon « non à petites cellules » ; en avril 2014, Novartis a communiqué à la Société sa décision de ne pas exercer cette option. La recherche d'un nouveau partenaire pour ce produit est toujours en cours.

En septembre 2010, la Société a complété son propre portefeuille de virus oncolytiques par l'acquisition auprès de la société américaine Jennerex, Inc. de certains droits pour le développement et la commercialisation, de Pexa-Vec, un virus oncolytique développé pour le traitement de tumeurs solides. Jennerex, Inc. spécialisée dans le développement de ce type de produits, vient d'être acquise, en mars 2014, en totalité par la société SillaJen, Inc. à laquelle sont transférés l'ensemble des droits et obligations contractuels de Jennerex, Inc. (voir Section 1.4.2).

La Société s'est pleinement engagée dans la conception de produits d'immunothérapie ainsi que dans leur évaluation en combinaison avec les traitements standards d'aujourd'hui, mais aussi ceux à venir, comme les anticorps inhibiteurs de point de contrôle du système immunitaire. La Société entend maximaliser les opportunités de partenariats à tous les stades du développement de ses produits. La poursuite de développements avancés en propre étant liée à sa capacité de générer des accords par ailleurs sur d'autres produits ou sur ses savoir-faire. Ayant sécurisé sa capacité de production de ses produits à l'échelle commerciale au travers d'un partenariat avec Sanofi-Genzyme, la Société peut à présent se focaliser sur son cœur de métier, à savoir la recherche et le développement clinique.



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Présentation et évolution de la Société

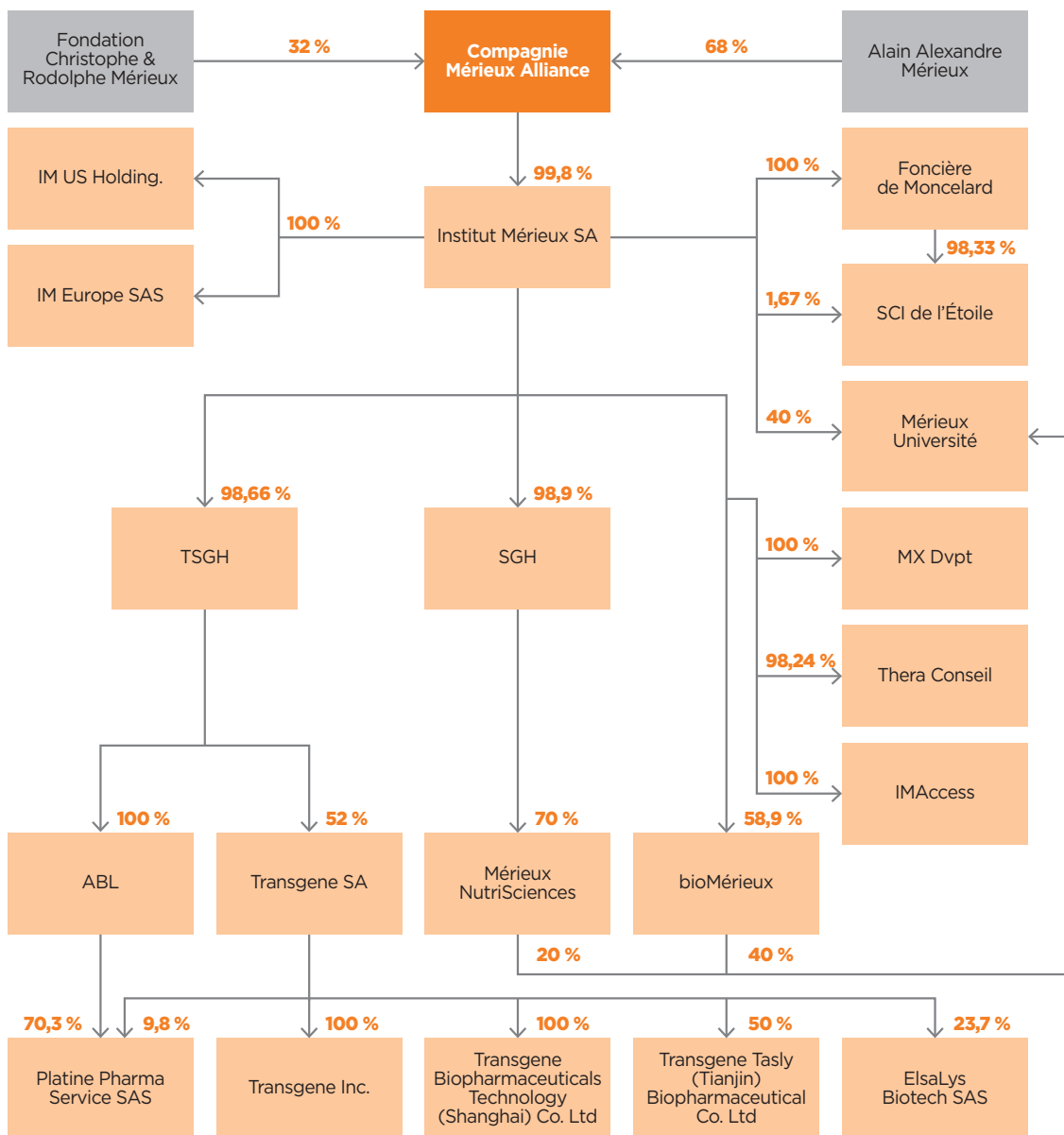
1.2.2 Organigramme

1.2.2.1 Appartenance au groupe Institut Mérieux

Transgene est détenue à 52 % par TSGH, société holding financière, elle-même détenue à 98,66 % par la société Institut Mérieux (ex-Mérieux Alliance), détenue à 99,8 % par la Compagnie Mérieux Alliance, qui est détenue à 68 % par la famille Mérieux et à 32 % par la Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux. Philippe Archinard, Président-Directeur

général de Transgene est Directeur Général de TSGH, dont il détient 1,34 % du capital, et administrateur d'ABL, Inc. filiale de TSGH, et de bioMérieux SA, filiale d'Institut Mérieux.

Au sein de ce groupe, Mérieux NutriSciences a une activité de prestations dans le domaine de la sécurité alimentaire et la santé, bioMérieux dans le diagnostic clinique et Transgene dans la recherche et le développement en immunothérapie.



1.2.2.2 Filiales et participations

Transgene, Inc.

La Société a une filiale aux États-Unis, Transgene, Inc. située à Cambridge dans l'État du Massachusetts, dont elle détient 100 % du capital et des droits de vote. Cette filiale représente Transgene SA auprès de différents organismes, autorités réglementaires et centres d'investigations pour les essais cliniques qu'elle conduit aux États-Unis. Dans ce cadre, elle se trouve sous le contrôle opérationnel de Transgene SA, lui refacture ses coûts et ne dispose d'aucun actif significatif. Philippe Archinard, Président-Directeur général de Transgene et Jean-Philippe Del, Directeur Financier, sont administrateurs de Transgene Inc.

Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd.

Transgene a également une filiale en Chine, Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd., située à Shanghai et dont elle détient 100 % du capital et des droits de vote. Cette société a été créée en 2012 afin d'héberger les collaborations de recherche académique menées par Transgene sur le territoire chinois. Dans ce cadre, elle se trouve sous le contrôle opérationnel de Transgene SA et ne dispose d'aucun actif significatif. Philippe Archinard, et Xia Meng, Directeur général de Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd. sont administrateurs de cette société. Jean-Philippe Del en est superviseur.

La Société détient par ailleurs des participations dans Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. (50 % du capital), Platine Pharma Services SAS (9,87 % du capital) et ElsaLys Biotech SAS (23,7 % du capital).

Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd.

Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. est une société de droit chinois, créée en 2010 afin de développer et

in fine vendre des produits de biotechnologie, dont ceux de Transgene, sur le territoire chinois. Cette société est codétenue avec le groupe pharmaceutique Tasly, basé à Tianjin, Chine. Philippe Archinard et Thibault du Fayet sont administrateurs de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. Jean-Philippe Del en est superviseur.

Platine Pharma Services SAS

Créée en mars 2011, Platine Pharma Services SAS a réuni les activités d'immuno-monitoring (mesure de la réponse immunitaire à l'injection de produits d'immunothérapie) des sociétés Innate Pharma SA et Transgene. En 2013, Platine Pharma Services SAS a acquis, via un apport partiel d'actif, des activités d'immuno-monitoring de la société Indicia Biotechnology SA. En juillet 2014, les trois principaux actionnaires de Platine Pharma Services (Transgene, Innate Pharma et Indicia Biotechnology, détenant chacun 33,26 %) ont poursuivi leur désengagement de la société à la suite d'une augmentation de capital souscrite par la société ABL, Inc. et de cessions complémentaires d'actions par les trois actionnaires au profit d'ABL, Inc., ramenant la participation de chacun d'eux à 9,87 %. Transgene conserve un siège au Conseil d'administration ; elle est représentée par Éric Quéméneur.

ElsaLys Biotech SAS

Le 17 mai 2013, Transgene a acquis une participation d'environ 37 % dans le capital d'ElsaLys Biotech SAS. ElsaLys Biotech SAS a été créée par d'anciens cadres de Transgene, au côté du fonds d'investissements Sofimac Partners, pour développer des anticorps monoclonaux, un champ de recherche très en amont que Transgene ne souhaitait pas poursuivre dans l'immédiat compte tenu de ses engagements dans le développement de vecteurs viraux. Au 31 décembre 2014, la participation de Transgene dans ElsaLys Biotech a été ramenée à 23,7 %, à la suite d'augmentations de capital réservées d'une part au fonds Sofimac-Partners et d'autre part à un investisseur personne physique. Transgene est représentée au Conseil d'administration par Éric Quéméneur.

1.2.3 Propriétés immobilières, usines et équipements

La Société dispose d'un site principal et d'un site annexes.

Le site principal est le campus du siège social, situé dans le parc d'innovation d'Illkirch, dans la banlieue de Strasbourg, avec trois bâtiments et un terrain non bâti :

- le premier bâtiment, d'une surface d'environ 6 800 m² regroupe le siège social, les activités de recherche, développement des procédés, contrôles de qualité et développement clinique ; ce bâtiment, livré en 2008, est détenu à travers un contrat de location-financement, en cours à la date du présent document de référence ;
- le deuxième bâtiment, d'une surface d'environ 1 500 m², est dédié aux activités de production de lots cliniques ; ce bâtiment, livré en 1995, est détenu en pleine propriété depuis octobre 2009 ;
- le troisième bâtiment, accolé au bâtiment de production, d'une surface d'environ 770 m², est une annexe logistique regroupant des bureaux et des locaux de stockage ; ce bâtiment, livré en 2012, est détenu en pleine propriété ; et

- le terrain non bâti, d'une surface d'environ 9 000 m², est adjacent au bâtiment principal et a été acquis en décembre 2014 par levée d'une option de cinq ans qui arrivait à échéance. Cette acquisition permet de disposer d'une faculté d'extension dans un ensemble de parcelles contiguës constituant un site unique.

Le site annexe est un espace de laboratoires et de bureaux d'environ 300 m² à Lyon, au sein du Centre d'infectiologie de Lyon Gerland. Ce site est en location simple.

La Société est généralement propriétaire des équipements utilisés dans ses activités de recherche et développement et de production ; elle ne sera pas propriétaire de la plateforme de production commerciale de vecteurs viraux en cours de construction à Lyon, chez Genzyme (Sanofi) qu'elle contribue à financer et dont elle pourra disposer pour la production de ses produits d'immunothérapie, notamment TG4010, dans le cadre d'un contrat de prestations de services (voir Section 1.4.2)



▶ 1.3 DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

1.3.1 Principaux marchés et concurrence

Aucun des produits de Transgene n'a, à la date du présent document de référence, atteint le stade de la commercialisation.

1.3.1.1 Cancer

Traitement des cancers

À l'heure actuelle, la chirurgie ou la radiothérapie sont considérées comme les meilleurs traitements curatifs de la plupart des cancers. En cas de métastase, c'est-à-dire de guérison du patient diminuent. La chimiothérapie et la thérapie hormonale jouent également un rôle important dans l'arsenal thérapeutique contre les cancers. Depuis une dizaine d'années, cet arsenal s'est enrichi avec les traitements ciblés : petites molécules inhibitrices et anticorps monoclonaux.

Les approches de développement de produits contre le cancer de Transgene reposent sur la stimulation du système immunitaire pour l'induire à rejeter des tumeurs (vaccins thérapeutiques TG4010, TG4001 et TG1050 ou virus spécifiques dits oncolytiques tels Pexa-Vec ou TG6002).

Le système immunitaire est la défense naturelle du corps humain contre les molécules étrangères (appelées antigènes). Le système immunitaire, qui est régulé par différentes protéines appelées cytokines, attaque l'antigène étranger de deux façons : la réponse immunitaire humorale et/ou la réponse immunitaire cellulaire. La réponse humorale génère des protéines appelées anticorps qui agissent contre les antigènes. La réponse cellulaire utilise des cellules spécialisées appelées lymphocytes T cytotoxiques (CTL) pour éliminer les cellules infectées ou cancéreuses. Les produits en développement de Transgene cherchent à stimuler la génération par le patient d'anticorps et de CTL pour attaquer les cellules cancéreuses.

Transgene a notamment retenu la thérapie par induction d'une réponse spécifique contre un ou des antigènes tumoraux (immunothérapie active). L'immunothérapie active est utilisée dans le cas où l'antigène tumoral est bien identifié et présent chez de nombreux patients. Le gène codant pour cet antigène est incorporé dans le vecteur et il induit une réponse immunitaire à la fois humorale et cellulaire contre l'antigène dans tout le corps. Le vaccin thérapeutique constitué du vecteur et du gène peut être administré par voie sous cutanée, de façon à provoquer une réaction systémique contre l'antigène étranger.

L'approche par virus oncolytique consiste à administrer un virus (en l'occurrence le virus de la vaccine) qui va attaquer la tumeur selon trois angles : il va se répliquer sélectivement dans les cellules tumorales et induire leur destruction (lyse cellulaire) ; il va également priver la tumeur de son alimentation sanguine (blocage de la vascularisation) et, enfin, avoir un

effet de stimulation du système immunitaire (immunothérapie active).

Les cancers (notamment digestifs, broncho-pulmonaires et gynécologiques) sont, à égalité avec les maladies cardiovasculaires, la première cause de mortalité dans les pays développés. L'évolution épidémiologique va dans le même sens dans les pays en développement, en particulier dans les pays « en transition » ou à revenu intermédiaire comme ceux d'Amérique du Sud et d'Asie. Les cancers sont à l'origine de 7,6 millions de décès par an, soit environ 13 % de la mortalité mondiale (source OMS).

L'incidence annuelle des cancers dans les pays développés évoluera de 11,3 millions (en 2007) à 26,4 millions en 2030, les facteurs étiologiques principaux étant l'accroissement et le vieillissement de la population ainsi que l'augmentation de l'exposition aux facteurs de risques (tabac, alcool, pollution, etc). En conséquence, une augmentation de 115 % du nombre de décès par cancer dans le monde est anticipée entre 2007 et 2030 (de 7,9 à 17 millions) (source : OMS).

Le marché mondial des traitements anticancéreux a été évalué à 51,7 milliards de dollars américains en 2009 pour s'établir à 77,3 milliards de dollars américains en 2015 en tenant compte d'un taux de croissance annuel moyen de 8,4 % (sources : Business Insights, IMS Health).

Le traitement des cancers repose actuellement sur un arsenal thérapeutique comprenant principalement la chirurgie, la chimiothérapie, la radiothérapie, les anticorps monoclonaux et d'autres traitements ciblés. L'immunothérapie a vocation à compléter cet arsenal, en utilisation parfois combinée. S'adressant au traitement et non à la prévention des cancers, leur coût devrait être comparable à celui des autres traitements anti-cancéreux.

1.3.1.1.1 Cancer du poumon « non à petites cellules »

Le cancer du poumon présente l'incidence la plus élevée au niveau mondial avec 1,2 million de nouveaux cas diagnostiqués par an. Ce cancer est une cause majeure de décès dans le monde. En effet, si 45 % des patients atteints d'un tel cancer seront encore en vie un an après le diagnostic, ce taux chute à 15 % après 5 ans (sources : Business Insights, Datamonitor, OMS). Les cancers du poumon « non à petites cellules » (NSCLC) représentent environ 80 % des cancers du poumon. La protéine MUC1, qui est la cible de TG4010, est surexprimée dans plus de 60 % des cas. L'efficacité des traitements actuels contre le NSCLC est limitée. TG4010, en combinaison avec la chimiothérapie, est destiné au traitement de première intention du NSCLC métastatique.

1.3.1.1.2 Cancers hépatiques

Tumeurs primaires

Les hépato-carcinomes (HCC) représentent la troisième cause de mortalité par cancer au niveau mondial avec 700 000 décès par an (sources : OMS, Datamonitor). La plupart des HCC touchent des patients atteints de cirrhose du foie (90 % des HCC diagnostiqués) due à l'alcoolisme ou à l'infection chronique par les virus de l'hépatite B ou C.

85 % des patients atteints d'un hépato-carcinome ne sont éligibles ni à la chirurgie ni à la transplantation, du fait de l'état avancé de leur maladie (environ 450 000 cas dans le monde) (sources : Datamonitor, Business Insights). Pour ces malades, d'emblée en situation palliative et dont la survie à 3 ans ne dépasse pas 8 %, des traitements locorégionaux ou un traitement ciblé peuvent être proposés. Le marché éligible du produit Pexa-Vec correspond aux patients de stade avancé. Ces patients ne bénéficient aujourd'hui que d'une seule thérapie (Sorafenib) qui a démontré un allongement de la survie des patients de 3 mois uniquement, permettant d'atteindre, au final, 10 mois de survie (source : Sorafenib, essai clinique SHARP).

1.3.1.1.3 Cancers induits par le virus du papillome humain (HPV)

Certains types de papilloma virus ou HPV (Human Papilloma Virus), en particulier les génotypes 16 et 18, ont été reconnus comme les principaux agents responsables du cancer du col utérin. Au cours des dernières décennies, à l'exception des développements techniques en radiothérapie et de la mise au point des thérapies ciblées, peu d'avancées majeures ont été réalisées dans le traitement des cancers du col de l'utérus et des cancers de la tête et du cou. La stratégie thérapeutique actuelle consiste en un choix entre une radio-chimiothérapie ou une résection chirurgicale avec ou sans radiothérapie adjuvante et est dépendante de l'étendue de la tumeur, de la perte fonctionnelle prévisible liée à la résection, ainsi que du souhait du patient. TG4001, en combinaison avec d'autres immunothérapies ou avec les traitements standards a le potentiel d'améliorer le traitement des tumeurs liées à HPV.

1.3.1.2 Maladie infectieuse chronique

Infection par le virus de l'hépatite B

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 350 millions de personnes dans le monde sont affectées par une hépatite B chronique (données de 2009). L'hépatite B est plus répandue dans certaines parties du monde, notamment en Chine et dans d'autres pays d'Asie où l'on suspecte que plus de 10 % de la population est aujourd'hui porteuse de cette infection chronique. L'hépatite B chronique est responsable chaque année d'un million de décès liés aux complications de la maladie : insuffisance hépatique, cirrhose ou carcinome hépatocellulaire (cancer du foie).

En Europe et dans les autres pays développés, l'infection par le virus de l'hépatite B (VHB) touche le plus souvent les adultes jeunes, l'infection se produisant essentiellement par voie sexuelle ou par l'utilisation d'aiguilles contaminées pour l'injection de drogues. Dans les régions d'endémicité forte telle la Chine, la transmission périnatale ou par contacts avec des personnes infectées de l'entourage immédiat joue également un rôle important (source OMS).

Actuellement différentes molécules antivirales actives contre le VHB sont disponibles dont le Tenofovir de Gilead et l'Entecavir de BMS, avec pour premier objectif thérapeutique l'inhibition de la réplication du virus. Toutefois, ces traitements antiviraux ne permettent la guérison des patients que dans 3 % des cas au mieux (source : EASL HBV guidelines). L'enjeu actuel porte donc sur le développement de nouvelles approches thérapeutiques.

L'environnement concurrentiel concernant les produits d'immunothérapie est faible :

- les développements les plus avancés sont menés au niveau de pays émergents uniquement (Chine, Bangladesh, etc.) ; et
- seuls deux produits sont actuellement en phase 1 d'essais cliniques au niveau des marchés principaux.

Le premier positionnement envisagé pour le produit d'immunothérapie TG1050 de Transgene est une combinaison avec l'un des antiviraux actuellement sur le marché. Les objectifs étant d'augmenter le taux de guérison et de réduire la durée du traitement à base d'antiviraux. En effet, une synergie est attendue entre le mécanisme d'action du nouveau produit d'immunothérapie médiée par le TG1050 et celui des antiviraux.

Au sein des 7 marchés principaux, la population annuelle traitée s'élève à (source : Datamonitor) :

- 150 000 patients dans le groupe de pays constitué des États-Unis, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de l'Angleterre ; et
- 200 000 patients au Japon.

Le marché éligible chinois représente aujourd'hui 500 000 patients et devrait progresser pour atteindre 2 millions de patients traités par an à l'horizon 2030 (source : Decision Resources).

La durée de traitement est longue : 15 ans en moyenne dans les pays développés, voire toute la durée de vie du patient pour un grand nombre d'entre eux.

1.3.1.3 Concurrence

Pour une société comme Transgene, la concurrence revêt de multiples aspects : elle peut venir des technologies (autres approches d'immunothérapie, dans les indications visées par Transgene ou dans d'autres indications) ou d'approches technologiques différentes visant les mêmes pathologies (par exemple, traitement du cancer du poumon par une approche de type anticorps monoclonal qui viendrait en concurrence directe avec le TG4010).

Les produits de Transgene sont confrontés à la concurrence de produits déjà commercialisés, qui font l'objet de développement de type 'franchise', c'est-à-dire la déclinaison d'un succès commercial à d'autres indications ou de produits à des stades plus avancés de développement clinique. La Société peut également subir la concurrence de produits qui, même étant à un stade moins avancé à un instant donné, feraient par la suite l'objet d'un développement plus rapide du fait d'une efficacité éventuellement supérieure dans les études cliniques précoces.





PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Description des activités

De plus, la nature des concurrents de la Société est variée. Ses principaux concurrents sont les grandes sociétés pharmaceutiques (Johnson et Johnson, Bristol Myers Squibb, Roche, Merck, etc.) et biopharmaceutiques (Amgen, Gilead, Vertex, etc.), qui chaque année investissent des centaines de millions d'euros en R&D dans le domaine du cancer et des maladies infectieuses. Ces sociétés sont à la fois concurrentes et partenaires potentiels. Des sociétés de taille plus modeste, comme Bavarian Nordic AS, Oncolytix, Oxford BioMedica, Ltd., NovaRx ou Oncolytics Biotech (*sources* : sites internet des sociétés concernées, communication dans la presse généraliste et spécialisée - Nature, Science... - communiqués de presse, présentations dans les conférences médicales - ASCO, AACR, etc.) sont également des concurrents et partenaires potentiels.

Bien qu'il n'y ait actuellement pas de traitement efficace pour guérir le cancer, d'autres méthodes de traitement, telle que la chimiothérapie, sont des traitements reconnus. D'autres approches de thérapies ciblées composées d'anticorps monoclonaux ou de petites molécules chimiques ont depuis quelques années permis d'apporter des améliorations au niveau du service médical rendu aux patients. Ces médicaments sont donc des produits concurrents. Cependant, seule une innovation incrémentale a été observée pour les médicaments appartenant à ces classes thérapeutiques au cours des dernières années. Le marché est donc en attente de nouveaux produits présentant une innovation de rupture et capable d'apporter un bénéfice thérapeutique significatif. Les produits développés par Transgene s'inscrivent pleinement dans cette démarche.

1.3.2 Recherche et développement

La totalité des activités de la Société porte sur la recherche et le développement pharmaceutiques de composés innovants. Ces activités sont décrites de façon détaillée au paragraphe 1.4.1.1.

La plateforme technologique : vecteurs et transfert de gènes

Les gènes sont des segments d'acide désoxyribonucléique (ADN) présents dans chaque cellule qui fournissent les informations nécessaires pour produire les protéines. La production de la protéine commence dans le noyau de la cellule lorsque le gène est copié. Le procédé dont le résultat est la production de la protéine par les cellules est appelé « expression du gène ».

Le développement de méthodes de transfert de gènes, sûres, fiables et modulables, est un élément clé de la mise au point de thérapies efficaces. Un gène thérapeutique doit être intégré dans un système de délivrance (ou « vecteur ») qui, associé à ce gène, transportera celui-ci dans les cellules du patient. Les thérapies par transfert de gènes sont actuellement divisées en deux approches distinctes :

- l'approche *in vivo* (à l'intérieur du corps) consiste à administrer directement au patient une composition pharmaceutique contenant le gène thérapeutique et un « vecteur » chargé de convoier ce gène vers des cellules cibles du patient soit à des fins de thérapie génique soit à des fins d'induction d'une réponse immunitaire. Les produits de Transgene entrent dans cette catégorie ;
- la thérapie cellulaire, ou *ex vivo* (à l'extérieur du corps), consiste à prélever les cellules d'un patient, à les cultiver dans des conditions de laboratoire appropriées, en utilisant un vecteur pour introduire le gène fonctionnel dans les cellules et à réimplanter les cellules ainsi modifiées au patient. Transgene ne développe pas aujourd'hui de produits de thérapie cellulaire, mais possède néanmoins tout le savoir-faire nécessaire et ne s'interdit pas d'envisager des développements dans ce domaine dans le futur.

La recherche de techniques de biologie moléculaire pour le transfert de gènes menée par Transgene a conduit au développement de multiples technologies de vecteurs.

Les efforts sont à présent concentrés sur la famille des virus de la vaccine (poxvirus) pour l'administration *in vivo* : MVA (Modified Vaccinia virus Ankara) et VV oncolytique (Vaccinia Virus), ainsi que les adénovirus.

Pour être efficace, un vecteur doit avoir la capacité de :

- transporter le gène désiré ;
- transférer le gène dans un nombre suffisant de cellules cibles ; et
- permettre l'expression du gène pour produire la protéine thérapeutique sur une période suffisamment longue afin d'assurer le succès du traitement ou de la stimulation du système immunitaire.

Un tel vecteur doit également être sûr. L'approche de délivrance de gènes la plus utilisée jusqu'à aujourd'hui repose sur les transferts de gènes par les vecteurs viraux dans lesquels des virus modifiés de différents types sont utilisés pour transférer le matériel génétique dans les cellules des patients.

Les programmes de recherche de Transgene portant sur sa technologie de vecteurs visent à doter ceux-ci de caractéristiques permettant d'en optimiser les performances et la sécurité par :

- la recherche d'interactions potentielles en combinant différents vecteurs, pour des protocoles de vaccination plus efficaces ;
- l'insertion du gène d'intérêt dans le site du génome du vecteur le plus approprié ;
- la génération de vecteurs viraux capables de se multiplier sélectivement dans les tumeurs, accroissant ainsi localement le niveau de protéine thérapeutique délivrée par le gène ;
- l'évaluation de combinaisons des produits d'immunothérapie et des vaccins anti-cancer de Transgene avec les traitements conventionnels et avec les nouvelles classes de produits d'immunothérapie dits 'inhibiteurs (ou bloqueurs) de point de contrôle immunitaire' ; et
- la génération de nouvelles lignées cellulaires pour la production à grande échelle.

Les poxvirus sont une famille de virus comprenant le virus de la vaccine qui a été largement utilisé en vaccination antivariolique. Les vecteurs vaccinaux, administrés *in vivo*, ont montré une forte capacité à induire une réponse immunitaire contre certains types d'antigènes passagers. Cette caractéristique peut présenter un avantage particulier dans le traitement du cancer.

Transgene a développé une nouvelle génération de vecteurs poxviraux basés sur une souche de virus Ankara atténuée (MVA) qui ne se propage pas dans les cellules de l'homme ou d'autres mammifères et est ainsi incapable de provoquer une infection chez les humains. Cette souche est de ce fait particulièrement sûre, ainsi que l'a démontré son utilisation intensive comme vaccin antivariolique chez l'homme. Le vecteur MVA est, à la date du présent document de référence, testé en phase 2 d'essais cliniques de vaccins anti-cancer et anti-infectieux.

Thérapie par virus oncolytiques (virothérapie)

L'approche initiale de la virothérapie consistait à obtenir des vecteurs porteurs d'un gène étranger capables de se répliquer chez l'hôte, en dépit de la présence de ce gène dans leur génome.

Transgene a été pionnier dans le développement de virus répliquatifs, avec en particulier un virus de la vaccine portant un gène du virus rabique capable de vacciner par voie orale (distribution d'appâts contenant le vaccin) des animaux sauvages, notamment le renard, préventivement contre la rage, commercialisé par la société Merial, l'un des leaders de la santé animale dans le monde. Les virus répliquatifs sont dotés d'une grande efficacité, mais souvent au prix d'effets secondaires importants. Le programme de vecteurs oncolytiques de Transgene vise à surmonter cette difficulté en développant de nouvelles générations de virus de la vaccine « délétés » de certains gènes afin d'en augmenter encore la tolérance tout en maintenant leur efficacité.

Les virus oncolytiques constituent une nouvelle classe de traitements anti-cancéreux. À la différence des produits utilisant MVA, les produits oncolytiques se répliquent dans les cellules cancéreuses, conduisant à la destruction de celles-ci, tandis que les cellules saines ne subissent pratiquement pas de dommages. Ces produits sont activés par des voies génétiques présentes dans la vaste majorité des cancers chez l'Homme. Ce mécanisme est différent de celui des traitements conventionnels tels que la chimiothérapie, les inhibiteurs de la tyrosine kinase, les anticorps et la radiothérapie et de ce fait les produits oncolytiques pourraient être utilisés en combinaison avec ces traitements ou bien seuls dans le cadre de cancers résistants.

De plus, ces virus pourraient être armés avec, par exemple, des gènes suicides potentialisant leur efficacité tels que FCU1, ou modifiés pour améliorer leur spécificité. D'un point de vue industriel, il existe de réelles synergies entre la production des virus oncolytiques et celle du vaccin MVA.

Thérapie par anticorps monoclonaux

Les anticorps monoclonaux sont au premier rang des réussites parmi les médicaments biologiques, avec des marchés importants en oncologie et maladies auto-immunes.

Les anticorps sont connus depuis plus d'un siècle : ils ont été utilisés avec succès en thérapie ou prophylaxie dans les maladies infectieuses avant d'être remplacés par les antibiotiques. Vers le milieu des années 1970, apparaît la première génération des anticorps monoclonaux, d'origine animale (murine) et donc d'utilisation limitée du fait de leur immunogénicité. Les progrès de la biologie moléculaire au cours des années 1980 ont permis la production d'anticorps d'abord 'chimériques' (murin-homme) puis 'humanisés'.

Les anticorps monoclonaux sont uniques, ils reconnaissent un antigène infectieux ou tumoral (par exemple CD115 pour l'anticorps monoclonal TG3003 de Transgene). Ils fonctionnent selon trois modes d'action : en bloquant l'action de molécules ou de récepteurs spécifiques, en ciblant des cellules spécifiques et/ou en fonctionnant comme des molécules de signalisation.

La Société a investi en 2013 dans la société ElsaLys Biotech SAS, une société créée par des anciens cadres de Transgene dont la mission est de développer des anticorps monoclonaux. La participation de Transgene dans ElsaLys Biotech SAS est une participation minoritaire. La Société conserve également les droits du produit TG3003, actuellement à un stade de recherche.

Production

Transgene possède une unité de fabrication de lots cliniques, opérant selon les normes de Bonnes Pratiques de Fabrication de médicaments internationales, notamment européennes et américaines. Opérationnelle depuis 1995, c'est l'une des premières unités construites pour fabriquer des produits de transfert de gènes en Europe. Cette unité, régulièrement inspectée par les autorités pharmaceutiques françaises, donne à Transgene la capacité de produire ses propres vecteurs de qualité clinique pour conduire ses essais cliniques, et de mettre en place une organisation de production préindustrielle, lui permettant à terme de satisfaire les besoins des essais cliniques étendus de phase 3.

Parallèlement à ses activités de production de lots cliniques et de développement des procédés de production, Transgene a établi sa propre expertise dans le domaine du contrôle qualité et de l'assurance qualité conçu pour satisfaire aux exigences réglementaires de qualité et sécurité de produits pharmaceutiques à usage humain. Le personnel de l'assurance qualité est chargé du respect des bonnes pratiques de fabrication ; il effectue des audits réguliers du système afin de vérifier qu'il est conforme aux Bonnes Pratiques de Fabrication et suit régulièrement l'évolution de la réglementation applicable.

Disposant d'une unité de production, d'équipes en développement des procédés, fabrication, assurance et contrôle de qualité ainsi que dans le domaine des affaires médicales et réglementaires, Transgene estime qu'elle est en mesure d'opérer de façon autonome de la recherche à la mise au point de produits pharmaceutiques pour les essais cliniques. Transgene va s'attacher à mieux valoriser cet actifs en considérant la production pour compte de tiers par exemple. La plupart des matières premières que Transgene met en œuvre sont disponibles auprès de nombreux fournisseurs à des conditions commerciales raisonnables.



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Description des activités

1.3.3 Investissements

Les principaux investissements en actifs corporels et incorporels réalisés par la Société au cours des deux derniers exercices s'analysent comme suit :

2014	Milliers d'euros	Principaux investissements
		Terrain adjacent au bâtiment principal (0,6 million d'euros). Équipements de maintenance ou de mise à niveau de l'unité pilote de production, matériels de laboratoire. Aucun de ces investissements n'avait de valeur unitaire supérieure à 0,2 million d'euros.
Corporels	2 463	
Incorporels	139	Licences et logiciels
2013	Milliers d'euros	Principaux investissements
		Équipements de maintenance ou de mise à niveau de l'unité pilote de production, matériels de laboratoire. Aucun de ces investissements n'avait de valeur unitaire supérieure à 0,2 million d'euros.
Corporels	1 962	
Incorporels	222	Licences et logiciels

Le budget prévisionnel d'investissements corporels et incorporels de l'exercice 2015 s'élève à environ 1,0 million d'euros. Ce budget comporte des investissements opérationnels courants de remplacement et d'amélioration d'équipements et d'installations.

Les investissements en actifs financiers réalisés sur les trois derniers exercices concernent les participations aux augmentations de capital des sociétés :

- Jennerex, Inc. (1,9 million d'euros en 2013) ;
- Platine Pharma Services SAS (0,3 million d'euros en 2013) ;
- ElsaLys Biotech SAS (0,5 million d'euros en 2013) ;
- Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd. (0,5 million d'euros en 2013) ;
- Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. (5,2 millions d'euros en 2012, dont 2,6 millions d'euros d'apport en numéraire) ;
- pas de nouvel investissement en 2014.

1.3.4 Avantages concurrentiels

La plate-forme technologique de vecteurs MVA

La plate-forme MVA, l'une des plates-formes technologiques de Transgene est conçue pour permettre un maximum d'applications en matière de transferts de gènes. Elle permet de disposer de techniques de délivrance de gènes différenciées, adaptées à des situations cliniques différentes, particulièrement dans le domaine du cancer.

Cette plate-forme technologique présente les avantages potentiels suivants :

- la sécurité : MVA est un virus de la vaccine atténué obtenu à partir d'une souche virale incapable de se propager dans les cellules humaines ;
- la facilité d'administration : la technologie de Transgene se concentre principalement sur l'élaboration de produits en ampoules ou en flacons, prêts à l'emploi, pour l'administration directe au patient ; et

- l'efficacité de fabrication : des procédés de production permettant l'application de méthodes pratiques de culture de cellules et de purification, prêtes pour la production de lots commerciaux, ont été mis au point.

Des compétences intégrées de la recherche au développement

Transgene s'appuie sur trois décennies d'expertise scientifique reconnue. Travaillant depuis 1992 dans le domaine de la thérapie par transfert de gènes et de l'immunothérapie, la Société a en outre accumulé un important savoir-faire dans des domaines clés liés à son développement : la virologie, la fabrication de lots cliniques selon les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF), les techniques de contrôles biologiques, la conduite d'études cliniques et les affaires réglementaires.

Un portefeuille de brevets étendu

Transgene a déposé et entend continuer de déposer des demandes de brevets pour protéger ses produits, ses technologies de vecteurs ainsi que les procédés correspondants et d'autres technologies. Transgene détient, à la date du présent

document de référence, plus de 170 brevets délivrés, tant en Europe qu'aux États-Unis. En sus de ce portefeuille de brevets, Transgene a pris des licences sur des brevets et utilisation de procédés et de technologies de tiers.

La capacité de fabriquer des produits biopharmaceutiques

Transgene dispose d'une unité de fabrication, sur son site d'Illkirch-Graffenstaden, qui produit des lots cliniques de ses produits en développement. Cette unité polyvalente est conçue pour opérer en conformité avec les réglementations américaines et européennes relatives aux bonnes pratiques de fabrication et les règles d'utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés. Parallèlement au processus de production, la Société a développé sa propre expertise en matière de Contrôle Qualité et d'Assurance Qualité. Le laboratoire de Contrôle Qualité permet de faire en interne la majeure partie des analyses, tant au cours du processus de production que sur les produits finaux. Le programme d'Assurance Qualité a été établi pour répondre aux exigences relatives à la qualité et à la sécurité des produits pharmaceutiques destinés à l'Homme.

▶ 1.4 ANALYSES ET COMMENTAIRES SUR LES ACTIVITÉS DE L'EXERCICE

Principales activités

1.4.1.1 Caractéristiques essentielles de l'activité

Transgene est une société biopharmaceutique qui conçoit et développe des produits d'immunothérapie et de virothérapie pour le traitement des cancers et des maladies infectieuses et qui ambitionne de devenir une société biopharmaceutique intégrée, de la recherche et du développement, au marketing et à la vente de ses produits.

Plusieurs produits en développement préclinique et clinique, une plateforme technologique diversifiée, des compétences intégrées de la recherche au développement, un portefeuille étendu de droits de propriété intellectuelle et la capacité de fabriquer des lots de produits biopharmaceutiques constituent les avantages concurrentiels de Transgene sur ses marchés.

À la date du présent document de référence, Transgene a trois produits d'immunothérapie contre le cancer (cancer du poumon, cancer du foie et cancers induits par une infection par les papilloma virus humains et un produit d'immunothérapie anti-infectieux (hépatite B) en développement en phase clinique. La Société dispose également d'autres projets à un stade plus amont.

L'activité de Transgene est fortement réglementée

La recherche et le développement, les tests précliniques, les essais cliniques, les locaux et leur équipement, la fabrication et la commercialisation des produits thérapeutiques, sont soumis à une réglementation très complète élaborée par de nombreuses autorités gouvernementales en France, en Europe, aux États-Unis, ou dans d'autres pays. L'Agence Européenne des Médicaments (EMA), l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), la *Food and Drug Administration* (FDA) aux États-Unis et d'autres régulateurs imposent le respect de conditions rigoureuses pour la fabrication, le développement et la commercialisation des produits comme ceux que Transgene développe, notamment leur évaluation préclinique et clinique.

Dans l'Union Européenne, les produits de biotechnologie relèvent de la procédure dite « centralisée » pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché, évitant la soumission dans chaque État membre. Aux États-Unis et dans l'Union Européenne, le temps moyen nécessaire à l'obtention d'une telle autorisation est d'environ un an à compter de la date du dépôt de la demande.

Les informations requises pour l'autorisation d'essai clinique ou de mise sur le marché sont standardisées pour l'ensemble des médicaments et doivent répondre aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité.

1.4.1.1.1 Principaux produits

Le tableau ci-dessous résumé l'état du portefeuille de produits de Transgene début 2015 :

Produit	Indications	Pré-clinique	Phase clinique		
			1/2	2	3
ONCOLOGIE					
TG4010 (MVA-MUC1-IL2)	Cancer du poumon (non à petites cellules)	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
Pexa-Vec (JX594/TG6006) (VV-TK-GM-CSF)	Hépatocarcinome Autres tumeurs solides	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
TG4001 (MVA-HPV-IL2)	Cancers induits par le virus HPV	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
TG6002 (VV-TK-RR-FCU1)	Tumeurs solides	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
TG3003 (anti-CD-115 mAb)	Tumeurs solides	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
MALADIES INFECTIEUSES					
TG1050 (Ad5-HBV)	Hépatite B chronique	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]
Plusieurs candidats (MVA-TB)	Tuberculose	[Progression]	[Progression]	[Progression]	[Progression]

TG4010 : cancer du poumon et autres tumeurs solides

Descriptif et mécanisme d'action

TG4010 est un produit d'immunothérapie, administré en injection sous cutanée. TG4010 est constitué d'un vecteur, le virus de la vaccine Modified Vaccine Ankara (MVA), exprimant l'antigène MUC1 et l'interleukine 2, une cytokine qui stimule le système immunitaire. Le virus MVA, qui ne peut pas se propager dans les cellules humaines et qui donc n'est pas susceptible de causer une infection chez l'Homme, a démontré sa sécurité d'utilisation dans la vaccination contre la variole. Des expériences de laboratoire ont mis en évidence son efficacité dans l'amélioration de la réponse immunitaire contre des antigènes.

L'antigène MUC1 est normalement exprimé dans un grand nombre de cellules saines dans le corps humain. Toutefois, MUC1 est exprimé de façon anormale dans les cellules cancéreuses de la majeure partie des patients atteints de cancer du sein, de cancer de la prostate, de cancer du poumon et de différents autres cancers. L'objectif de l'approche vaccinale est d'aider le système immunitaire de l'organisme à identifier les cellules cancéreuses porteuses de l'antigène MUC1 comme une cible à détruire. La séquence codant pour la cytokine Interleukine 2 (IL2) est ajoutée pour son capacité d'immuno-stimulation.

Le gène MUC1 a été obtenu sous licence de l'*Imperial Cancer Technology Ltd.*, structure de transfert de technologies de l'*Imperial Cancer Research Fund*. Cette licence est mondiale et exclusive pour l'utilisation du gène MUC1 dans les applications de transfert de gènes utilisant les vecteurs viraux.

Principale indication thérapeutique

TG4010 est actuellement développé en tant que traitement en première ligne du cancer du poumon « non à petites cellules » (« *non small cell lung cancer* », ou NSCLC) métastatique en combinaison avec la chimiothérapie.

Des essais cliniques de phase 2 ont été menés chez des patients atteints de cancer du poumon « non à petites cellules » et de cancer de la prostate en Europe et aux États-Unis. Malgré les données encourageantes des essais en cancer de la prostate, la Société a décidé de concentrer ses efforts actuels de développement du vaccin en cancer du poumon. Des développements dans d'autres indications sont envisagés en cas de résultats positifs des essais en cours.

Principaux résultats cliniques obtenus

La bonne tolérance au produit en association avec la chimiothérapie a été confirmée lors d'essais de phase I et de phase 2 : les effets secondaires principaux liés à TG4010 consistaient en des réactions classiques après vaccination (réactions au site d'injection et asthénie).

En janvier 2014, Transgene a annoncé les premiers résultats de la partie phase 2b de l'étude TIME, un essai randomisé de phase 2b/3 évaluant TG4010, une immunothérapie ciblée contre la protéine MUC1, contre placebo, en combinaison avec la chimiothérapie de première ligne chez des patients atteints de cancer du poumon non à petites cellules au stade métastatique. L'objectif principal de la partie 2b de l'étude TIME était la validation *a priori* du caractère prédictif du biomarqueur

« TrPAL ». La tolérance et l'efficacité de la combinaison de TG4010 et de la chimiothérapie standard étaient également évaluées.

La valeur prédictive du biomarqueur TrPAL, identifié dans l'étude de phase 2 précédente, a été évaluée en comparant la survie sans progression dans les deux bras de l'étude et dans deux sous-groupes, définis sur la base de leur niveau de TrPAL (normal ou élevé) au moment de leur entrée dans l'étude. Un total de 222 patients a été recruté dans l'étude, dont 170 patients avec un niveau normal de TrPAL et 52 patients avec un niveau élevé de TrPAL. Selon le protocole de l'étude, les analyses préliminaires ont été conduites après la survenue de 89 événements de progression dans le groupe de patients présentant un niveau normal de TrPAL. Pour cette étude préliminaire, le niveau de TrPAL a été déterminé en référence au niveau de TrPAL chez des volontaires sains. Ce seuil est appelé ULN, pour « *Upper Limit of Normal* », limite supérieure de la normale. En utilisant ce seuil de mesure, l'objectif principal de l'étude a été atteint pour la population dites « normale » mais pas pour la population dites « élevé » ne confirmant pas l'effet délétère vu dans cette population dans l'étude précédente. La méthode statistique utilisée était dites Bayésienne ».

En utilisant une méthode dite « fréquentiste » largement reconnue, une deuxième analyse prévue au protocole, reposant sur l'utilisation de quartiles de la population de l'étude pour déterminer le seuil (similaire à celle réalisée dans la précédente étude ayant mis en lumière le rôle des cellules TrPAL), a été réalisée sur l'ensemble de la population. Cette analyse et les données générées telles que décrites plus bas ont permis de publier de très bons résultats et d'envisager la poursuite du développement dans la partie phase 3 de l'étude.

Cette analyse montre que chez les 75 % de patients présentant les valeurs de TrPAL les plus basses et ayant reçu la combinaison TG4010 / chimiothérapie, il y a une amélioration significative sur le plan médical de la survie sans progression. Cette amélioration est mesurée par une réduction de plus de 25 % du risque de progression ou décès chez les patients de ce groupe ayant reçu la combinaison TG4010/chimiothérapie en comparaison au groupe placebo. Inversement, dans le groupe des 25 % de patients ayant les niveaux les plus élevés de TrPAL, aucune amélioration de la survie sans progression n'a été démontrée chez les patients ayant reçu la combinaison.

Ces résultats préliminaires sont cohérents avec les résultats obtenus précédemment. Ils soutiennent l'activité de TG4010 dans cette indication ainsi que la valeur prédictive du biomarqueur constitué par les TrPAL. Le 29 septembre 2014, des données additionnelles provenant d'une analyse plus récente ont été présentées lors du congrès de l'ESMO. Cette analyse conduite avec des données plus matures a montré que dans le sous-groupe de patients présentant une histologie non squameuse - 88 % des patients de l'étude - des différences significatives continuaient d'être observées dans les taux de survie sans progression ainsi que pour la survie globale, pour laquelle les données étaient toujours en cours de maturation. De manière cohérente avec les communications précédentes, ces améliorations ont été encore plus notables dans la sous-population de patients ayant un « niveau bas » de TrPAL.





PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

Les données sont détaillées ci-dessous :

Intention de traitement (ITT- intent-to-treat)	Sous-groupe	Nombre total de patients (TG4010/placebo)	Survie sans progression	Survie globale
			Hazard Ratio (intervalle de confiance 95%)*	Hazard Ratio (intervalle de confiance 95%)*
	Non squameux	195 (97/98)	0.71 (0.51, 0.97)	0.73 (0.50, 1.07)**
	Non squameux TrPAI bas	131 (64/67)	0.60 (0.41, 0.88)	0.70 (0.45, 1.10)***

* Modèle *Stratified Cox proportional hazards*

** Analyse de la survie globale basée sur 56 % d'évènements possibles

*** Analyse de la survie globale basée sur 60 % d'évènements possibles

TG4010 a été très bien toléré, avec des effets secondaires cohérents avec ceux observés dans les études précédentes.

Prochaines étapes de développement

La partie phase 3 de l'étude TIME est en cours de préparation, mais ne sera initiée qu'en cas de signature d'un partenariat.

En effet, la société Novartis qui avait une option de licence sur ce produit a notifié en avril 2014 à la Société sa décision de ne pas exercer cette option. Depuis lors, la Société est en recherche d'un nouveau partenaire.

La Société prévoit de lancer, dans les douze mois, des essais de phase 2 avec TG4010 en combinaison avec des inhibiteurs de points de contrôle immunitaire.

Perspectives de mise sur le marché

La Société ne fait pas de projection sur une date possible de mise sur le marché, en raison de l'incertitude sur la date de lancement de la phase 3.

Virus oncolytique Pexa-Vec : cancer du foie et autres tumeurs solides

Descriptif et mécanisme d'action

Transgene a acquis en septembre 2010 les droits de développement et de commercialisation pour l'Europe, la CEI et le Moyen-Orient du Pexa-Vec, un virus oncolytique dérivé de la souche de poxvirus (la famille des virus de la vaccine), auprès de la société Jennerex, Inc. (voir Section 1.4.2).

La souche de poxvirus dont est issu le Pexa-Vec permet une réplication du virus dans les cellules cancéreuses. Ce profil de sécurité et cette sélectivité pour les cellules cancéreuses ont été renforcés en lui enlevant le gène de la thymidine kinase (TK), le rendant ainsi dépendant de la TK exprimée constamment à des niveaux élevés par les cellules cancéreuses. Pour encore améliorer son efficacité, Pexa-Vec a également été modifié pour exprimer la protéine GM-CSF, un ajout qui vise à amplifier la lyse cellulaire causée par le produit, conduisant à une cascade d'évènements aboutissant à la nécrose de la tumeur, la disruption de sa vascularisation et une réponse immunitaire contre elle.

Pexa-Vec « attaque » les tumeurs via trois mécanismes d'action : la lyse cellulaire par la réplication sélective du virus dans les cellules tumorales, le blocage de la vascularisation de la tumeur et la stimulation de la réponse immunitaire contre la tumeur (immunothérapie active).

Principale indication thérapeutique

La plus grande partie des cancers sont porteurs de mutations et d'altérations génétiques nécessaires à Pexa-vec pour être actif.

Les essais cliniques des phases 1 et 2 dans différents types de tumeur ont montré que Pexa-Vec, injecté dans les tumeurs ou administré en perfusion, est bien toléré par les patients et entraîne une réduction de la masse tumorale et/ou une nécrose. Des réponses objectives ont été mises en évidence dans un certain nombre de tumeurs, et notamment du foie, du colon, du rein, des poumons et de la peau (mélanome). Pexa-Vec présente un profil de sécurité favorable, avec des effets secondaires prévisibles et généralement bénins comme des symptômes de type grippal qui se résorbent en deux ou trois jours. L'indication principale retenue dans le plan de développement actuel du produit est le cancer du foie (carcinome hépatocellulaire, ou HCC).

Principaux résultats cliniques obtenus

En novembre 2011, les résultats finaux d'une étude de phase 2 avec répartition aléatoire des patients atteints de cancer du foie avancé entre deux niveaux de doses (élevée et faible) de Pexa-Vec ont été annoncés dans le cadre du congrès de l'association américaine pour l'étude des maladies du foie (« AASLD », *American Association for the Study of Liver Diseases*). Ces résultats ont montré que les patients ayant reçu la dose élevée ont eu un bénéfice clinique statistiquement significatif en termes de survie globale par rapport à ceux du groupe ayant reçu la dose faible. Le risque de décès des patients ayant reçu la dose élevée de Pexa-Vec était diminué de façon marquée (de près de 60 % ; hazard ratio = 0,41) par rapport au risque pour les patients inclus dans le groupe contrôle recevant la dose faible (1/10^e de la dose élevée). La survie globale médiane était de respectivement 14,1 mois dans le groupe ayant reçu la dose élevée et 6,7 mois dans le groupe ayant reçu la faible dose (p= 0,029 pour la supériorité de la dose élevée). Le pourcentage des patients en vie après un an était de 66 % dans le groupe ayant reçu la dose élevée contre 23 % dans l'autre groupe (estimation Kaplan-Meier). Pexa-Vec a été bien toléré, les patients manifestant des symptômes de type grippal, transitoires, disparaissant généralement dans les 24 heures. Pour cette étude, 30 patients ont été recrutés aux États-Unis, au Canada et en Corée du Sud. Les résultats définitifs de cette étude ont été publiés dans la revue *Nature Medecine* en février 2013.

PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

Un essai clinique de phase 2b, randomisé et contrôlé contre placebo, chez des patients atteints de carcinome hépatocellulaire (HCC) dont le traitement avec le sorafenib (Nexavar[®]) a échoué, a été conduit en 2012 et 2013. Cet essai (étude TRAVERSE), mené par les partenaires de Jennerex en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, évaluait la survie de patients atteints de HCC avancé dont la maladie a progressé après traitement (deuxième ligne de traitement) avec le sorafenib (le traitement standard actuel) ainsi que des patients n'ayant pas supporté ce traitement.

En septembre 2013, Transgene a annoncé qu'une analyse des données d'efficacité de l'étude TRAVERSE avait été réalisée selon les termes du protocole clinique. L'objectif principal de l'étude, la survie globale des patients recevant Pexa-Vec plus le traitement de support le plus adapté en comparaison avec les patients recevant le seul traitement de support, n'a pas été atteint. Pexa-Vec a été généralement bien toléré, avec un profil d'effets indésirables en ligne avec celui d'études précédentes de Pexa-Vec chez des patients atteints de cancer du foie avancé (carcinome hépato-cellulaire, ou HCC). Une étude approfondie de ces résultats a permis de décider de critères de sélection plus appropriés pour la phase 3 qui ciblera des patients en première ligne de traitement, qui ont de meilleurs facteurs pronostiques et sont mieux à même de bénéficier d'approches immunothérapeutiques. La Société entend continuer le développement du produit dans l'indication cancer du foie avancé, en première ligne de traitement donc (c'est-à-dire chez des patients n'ayant pas déjà été traités par sorafenib (Nexavar[®]) (voir ci-dessous).

Acquisition définitive de Jennerex, Inc. société développant Pexa-Vec par SillaJen, Inc.

En mars 2014, la Société a annoncé avoir cédé la participation qu'elle détenait d'environ 8,5 % au capital de Jennerex, Inc., sur une base entière diluée, à SillaJen, Inc. Suite à cette transaction, Transgene a perçu un paiement d'environ 3,2 MUSD, comptabilisé au premier semestre 2014. Transgene pourra également percevoir jusqu'à 10 MUSD supplémentaires si toutes les étapes cliniques et réglementaires futures sont franchies.

L'accord de développement et de commercialisation pour la virothérapie oncolytique Pexa-Vec entre Transgene et Jennerex, Inc., désormais filiale à 100 % de SillaJen, Inc. est maintenu et les partenaires collaborent activement sur le plan de développement de ce programme.

Prochaines étapes de développement

En mars 2014, Transgene et ses partenaires SillaJen, Inc. et Lee's Pharmaceutical ont annoncé le nouveau plan de développement clinique de Pexa-Vec.

Le programme principal de ce nouveau plan sera une étude clinique de phase 3 qui évaluera Pexa-Vec en combinaison avec le sorafenib dans le traitement en première ligne de patients atteints d'un carcinome hépatocellulaire avancé (HCC). Cette étude globale sera conduite en Europe, en Asie et en Amérique du Nord et devrait recruter environ 600 patients. Les patients seront randomisés dans deux bras pour recevoir soit Pexa-Vec immédiatement suivi de sorafenib, soit sorafenib seul. Sorafenib (Nexavar[®]) est actuellement le seul produit

approuvé pour le traitement en première ligne du HCC avancé. Les recrutements de cette étude devraient commencer d'ici fin 2015. Les préparatifs étaient en cours à la date du présent document de référence.

En complément de l'étude de phase 3, une étude évaluant Pexa-Vec en combinaison avec du cyclophosphamide administré à petite doses (« métronomique »), principalement dans le cancer du poumon et le sarcome des tissus mous devrait débiter au quatrième trimestre 2015. Cette étude fera partie d'un programme financé par l'INCa (Institut national du Cancer) et est sponsorisée par l'Institut Bergonié (Bordeaux, France). Le cyclophosphamide administré en continu à petites doses est utilisé en combinaison avec des traitements d'immunothérapie pour en potentialiser les effets.

D'autres études sont également prévues pour compléter et renforcer le programme :

- une étude, avec administration de Pexa-Vec dans des tumeurs solides avant intervention chirurgicale, visant à mieux documenter encore le mécanisme d'action de Pexa-Vec dans l'environnement réel des tumeurs ;
- une étude évaluant Pexa-Vec en combinaison avec un inhibiteur de point de contrôle immunitaire, fondée sur le rationnel de synergie d'efficacité de la combinaison des classes d'immunothérapie. Ce type d'approche combinatoire est considéré comme très prometteur en oncologie.

Perspectives de mise sur le marché

Selon le plan de développement actuel du produit en première ligne de traitement du cancer du foie avancé, Pexa-Vec pourrait faire l'objet d'un premier dépôt de demande de mise sur le marché en 2018 ou 2019, en raison de décalages notamment liés à l'opération d'acquisition du partenaire Jennerex par la société SillaJen, Inc.

TG4001 : cancers induits par le virus du papillome humain (HPV)

Descriptif et mécanisme d'action

TG4001 est un produit d'immunothérapie composé d'un vecteur, le virus de la vaccine MVA exprimant deux antigènes du virus du papillome humain (HPV) de type 16 (HPV16), ainsi que l'interleukine 2 (cytokine présente également dans le TG4010).

Principale indication thérapeutique

Après avoir été initialement développé dans les lésions précancéreuses du col de l'utérus (néoplasies intra épithéliales CIN2/3), le produit a été réorienté en 2012 vers les cancers induits par l'infection par le virus HPV avec un projet d'essai clinique dans le cancer de l'oropharynx causé par l'infection par le virus HPV en collaboration avec le groupe coopératif européen EORTC qui ne sera pas poursuivi.

Dans les études précédemment menées, TG4001 a montré un bon profil de sécurité, avec des réactions bénignes au site d'injection comme effets secondaires les plus fréquents associés au vaccin thérapeutique. Aucun effet secondaire grave associé au vaccin thérapeutique n'a été signalé. En

1



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

particulier, dans la dernière étude de phase 2b chez des patientes atteintes de CIN2/3, ces données ont été obtenues avec seulement trois injections de TG4001 et en monothérapie, à la différence d'autres études menées par Transgene avec ses autres produits utilisant le MVA comme vecteur viral. Il s'agit donc d'une solide preuve de concept de l'activité du produit d'immunothérapie dans une pathologie induite par l'HPV et, à ce titre, ces résultats sont extrêmement encourageants pour TG4001 et l'ensemble de la plateforme MVA.

Prochaines étapes de développement

La Société a décidé de focaliser à nouveau le développement de ce produit chez des patients atteints de cancers induits par les virus du papillome humain en combinaison avec des inhibiteurs de point de contrôle immunitaire.

Perspectives de mise sur le marché

Transgene n'est pas en mesure actuellement de donner de la visibilité sur le planning de demande de mise sur le marché de ce produit.

TG1050 : hépatite B chronique

Descriptif et mécanisme d'action

TG1050 est une immunothérapie basée sur un adénovirus humain de sérotype 5. Ce virus non répliquatif (il est incapable de se multiplier dans l'organisme du patient) exprime plusieurs antigènes du virus de l'hépatite B (VHB) : l'enzyme ADN polymérase responsable de la réplication du virus, la protéine de surface située à l'extérieur du virus et qui permet au VHB d'entrer dans les cellules qu'il infecte et enfin la protéine de la capsid du VHB, c'est-à-dire la protéine composant la structure qui entoure le génome viral. Une fois produites dans l'organisme par le biais du vecteur adénovirus, ces protéines du VHB vont activer le système immunitaire du patient et induire des lymphocytes T spécifiques du VHB capables de reconnaître les cellules infectées et de les éliminer.

Indication thérapeutique

TG1050 est destiné au traitement de l'hépatite B chronique.

En dépit de l'introduction au cours de la décennie de nouveaux médicaments efficaces, les analogues de nucléosides (« NUCs ») et l'interféron alpha pégylé (PEG-IFN), pour traiter l'hépatite B chronique, ces traitements ne parviennent que rarement à l'élimination de l'infection, c'est-à-dire à la disparition de l'antigène de surface du VHB (« HBsAg ») en même temps qu'une réponse anticorps mesurable contre ce même antigène, ou séroconversion contre l'HBsAg.

En combinaison avec le traitement standard, TG1050 pourrait augmenter le niveau de séroconversion contre l'HBsAg par comparaison avec les seuls traitements standards actuels, offrant ainsi une nouvelle option pour guérir cette maladie.

Principaux résultats obtenus

Transgene a annoncé avoir atteint une preuve de concept préclinique avec TG1050. Les données clés présentées à l'EASL faisaient état, pour ce candidat vaccin, de :

- une forte et large réponse immunitaire (réponse cellulaire de type T) dans des modèles précliniques après une ou plusieurs injections de TG1050 ;
- un puissant effet *in vivo* de lyse cellulaire (cytolyse) contre plusieurs épitopes ; et

- une stabilité génétique.

Des données supplémentaires ont été dévoilées lors de l'édition 2013 de la conférence de l'EASL (*European Association for the Study of the Liver*) à Amsterdam, aux Pays-Bas, en avril 2013. Les nouvelles données présentées confirment la capacité de TG1050 à déclencher une réponse des lymphocytes T spécifiquement dirigée contre le virus de l'hépatite B (HBV), qui persiste dans le temps (lymphocytes T de type mémoire). De plus, ces travaux de recherche ont été publiés dans la prestigieuse revue scientifique, *Gut*.

Ces expériences ont été menées notamment dans 2 modèles de souris : une souris transgénique pour le virus de l'hépatite B (Université de Ulm) dont les cellules hépatiques expriment la totalité du génome du virus et un autre modèle de souris utilisant un vecteur viral appelé « virus associé aux adénovirus » codant pour le génome VHB (AAV-HBV de l'Institut Pasteur) qui permet également l'expression et la réplication du VHB au niveau du foie des souris. Dans ces deux modèles, particulièrement dans le modèle AAV-HBV, une injection unique du vaccin TG1050 induit la production de lymphocytes T fonctionnels spécifiques du VHB dans le foie sans provoquer en retour d'inflammation du foie. Les recherches ont montré, dans le modèle AAV-HBV, que ces lymphocytes sont détectés de façon concomitante avec une diminution de la charge virale.

Prochaines étapes de développement

Transgene a commencé un premier essai clinique chez l'homme et prévoit de traiter le premier patient dans cette étude mi-2015.

Perspectives de mise sur le marché

Transgene n'est pas en mesure actuellement de donner de la visibilité sur le planning de demande de mise sur le marché de ce produit.

1.4.1.1.2 Autres produits

Transgene fournit un effort important d'investissement pour la prochaine génération de produits. Ses principaux axes de recherche sont les virus oncolytiques dans le cancer (TG6002) et les produits d'immunothérapie dans les maladies infectieuses (notamment dans la tuberculose).

TG6002 : traitement de tumeurs solides

TG6002 est une immunothérapie oncolytique développée pour le traitement de tumeurs solides. Le programme est bien avancé dans la phase des tests précliniques et devrait entrer en clinique courant 2016.

Perspectives de mise sur le marché

Transgene n'est pas en mesure actuellement de donner de la visibilité sur le planning de demande de mise sur le marché de ce produit.

Programme tuberculose

Le programme « tuberculose » de Transgene porte sur le développement d'une immunothérapie ciblée pour traiter les tuberculoses actives, dont la tuberculose résistante. Il utilise la technologie des vecteurs viraux de Transgene, dans lesquels sont insérées des protéines exprimées par la mycobactérie aussi bien durant les phases latentes que durant la phase active de l'infection.

Une approche par immunothérapie devrait permettre d'améliorer l'efficacité des traitements actuels - notamment pour les patients dont l'infection est devenue résistante au traitement - en corrigeant la réponse du système immunitaire du patient face à la maladie et en la stimulant pour éradiquer la tuberculose latente contre laquelle les traitements sont aujourd'hui inefficaces. Plusieurs candidats-produits ont été générés par Transgene et sont en cours d'évaluation pour déterminer lequel sera retenu pour les prochaines étapes de développement.

En octobre 2013, la Société a annoncé que son programme d'immunothérapie de la tuberculose allait bénéficier d'un financement de 5 millions de dollars de l'U.S. National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID, qui relève de l'U.S. National Institute of Health ou NIH) octroyé par cette dernière

à la société Emergent BioSolutions Inc. (NYSE:EBS), avec laquelle la Société a conclu un accord de collaboration pour le développement d'un procédé de production sur lignée cellulaire et la fabrication du produit d'immunothérapie anti-tuberculose que la Société aura choisi de développer (voir Section 1.4.3). L'expertise significative d'Emergent BioSolutions dans ce domaine vient ici compléter les capacités et savoir-faire de la Société qui conserve tous les droits associés au développement et à la commercialisation des candidats générés par ce programme.

Perspectives de mise sur le marché

Transgene n'est pas en mesure actuellement de donner de la visibilité sur le planning de demande de mise sur le marché de ce produit.

1.4.2 Contrats importants

Accord de consortium dans le cadre du projet ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches Thérapeutiques »)

Transgene est partenaire d'un programme de recherche coordonné par la société Institut Mérieux, associant les sociétés bioMérieux, Transgene, Genosafe et l'association Genethon et dont l'objet est de développer une nouvelle génération de diagnostics et de thérapies centrée sur les cancers et les maladies infectieuses et génétiques. Ce programme est désigné « ADNA » (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »). Il était soutenu par l'Agence de l'Innovation Industrielle qui a fusionné en 2007 avec OSEO, qui est devenu Bpifrance en 2013.

Dans ce cadre, Transgene recevra des subventions et des aides remboursables pour des montants pouvant atteindre respectivement 8,3 et 15,9 millions d'euros sur la durée du programme, soit de 2008 à 2017. En cas de succès, défini par la mise sur le marché d'un produit aidé et l'atteinte d'un chiffre d'affaires plancher, Transgene devra rembourser, sous certaines conditions, les aides remboursables de façon étalée, et ensuite, le cas échéant, verser un intéressement (1,75 % du chiffre d'affaires) durant une période prédéfinie. La convention d'aide a été avalisée par les autorités européennes le 22 octobre 2008.

Accord de collaboration avec Ventana Medical Systems (« Ventana »)

Transgene a signé en juin 2010 avec la société Ventana un contrat de collaboration relatif au développement par cette dernière d'un test de diagnostic d'immuno-histochimie (IHC) permettant d'identifier les cellules tumorales exprimant la protéine MUC1 (« Test MUC1 »). Ce contrat est arrivé à échéance en 2014.

Accord de licence avec Jennerex, Inc. (« Jennerex »)

En août 2010, Transgene et Jennerex ont conclu un accord de partenariat exclusif pour le développement et la commercialisation, en Europe, dans la Communauté des États Indépendants (CEI) et au Moyen Orient, du virus oncolytique « Pexa-Vec » de Jennerex pour le traitement de tumeurs solides.

Aux termes de cet accord, Transgene obtient les droits exclusifs de développement et de commercialisation de Pexa-Vec en Europe, dans la CEI et au Moyen Orient ainsi que les droits de fabrication dans son territoire.

Dans le cadre du plan global de développement de Pexa-Vec, Transgene et Jennerex co-développeront le produit mondial, Transgene assumant (a) les coûts de développement et les coûts cliniques dans son territoire exclusif et (b) la responsabilité de la commercialisation et disposant des droits de production dans son territoire. En parallèle de ce contrat de partenariat, Transgene a réalisé un investissement dans le capital de Jennerex.

Dans le cadre du développement, Transgene pourrait être amenée à verser à Jennerex jusqu'à 116 M\$ de paiement d'étapes de développement et d'autorisation de mise sur le marché ainsi que des redevances sur les ventes de Pexa-Vec par Transgene et ses sous licenciés. Jennerex dispose par ailleurs d'une option pour la co-promotion du produit dans les cinq principaux pays européens du territoire exclusif de Transgene.

Le plan de développement se concentrera d'abord sur le traitement de l'hépatocarcinome (HCC), en première et deuxième intentions, et du cancer colorectal. Transgene et Jennerex comptent lancer un vaste programme clinique contrôlé de phase 2b/3 chez des patients atteints d'hépatocarcinomes. Une étude de phase 2 chez des patients atteints de cancers colorectaux réfractaires ou ne tolérant pas l'Erbitux® est également prévue.



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

L'accord de développement et de commercialisation pour la virothérapie oncolytique Pexa-Vec entre Transgene et Jennerex, Inc., désormais filiale à 100 % de SillaJen, Inc. est maintenu et les partenaires collaborent activement sur le plan de développement de ce programme.

Accord de Développement avec Laboratory Corporation of America Holdings (« LabCorp »)

Transgene et LabCorp ont conclu en juillet 2011 un contrat-cadre portant sur le développement d'un test de diagnostic compagnon de mesure des TrPAL destiné à sélectionner les patients à traiter avec TG4010, lequel sera disponible et utilisé dans les laboratoires de référence.

Transgene finance les différentes étapes de développement et de mise en place du test dans les laboratoires de référence par voie de conclusion de contrats d'exécution au contrat-cadre.

Aux termes de cet accord, les parties doivent se mettre d'accord sur les modalités de commercialisation par LabCorp des services de laboratoires de référence qui commercialiseront les prestations de services utilisant le Test NK, en contrepartie du versement de redevances à Transgene.

Accord de Collaboration et de Licence avec VALNEVA (ex VIVALIS)

Transgene et Vivalis ont signé en juillet 2011 un contrat de collaboration et de licence commerciale pour le développement d'un procédé de production utilisant la lignée cellulaire EB66* de Vivalis adapté à la production des vaccins thérapeutiques MVA de Transgene.

Dans le cadre de cet accord, Transgene a versé un paiement initial à Vivalis et pourrait être amenée à verser des paiements d'étapes à certains stades du développement clinique ainsi que des redevances associées aux ventes des produits Transgene fabriqués à partir de la lignée cellulaire EB66* de Vivalis. Vivalis percevra également des revenus liés à la fabrication en condition BPF de lots cliniques initiaux.

Accord avec SANOFI

En mars 2013, Transgene a annoncé la signature d'un accord de collaboration pour la création d'une nouvelle plateforme de pointe dédiée à la fabrication de produits d'immunothérapie et notamment aux produits thérapeutiques de Transgene. La

plateforme sera réalisée sur le site de Genzyme Polyclonals à Lyon, dans le quartier de Gerland, pour un investissement de 10 millions d'euros, financé à parts égales par Sanofi et Transgene. La plateforme restera la propriété exclusive de Sanofi.

Sanofi et Genzyme agiront en tant que société de services de bioproduction (*Contract Manufacturing Organization* - CMO) pour Transgene et assureront la fabrication de lots de principes actifs cliniques et commerciaux pour les produits d'immunothérapie de Transgene, dont ses vaccins thérapeutiques MVA. Transgene sera un client privilégié de la plateforme de fabrication commerciale pendant 15 ans.

La construction, l'homologation et la validation du site de fabrication ont débuté en janvier 2014 et devraient être achevées au second trimestre de 2015. Les premiers lots de produits commerciaux devraient être disponibles en 2015.

Accord de licence avec ASCEND

En juillet 2013, Transgene a accordé à Ascend BioPharmaceutical (« Ascend »), une nouvelle société de biotechnologie basée en Australie, une licence sur le produit d'immunothérapie TG1042 pour traiter une forme fréquente de cancer de la peau, le carcinome basocellulaire nodulaire (ou « BCC » pour *basal cell carcinoma*), ainsi que deux autres indications de cancérologie, Transgene conservant des droits sur d'autres indications potentielles.

Accord avec EMERGENT

En octobre 2013, Transgene a annoncé que son nouveau programme d'immunothérapie dans la tuberculose allait bénéficier d'un financement de 5 millions de \$ de l'U.S. *National Institute of Allergy and Infectious Diseases* (NIAID), qui relève de l'U.S. *National Institute of Health* ou NIH) octroyé par cette dernière à la société Emergent BioSolutions Inc. (NYSE : EBS).

Dans le cadre de ce financement, Transgene a conclu un accord de collaboration avec Emergent BioSolutions pour le développement d'un procédé de production sur lignée cellulaire et la fabrication du produit d'immunothérapie anti-tuberculose que Transgene aura choisi de développer.

Transgene conserve tous les droits associés au développement et à la commercialisation des candidats générés par ce programme financé par le NIAID.

1.4.3 Situation financière

1.4.3.1 Généralités

Transgene est une société de biotechnologies qui développe des produits innovants d'immunothérapie dans le domaine du traitement des cancers et des maladies infectieuses. Transgene est une société intégrée verticalement : elle dispose d'un outil de production pour ses lots de produits utilisés en recherche et de développement, de laboratoires de contrôle qualité et de recherche. Au travers d'un partenariat stratégique avec le groupe Sanofi, Transgene disposera d'accès à des capacités de production à l'échelle commerciale d'ici 2016. La société cherche à valoriser au mieux tous ses actifs y compris ses capacités de production. Plusieurs produits en développement, dont quatre produits en phase de développement clinique : TG4010, un vaccin thérapeutique développé initialement dans le cancer du poumon, Pexa-Vec, un virus oncolytique développé initialement dans le cancer du foie et TG1050 un vaccin thérapeutique développé pour le traitement de patients chroniquement infectés par le virus de l'hépatite B et TG4001, un vaccin thérapeutique développé dans les cancers induits par les virus du papillome humain (HPV). Les autres produits sont à un stade préclinique de développement.

1.4.3.2 Principaux principes comptables

Reconnaissance des revenus

À la date du présent document de référence, et avant toute première commercialisation de ses produits, Transgene génère des revenus (i) d'accords de collaboration et de licence signés avec d'autres sociétés évoluant dans son secteur (voir Section 1.4.2) ainsi que (ii) du financement public de dépenses de recherche (subventions et crédit d'impôt recherche).

Certains accords de collaboration et de licence prévoient la réalisation de prestations de recherche ou de fabrication par la Société, avec obligations de moyens vis-à-vis des clients. La Société facture ses prestations à un prix défini contractuellement, généralement en fonction du temps passé, et les facturations sont enregistrées en produits opérationnels au fur et à mesure de l'exécution des prestations. Certains de ces contrats prévoient la réalisation de prestations de fabrication avec obligation de résultat. Dans ces cas, les prestations sont enregistrées en produits opérationnels au compte de résultat après contrôle qualité satisfaisant et acceptation du client. Les encaissements correspondant à des revenus non encore comptabilisés au résultat selon les principes exposés ci-dessus sont enregistrés en « produits constatés d'avance » au passif du bilan, jusqu'à ce qu'ils remplissent les critères d'enregistrement en produits opérationnels. Les produits issus des licences de brevets consistent généralement en des droits d'accès à la technologie payés à la signature de l'accord et non remboursables, en financement par paiements d'étapes et en d'autres paiements comme les royalties sur ventes.

La Société peut être amenée à concéder un droit d'option sur licence. Le revenu associé à la concession est inscrit en *Produits*

constatés d'avance au bilan et pris en résultat linéairement jusqu'à la date prévisionnelle d'exercice de l'option par le bénéficiaire. La date prévisionnelle d'exercice de l'option est révisée périodiquement.

Dans le cas où la Société n'est pas engagée à réaliser des travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature, les droits non remboursables d'accès à la technologie payés à signature d'accords de collaboration et de licence sont enregistrés en produits opérationnels à la réalisation des engagements contractuels. Dans le cas où elle poursuit certains travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature ou si elle a une obligation ultérieure de livraison de produit, ces droits sont enregistrés en produits opérationnels de façon étalée sur la période de développement ou de livraison du produit.

Les paiements d'étape reçus en vertu d'accords de collaboration et de licence sont comptabilisés en résultat lorsque le fait générateur est avéré et qu'il n'existe plus de conditions suspensives à son règlement par le tiers devant être levées par Transgene. Les faits générateurs sont généralement les résultats scientifiques ou cliniques obtenus par Transgene, le démarrage d'études ou des éléments exogènes tels que les approbations réglementaires.

Les royalties sur ventes reçues en vertu d'accords de collaboration et de licence sont basées sur les ventes réalisées par les licenciés de produits ou de technologies. Elles sont comptabilisées selon les termes de l'accord de licence lorsque les ventes peuvent être déterminées de façon fiable et que la recouvrabilité des créances nées des redevances à percevoir est raisonnablement assurée.

Certaines dépenses de recherche et développement donnent droit en France à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issue de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées et le crédit d'impôt demandé. Lorsqu'il n'a pu être utilisé par imputation sur une charge d'impôt, le crédit d'impôt peut faire l'objet d'un remboursement en fonction des dispositions fiscales en vigueur. Le crédit d'impôt recherche, assimilé à une aide publique selon la norme IAS 20, est comptabilisé au compte de résultat dans la rubrique *Financements publics de dépenses de recherche*.

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche et de développement sont comptabilisées en charges au compte de résultat dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses de développement ne sont capitalisées que lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies. Au stade de développement de ses produits, la Société considère que, à la date du présent document de référence, ces conditions ne sont pas remplies, et par conséquent, elle ne capitalise pas ses dépenses de développement.



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

Paiements en actions

La Société distribue à ses dirigeants et salariés des options de souscription d'actions ainsi que des actions gratuites. La charge correspondant à ces distributions est évaluée et étalée dans le temps selon les principes de la norme IFRS 2.

Indemnités de fin de carrière

Conformément aux lois et pratiques en vigueur sur le territoire français, Transgene SA offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement

d'un capital au moment de leur départ en retraite (régime d'indemnités de fin de carrière). Conformément aux obligations et réglementations applicables, ces régimes dits à prestations définies peuvent être financés par des placements dans différents instruments. Les droits acquis par le personnel en activité sont estimés selon des évaluations actuarielles tenant compte des probabilités de mortalité et de maintien dans la Société, ainsi que de l'évolution prévisible des rémunérations. Les engagements sont évalués selon la méthode des crédits d'unités projetées. Cette disposition ne concerne pas les salariés des entités situées à l'étranger.

1.4.4 Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

1.4.4.1 Information sur les tendances

À la date du présent document de référence, la Société prévoit une consommation de trésorerie de l'ordre de 45 millions d'euros en 2015.

1.4.4.2 Prévisions ou estimations de bénéfice

Néant.

1.4.4.3 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Néant.

1.4.5 Trésorerie, financement et capitaux

La Société a été amenée jusqu'ici à se financer par des augmentations de capital. Historiquement, le financement de la Société a été principalement apporté par son actionnaire majoritaire, en raison notamment de la volonté de celui-ci de maintenir son niveau de participation et de contrôle (cf. 4.3.3. Risques financiers de liquidité liés aux besoins de trésorerie).

Investissements

Les investissements corporels et incorporels (nets de cessions) se sont élevés à 2,3 millions d'euros en 2014 (2,1 millions d'euros en 2013).

Emprunts et avances remboursables

En 2014, la Société a mobilisé sa créance de crédit d'impôt recherche 2013, d'un montant de 8,9 millions d'euros. Il a pour cela utilisé un financement bancaire (auprès de Bpifrance) avec une maturité à mi-2017, date de remboursement prévisionnel de la créance par l'État français.

En 2014, Transgene a également perçu 0,8 million d'euros (contre 2,9 millions d'euros en 2013) en avances remboursables au titre du programme ADNA, qui bénéficie d'un financement public de Bpifrance. Depuis le démarrage du programme ADNA, la Société a reçu 13,4 millions d'euros en avances remboursables au titre de ce programme. La Société pourrait recevoir jusqu'à 2,6 millions d'euros d'avances remboursables supplémentaires sur le reste de la durée du programme ADNA, c'est-à-dire jusqu'en 2016.

Liquidités et ressources en capital

Le 25 mars 2014, la Société a annoncé la levée d'un total de 65,5 millions d'euros via une augmentation de capital en deux étapes :

- une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, lancée le 28 février 2014, qui a permis de lever un produit brut total de 45,5 millions d'euros ; et
- un placement privé réalisé le 24 mars 2014, ayant permis de lever 20 millions d'euros.

La trésorerie est investie dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'actionnaire majoritaire de Transgene, l'Institut Mérieux.

Au 31 décembre 2014, la Société disposait de 65,9 millions d'euros de trésorerie (47,9 millions d'euros au 31 décembre 2013).

À la date du présent document de référence, la Société n'a pas de dette bancaire assortie de « covenants ».

Consommation de trésorerie

Hors augmentation de capital, la consommation de trésorerie de la Société s'est élevée à 44,9 millions d'euros en 2014 (contre 45,0 millions d'euros en 2013).



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

1.4.6 Présentation des comptes et affectation du résultat

La Société a enregistré des pertes depuis 1993 et prévoit de continuer à enregistrer au cours des prochains exercices, du fait des coûts induits par ses programmes de recherche et de développement et par les essais précliniques et cliniques. Au cours des années précédentes, la rémunération des contrats de recherche, de bio-fabrication pour compte de tiers et les subventions publiques ont constitué les principales sources de

recettes de Transgene. Les revenus des années futures devraient être limités aux paiements liés aux partenariats stratégiques existants et à venir avec des sociétés pharmaceutiques, aux contrats de production pour les tiers, aux accords de licences actuels, aux produits financiers issus du placement de la trésorerie, ainsi qu'aux financements publics.

Commentaires sur les résultats (normes IFRS)

Exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013

► COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

	31/12/2014	31/12/2013
Revenus des accords de collaboration et de licence	2 490	3 849
Financement publics de dépenses de recherche	9 262	11 886
Produits opérationnels	11 752	15 735
Dépenses de recherche et développement	(49 824)	(50 063)
Frais généraux	(7 578)	(6 769)
Autres produits et (charges), nets	(1 282)	(101)
Charges opérationnelles nettes	(58 684)	(56 993)
Résultat opérationnel	(46 932)	(41 198)
Produits financiers (charges), nets	(801)	(731)
Résultat avant impôt	(47 733)	(41 928)
Charge d'impôt sur le résultat	-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(824)	(930)
Résultat net	(48 556)	(42 858)
Résultat net par action (€) - de base	(1,26)	(1,34)
Résultat net par action (€) - dilué	(1,26)	(1,34)

Produits d'exploitation

Durant les périodes sous revue, les revenus des collaborations et accords de licence ont essentiellement compris les éléments suivants :

- des prestations de production ou de recherche pour des tiers (dont, en 2014, Jennerex, Inc. pour le produit Pexa-Vec, et Emergent Biosolutions, Inc., pour un candidat-produit contre la tuberculose) qui se sont élevées à 1,7 million d'euros en 2014 (2,2 millions d'euros en 2013) ;
- des revenus de type « paiement à la signature » ou « paiement d'étape » sur des produits en développement, qui se sont élevés à 0,2 million d'euros en 2014 (1,0 million d'euros en 2013) ; et
- des revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene SA, qui se sont élevés à 0,6 million d'euros en 2014 (identique à 2013).

Au 31 décembre 2014, les financements publics de dépenses de recherche correspondent aux subventions reçues et à recevoir ainsi qu'au crédit d'impôt recherche. Les subventions

de recherche se sont élevées à 0,6 million d'euros en 2014 (3,1 millions d'euros en 2013). Comme en 2013 les subventions de 2014 proviennent notamment du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques ») financé Bpifrance. Transgene pourrait encaisser jusqu'à 0,8 million d'euros de subventions supplémentaires sur le reste de la durée du programme, soit jusqu'en 2016.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) s'est établi à 8,8 millions d'euros en 2014 (8,9 millions d'euros en 2013). Les bases de dépenses éligibles (nettes de subventions perçues au cours de l'exercice fiscal) se sont élevées respectivement à 29,3 millions d'euros en 2014 et 29,6 millions d'euros en 2013. En 2014 la diminution des dépenses éligibles a été compensée par une baisse des financements publics de dépenses de recherche. La diminution des dépenses de recherche et développement éligibles entre 2013 et 2014 (30,7 millions d'euros en 2014 contre 33,1 millions d'euros en 2013) est liée à une baisse des dépenses de prestations relatives aux essais cliniques (utilisation de sociétés de type CRO, ou *Contract Research Organization*) et de sous-traitance de recherche éligibles

PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

(7,3 millions d'euros en 2014 contre 9,8 millions d'euros en 2013), malgré une augmentation des dépenses de personnel et de fonctionnement éligibles au CIR (22,2 millions d'euros en 2014 contre 21,9 millions d'euros en 2013). Les financements publics de dépenses de recherche se sont élevés à 1,4 million d'euros en 2014 contre 3,5 millions d'euros en 2013, cette diminution entraînant une augmentation de l'assiette des dépenses éligibles pour le calcul du crédit d'impôt recherche.

Charges opérationnelles

Les dépenses de recherche et développement (« R&D ») se sont élevées à 49,8 millions d'euros en 2014, stable par rapport à 2013 (50,1 millions d'euros). Cette légère baisse est imputable notamment à la diminution des dépenses relatives aux essais cliniques.

Le tableau suivant détaille les dépenses de recherche et développement par nature de charge :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Dépenses de personnel	19,8	19,4	+2 %
Paiements en actions	0,5	0,6	-17 %
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences	1,3	1,7	-24 %
Dépenses externes sur projets cliniques	7,6	12,5	-39 %
Dépenses externes sur autres projets	7,6	3,9	+95 %
Dépenses de fonctionnement	10,1	9,3	+9 %
Amortissements et provisions	2,9	2,7	+7 %
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	49,8	50,1	-0,5 %

Les dépenses de personnel affecté à la R&D (salaires, charges et dépenses associées), se sont élevées à 19,8 millions d'euros en 2014, contre 19,4 millions d'euros en 2013. Les effectifs de R&D de la Société ont légèrement baissé en 2014 (243 équivalents temps plein en 2014, contre 246 en 2013).

Les dépenses de propriété intellectuelle et les coûts des licences se sont élevées à 1,3 million d'euros en 2014, contre 1,7 million d'euros en 2013.

Les dépenses externes pour les essais cliniques se sont élevées à 7,6 millions d'euros en 2014, contre 12,5 millions d'euros en 2013. Cette nette diminution (-39 %) s'explique par :

- la diminution en 2014 du nombre de patients traités dans la partie 2b de l'essai de phase 2b/3 TIME avec TG4010 dans le cancer du poumon suite à la fin de cette partie de l'étude (4,8 millions d'euros de dépenses externes pour ce produit en 2014, contre 8,1 millions d'euros en 2013) ;
- la fin en 2014 de l'étude TRAVERSE, un essai clinique de phase 2b avec Pexa-Vec en seconde ligne de cancer du foie avancé, qui recrutait encore des patients en 2013 (1,4 million d'euros de dépenses externes sur ce produit en 2014, contre 3,4 millions d'euros en 2013) ;
- à l'inverse, les coûts de préparation de la partie 3 de l'essai clinique de phase 2b/3 TIME avec TG4010 dans le cancer du poumon ont représenté 1,1 million d'euros en 2014.

Les autres dépenses externes, dont les dépenses sur projets de recherche et sur projets précliniques ainsi que les dépenses sur projets industriels, se sont élevées à 7,6 millions d'euros en 2014 contre 3,9 millions d'euros en 2013. Cette forte augmentation s'explique notamment par la décision en début d'année de lancer les travaux de construction de l'unité de production de lots commerciaux en collaboration avec Sanofi/Genzyme (2,6 millions d'euros de dépenses externes en 2014, contre 0,2 million d'euros 2013), et par le lancement d'études de toxicologie réglementaire (études précliniques) sur des candidats produits (1,1 million d'euros de dépenses externes en 2014, contre 0,1 million d'euros en 2013).

Les dépenses de fonctionnement, dont le coût de fonctionnement des laboratoires de recherche et de l'unité de production, se sont élevées à 10,1 millions d'euros en 2014, contre 9,3 millions d'euros en 2013. Cette augmentation provient d'une part des consommations de matières premières et consommables (4,9 millions d'euros en 2014, contre 4,6 millions d'euros en 2013) et, d'autre part, de la mise en œuvre d'un programme de dématérialisation de notre hébergement et de notre sauvegarde informatique pour 0,4 million d'euros de dépenses en 2014 contre 0,2 million d'euros en 2013.

Les frais généraux se sont élevés à 7,6 millions d'euros en 2014, contre 6,8 millions d'euros en 2013.





PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Analyses et commentaires sur les activités de l'exercice

Le tableau suivant détaille les frais généraux par nature de charge :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Dépenses de personnel	3,7	3,2	+16 %
Paiements en actions	0,2	0,2	N/S
Honoraires et frais de gestion	2,5	2,3	+9 %
Autres frais généraux	1,1	0,9	+22 %
Amortissements et provisions	0,1	0,2	-50 %
FRAIS GÉNÉRAUX	7,6	6,8	+12 %

Les dépenses de personnel se sont élevées à 3,7 millions d'euros en 2014, contre 3,2 millions d'euros en 2013. Cette progression s'explique principalement par l'accroissement des effectifs dans notre filiale nord-américaine, Transgene, Inc., avec le recrutement de profils seniors, essentiellement. Les effectifs des activités de support sont en légère diminution entre 2013 et 2014 (23 équivalents temps plein en 2014 contre 27 en 2013).

Les honoraires et frais de gestion se sont élevés à 2,5 millions d'euros en 2014, contre 2,3 millions d'euros en 2013.

Autres produits et charges divers, nets

Les autres charges, nettes, se sont élevées à 1,3 million d'euros en 2014, contre 0,1 million d'euros en 2013.

La prise de contrôle, en juillet 2014, par la société américaine ABL, Inc. de Platine Pharma Services SAS a été précédée par une opération d'absorption d'une partie de la perte de cette dernière par réduction du capital, et suivie d'une cession gratuite de titres détenus par Transgene et les deux autres actionnaires principaux de Platine, Innate Pharma et Indicia. Ces opérations se sont traduites par une perte de 0,7 million d'euros en 2014.

La cession des titres de Jennerex, Inc. en avril 2014 a également généré une charge nette de 0,2 million d'euros en 2014, correspondant à la différence entre le prix encaissé lors de la

transaction et la meilleure estimation du complément du prix à recevoir, comparée à la valeur des titres au bilan.

Résultat financier

Le résultat financier s'est soldé par une perte de 0,8 million d'euros en 2014 (0,7 million d'euros en 2013).

Les produits financiers (produits de placement) se sont élevés à 0,3 million d'euros sur l'année 2014 (0,7 million d'euros en 2013).

Les principales charges financières ont concerné les intérêts bancaires sur la mobilisation du crédit d'impôt recherche pour 0,4 million d'euros, le coût de l'actualisation financière des avances reçues par Bpifrance sur le programme ADNA pour 0,6 million d'euros et les intérêts sur la location financière immobilière pour 0,2 million d'euros.

Perte nette

La perte nette s'est élevée à 48,6 millions d'euros en 2014 (42,9 millions d'euros en 2013). La perte nette par action ressortait à 1,26 euro en 2014 (1,34 euro en 2013).

Politique de distribution des dividendes

La Société n'a pas distribué de dividende depuis sa création et envisage d'affecter tous les fonds disponibles au financement de ses activités et de sa croissance dans les prochaines années.

▶ 1.5 FACTEURS DE RISQUES

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs), et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés. Les investisseurs doivent lire attentivement les facteurs de risque suivants. Ils devront également prendre connaissance des autres informations du

présent document de référence, en particulier celles concernant les états financiers et les notes s'y rattachant. Compte tenu du secteur d'activité de la Société et du stade encore précoce d'avancement de ses produits en développement, il n'est généralement pas possible d'apprécier et de qualifier la probabilité de réalisation d'un risque spécifique, et de son impact individuel sur les perspectives de la Société.

1

1.5.1 Risques spécifiques liés à l'activité de la Société

1.5.1.1 Risques propres à la Société

1.5.1.1.1 Risques liés aux approches thérapeutiques retenues par la Société

La Société développe des produits d'immunothérapie destinés à lutter contre les cancers et les maladies infectieuses. Ces produits sont essentiellement des vaccins thérapeutiques et des virus oncolytiques. A la date du présent document de référence, il n'existe que peu de produits d'immunothérapie autorisés sur le marché. Les plus récemment autorisés (Opdivo de Bristol Meyers Squibb et Keytruda de Merck) appartiennent à une nouvelle classe d'immunothérapies contre le cancer appelée inhibiteurs (bloqueurs de point de contrôle immunitaire). Les produits développés par la Société sont des technologies médicales pour lesquelles les données précliniques et cliniques sur leur sécurité et leur efficacité restent limitées. De plus, comme cela devient de plus en plus fréquemment le cas en oncologie, les produits de la Société devront être administrés en combinaison avec d'autres traitements tels que la chimiothérapie ou d'autres immunothérapies. De ce fait, de nombreuses incertitudes pèsent encore sur les perspectives de développement et de rentabilité de produits issus de ces technologies tant que leur innocuité, leur efficacité et leur acceptation par les patients, les médecins et les organismes payeurs de la santé n'auront pas été établies.

Aucun produit de la Société n'a, à la date du présent document de référence, atteint un stade de développement avancé ; tous sont en phase de recherche, en études précliniques ou aux premier ou deuxième stades des essais cliniques, qui en comportent trois. Non seulement les tests sur les animaux ne sont pas nécessairement prédictifs des résultats qui seront obtenus chez l'Homme, mais les résultats positifs éventuels des premières phases cliniques obtenus sur un nombre limité de patients peuvent ne pas être confirmés par les phases ultérieures sur un plus grand nombre de patients.

Dans un tel cas, le développement du candidat-produit ne pourrait pas être poursuivi et ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.1.2 Risques liés aux essais cliniques

Avant la mise sur le marché en Europe ou aux États-Unis, tout produit est soumis à des études précliniques et essais cliniques

rigoureux et à un processus d'approbation réglementaire étendu, conduit par l'Agence Européenne des Médicaments (EMA), l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, ou par la *Food and Drug Administration* (FDA) américaine. Les essais cliniques sont effectués en trois phases successives conformément à des réglementations spécifiques dénommées « Bonnes Pratiques Cliniques ». Au cours de la phase 1, les essais cliniques impliquent habituellement la participation d'un nombre réduit de sujets afin d'établir un profil préliminaire d'innocuité, le régime d'administration du médicament et son métabolisme. Au cours de la phase 2, les essais cliniques sont effectués en ayant recours à des groupes de patients plus importants, atteints d'une maladie spécifique, afin de confirmer l'innocuité du produit, de déterminer l'efficacité du produit en recherchant la dose et le régime d'administration optimal. En phase 3, des essais cliniques comparatifs à plus grande échelle sont effectués dans plusieurs centres médicaux, sur des patients atteints d'une maladie cible, afin d'obtenir suffisamment de données pour accomplir un test statistique d'efficacité et d'innocuité valable.

Les processus d'approbation sont longs et coûteux et leur issue est incertaine. L'agrément accordé par les autorités réglementaires d'un pays ne garantit pas qu'il en soit de même dans d'autres pays. Parmi les facteurs influençant le processus d'autorisation par les autorités réglementaires on peut citer :

- l'immunothérapie est encore une approche en développement ;
- les exigences réglementaires régissant l'immunothérapie, et en particulier les vaccins thérapeutiques et les virus oncolytiques sont incertaines et susceptibles d'être modifiées ; et
- les données obtenues à partir des études précliniques et des essais cliniques peuvent donner lieu à des interprétations divergentes de nature à retarder, limiter ou empêcher l'agrément.

D'autres facteurs de risque affectent les essais cliniques proprement dits :

- les protocoles cliniques, qui décrivent les objectifs de l'étude, ainsi que les paramètres à utiliser pour mesurer les critères d'innocuité et d'efficacité, doivent être approuvés par les autorités réglementaires du pays où se déroulent



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Facteurs de risques

les études cliniques. De plus, chaque étude clinique doit avoir été approuvée par le comité d'éthique indépendant institutionnel du centre d'étude. Le comité d'éthique apprécie notamment l'opportunité de l'étude, la sécurité des personnes qui se prêteront à l'essai et la responsabilité potentielle du centre médical. Le comité d'éthique est également responsable de la surveillance de l'application des protocoles approuvés pour les essais cliniques en cours. Le comité d'éthique peut exiger des modifications d'un protocole et rien n'assure qu'il autorisera qu'une étude soit commencée ou poursuivie. Cette procédure peut être menée parallèlement à celle d'approbation par les autorités nationales réglementaires mais peut être la source de délais et de frais supplémentaires considérables en sus de ceux afférents à la procédure d'examen réglementaire. La plupart des pays ont de plus mis en place des comités spéciaux qui étudient les protocoles utilisant des produits à base d'ADN recombinant avant d'autoriser leur mise en œuvre (le Haut Conseil des Biotechnologies en France, le « *National Institutes of Health's Recombinant DNA Advisory Committee* » aux États-Unis et le « *Gene Therapy Advisory Committee* » au Royaume-Uni) ;

- le recrutement des patients à inclure dans les essais : les essais des produits en développement de la Société sont conduits chez des personnes atteintes de la pathologie ciblée ; le nombre de patients pouvant et souhaitant participer à un essai clinique est limité et le recrutement peut se révéler difficile et lent. La Société a déjà été confrontée à ce risque, qui peut se reproduire, conduisant à des délais de réalisation des essais excessifs. Afin de pallier cette difficulté, la Société peut être amenée à multiplier les centres cliniques, ce qui est un facteur de complexité du suivi et de renchérissement du coût de l'essai ;
- l'accès à des sites cliniques appropriés peut être difficile, empêchant de démarrer ou de mener les essais dans des délais convenables ;
- à chaque étape d'avancement d'un produit dans les essais cliniques, il y a un risque important d'échec qui peut empêcher la poursuite du développement : le produit peut être mal toléré, apporter un bénéfice thérapeutique insuffisant ou nul, ou encore provoquer des effets secondaires indésirables graves, de nature à en interdire l'utilisation. Les autorités réglementaires compétentes peuvent à tout moment suspendre les essais cliniques si elles considèrent que les patients sont exposés à des risques de santé inacceptables ou si elles identifient des déficiences dans le processus d'essais cliniques ou dans le cadre de leurs vérifications ;
- dans le domaine de l'immunothérapie auquel appartiennent les produits de la Société, la recherche de biomarqueurs (caractéristiques particulières) chez les patients afin, notamment, de déterminer leur réponse au traitement est devenue indispensable. Les biomarqueurs ainsi identifiés seront intégrés dans des tests de diagnostics, appelés diagnostics-compagnons, qui accompagneront par la suite le traitement pour qu'il soit administré à ceux qui auront le plus de chances d'en bénéficier. La validation des tests de diagnostics-compagnons est un développement clinique à part entière qui se déroule en parallèle des essais cliniques du traitement et ajoute un niveau de complexité et de coûts supplémentaires. Il pourrait se produire qu'un biomarqueur identifié *a posteriori* dans un essai clinique ne puisse être validé, c'est-à-dire qu'il ne puisse être confirmé en tant

qu'outil prédictif du bénéfice du traitement pour les patients présentant ce biomarqueur. Dans ce cas, il se pourrait que le traitement en développement n'atteigne pas les critères quantitatifs de résultats cliniques positifs nécessaires à l'obtention des autorisations de mise sur le marché ;

- le coût par patient des essais cliniques, notamment dans le domaine de l'immunothérapie, est très élevé, ce qui rend les phases cliniques tardives (phase 3) particulièrement onéreuses dans les indications qui nécessitent un grand nombre de patients pour obtenir la preuve du bénéfice thérapeutique, comme par exemple le cancer du poumon. Ces coûts peuvent excéder les disponibilités de la Société qui doit alors chercher des financements par le biais de partenariats avec des industriels de la pharmacie, notamment. Il n'est pas certain que de tels partenariats puissent être conclus par la Société.

Si l'un ou plusieurs de ces risques venaient à s'avérer, ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.3 Risques liés à la production à l'échelle commerciale

L'unité de fabrication de la Société n'a pas la capacité suffisante pour assurer la production à l'échelle commerciale de ses produits au-delà de la phase initiale. Pour fabriquer elle-même ou faire fabriquer les produits qui seraient commercialisés, la Société sera amenée à engager des dépenses supplémentaires substantielles pour accroître sa capacité de fabrication ou faire produire ses produits par des tiers. Dans ce cas, de nouvelles études cliniques pourraient être exigées par les autorités réglementaires en raison des spécificités liées à la bioproduction. En conséquence, elle pourrait faire face à des retards dans la production ou ne pas être en mesure de fixer des prix compétitifs pour ses produits, ce qui aurait un impact significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et son développement.

Les procédés de fabrication des produits de la Société utilisent des matières premières provenant de divers fournisseurs, dont certains sont l'unique source de la matière concernée. Les fournisseurs de la Société sont qualifiés par celle-ci conformément aux Bonnes Pratiques de Fabrication pharmaceutiques. Si l'un de ces fournisseurs uniques venait à faire défaut, la Société devrait trouver une autre source et la qualifier, mais l'identification et la qualification d'un tel fournisseur peuvent prendre plusieurs mois, avant que ses produits ne puissent être mis en œuvre dans les procédés de la Société. Par ailleurs, les volumes actuels commandés par la Société ne lui permettent pas de négocier des accords lui garantissant un approvisionnement de certaines matières premières clés auprès de fournisseurs qualifiés de critique. La Société ne peut donc pas assurer qu'elle pourrait s'approvisionner chez certains fournisseurs critiques, qu'elle pourrait référencer un second fournisseur ou qu'elle le ferait dans des délais convenables.

Ceci aurait un impact significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et son développement.

1.5.1.4 Risques liés aux effets indésirables des produits

La réussite commerciale des produits de la Société dépendra essentiellement de l'acceptation par le public et le corps

médical de l'utilisation des produits d'immunothérapie pour le traitement des maladies humaines. Cette acceptation peut être influencée de manière négative par des effets indésirables dus aux produits développés par la Société ou par d'autres sociétés. Ces effets indésirables peuvent amener les autorités réglementaires à restreindre ou interdire l'utilisation de ces produits ou de produits similaires, conduisant à restreindre le marché potentiel des produits de la Société.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.1.5 Risques liés au financement du développement et de l'activité de la Société

La Société a et aura besoin de capitaux importants pour financer la poursuite de ses travaux de recherche et développement et, notamment, les études précliniques et essais cliniques de ses futurs produits, la mise au point des procédés et la mise à disposition d'une unité de production à l'échelle industrielle et commerciale, le renforcement de ses capacités de contrôle de qualité, de ses capacités réglementaires, commerciales et administratives. Elle aura également besoin de capitaux importants pour distribuer tout produit destiné à être commercialisé. L'absence ou l'insuffisance de financement en temps utile, pourrait amener la Société à devoir réduire un ou plusieurs programmes de recherche et développement, voire le cas échéant envisager la cessation totale de ses activités. Ses futurs besoins financiers dépendront de divers éléments, dont notamment :

- l'évolution continue des programmes de recherche et développement et l'amplitude de ces programmes ;
- l'étendue et les résultats de ses études précliniques et essais cliniques ;
- le délai et les coûts nécessaires en vue d'obtenir les autorisations réglementaires ;
- sa capacité à conclure des partenariats pour la poursuite du développement de certains de ses produits ;
- le coût d'une production à grande échelle et d'une distribution efficace ;
- le délai, l'encaissement et le montant des échéances et autres paiements émanant de ses collaborations ;
- le délai, l'encaissement et le montant des ventes et redevances de ses futurs produits ;
- les coûts de préparation, de dépôt, la défense et le maintien de ses demandes portant sur les brevets et autres droits de propriété intellectuelle ; et
- le coût d'obtention et de maintien de ses droits de licences pour l'utilisation des technologies brevetées.

La Société dispose de sources de financement limitées. Elle est amenée à se financer principalement par l'émission d'actions nouvelles. Historiquement, le financement de la Société a été principalement apporté par son actionnaire majoritaire, en raison notamment, de la volonté de celui-ci de maintenir son niveau de participation et de contrôle. Le financement de la Société par voie d'augmentations de capital futures pourrait être rendu compliqué par de mauvaises conditions de marché de capitaux et, en cas d'opération de financement malgré tout

réussie, les actionnaires pourraient être exposés à une dilution de leur participation.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.1.6 Risques liés aux pertes historiques et aux pertes futures

Depuis plusieurs années, la Société enregistre des pertes d'exploitation. Au 31 décembre 2014, le déficit cumulé depuis l'exercice 1993 s'élevait à environ 491 millions d'euros en normes IAS /IFRS, résultant des investissements importants dans les programmes de recherche et développement et l'absence de revenus significatifs (cf. tableau de variation des capitaux propres consolidés page 82). De nouvelles pertes d'exploitation substantielles sont prévues pour les prochaines années au fur et à mesure que les activités de recherche et développement, d'études précliniques et d'essais cliniques de la Société se poursuivent. Aucun de ses produits n'a encore généré de chiffre d'affaires ou de revenus. Les seules sources de revenus anticipées dans un proche avenir ne proviendraient pas de la commercialisation de produits, mais de versements effectués par des entreprises partenaires au titre de certains contrats (voir Section 1.4.2) et, le cas échéant, de financements publics ainsi que de revenus financiers. La Société ne peut garantir qu'elle générera dans un avenir proche des revenus provenant de la vente de produits permettant d'atteindre la rentabilité.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.1.7 Risques spécifiques liés aux partenariats pour le développement, la fabrication et la commercialisation de produits

La stratégie de la Société en matière de recherche, développement et commercialisation de certains de ses produits repose sur la conclusion d'accords de collaboration avec des sociétés partenaires ou avec des tiers (voir Section 1.4.2). La Société a, à la date du présent document de référence, conclu les accords suivants pour ses produits en développement :

- l'accord d'option de licence avec la société Novartis conclu en mars 2010 : Transgene a accordé à Novartis une option de licence exclusive pour le développement et la commercialisation de TG4010 pour le traitement de première intention du cancer du poumon « non à petites cellules » et d'autres indications potentielles en oncologie. En avril 2014, Novartis a notifié à la Société sa décision de ne pas lever son option. La recherche d'un nouveau partenaire pour le produit TG4010 n'a pas abouti à la date de rédaction du présent document ;
- l'accord de développement et de commercialisation portant sur le produit Pexa-Vec conclu en août 2010 avec la société Jennerex : Transgene a obtenu de Jennerex les droits exclusifs de développement et de commercialisation de Pexa-Vec en Europe, dans la CEI et au Moyen Orient ainsi que les droits de fabrication dans son territoire. Transgene et Jennerex co-développeront le produit mondialement, Transgene assumant les coûts de développement ainsi que la responsabilité de la commercialisation dans son territoire exclusif.





PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Facteurs de risques

En parallèle de ce contrat de partenariat, Transgene avait réalisé un investissement dans le capital de Jennerex, prenant une participation d'environ 8,5 %, laquelle a été cédée en mars 2014 à la société sud-coréenne SillaJen, Inc., dans le cadre de son acquisition de 100 % du capital de Jennerex. L'accord de développement et de commercialisation pour la virothérapie oncolytique Pexa-Vec entre Transgene et Jennerex, Inc., désormais filiale à 100 % de SillaJen, Inc., est maintenu et les partenaires collaborent activement sur le plan de développement de ce programme. Le développement et la commercialisation de Pexa-Vec, y compris sur le territoire de Transgene, pourraient être affectés si Jennerex ne respectait pas, ou n'était pas en mesure de respecter, ses obligations réglementaires sur son territoire ou ses obligations contractuelles tant à l'égard de Transgene que de tiers.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société ;

- l'accord de collaboration signé en mars 2013 avec la société Sanofi, pour la création d'une nouvelle plateforme dédiée à la fabrication des produits d'immunothérapie et notamment aux produits thérapeutiques de Transgene. La phase de lancement de la construction de cette plateforme a commencé début 2014. La plateforme reste la propriété exclusive de Sanofi. Si la construction n'était pas achevée à temps, ou si les phases de qualification et de validation de l'unité et de ses équipes étaient retardées, la plateforme pourrait n'être pas disponible pour les besoins de la production du premier produit de Transgene à accéder à la phase de commercialisation.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.1.8 Dépendance à l'égard du personnel qualifié

La Société est très dépendante de la qualité du personnel scientifique ainsi que de son encadrement. Elle fait face à une concurrence intense de la part d'autres sociétés et d'institutions académiques pour le recrutement de personnel qualifié. Si elle ne peut pas attirer et retenir du personnel qualifié, sa capacité à commercialiser ses produits et ses procédés pourra être entravée ou retardée.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.2 Risques liés au secteur d'activité de la Société

1.5.1.2.1 Risques liés à la concurrence et à l'évolution technologique

La Société est en concurrence avec différentes sociétés, y compris des sociétés pharmaceutiques ou biotechnologiques importantes, qui développent des méthodes de traitement et de prévention pour les mêmes maladies, y compris des thérapies plus traditionnelles. Elle pourrait également être en concurrence avec des sociétés qui ont acquis ou qui pourront acquérir des technologies développées par des universités ou des instituts de recherche ou d'autres sociétés. Ces sociétés

pourraient se doter, en développant leur propre technologie ou grâce à des technologies acquises auprès de tiers, d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle susceptible d'empêcher la Société de commercialiser ses produits avec succès.

D'autres sociétés pourraient réussir à développer des produits plus tôt, obtenir des agréments plus rapidement ou développer des produits plus efficaces ou moins coûteux que ceux de la Société. Bien que la Société s'efforce d'accroître ses capacités technologiques pour rester compétitive, les activités de recherche et développement menées par des concurrents pourraient rendre ses produits et sa technologie obsolètes ou non compétitifs ou pourraient offrir de meilleurs traitements. De plus, les consommateurs et les professionnels pourraient préférer d'autres thérapies existantes ou récentes développées par des concurrents.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.2.2 Risques spécifiques liés à des brevets et des droits de propriété intellectuelle des tiers

L'industrie des biotechnologies est un secteur en croissance qui génère un très grand nombre de brevets. Le risque est élevé que des tiers considèrent que les produits ou les technologies de la Société enfreignent leurs droits de propriété intellectuelle. Les découvertes ne font parfois l'objet d'une publication ou d'une demande de brevet que des mois, voire des années plus tard. La veille mise en place par la Société pour se prémunir du risque d'être contrefacteur pourrait ne pas être suffisante en raison de (i) des délais de publication des demandes de brevets (18 mois après la date de dépôt ou de priorité), (ii) de l'absence de publication aux États-Unis de certaines demandes de brevets et (iii) du principe de délivrance, aux États-Unis, du brevet ou premier inventeur et non du premier déposant jusqu'à l'entrée en vigueur en mars 2013 de l'*America Invents Act* du 16 septembre 2011. C'est pourquoi la Société ne peut être certaine que des tiers n'ont pas été les premiers à inventer des produits ou à déposer des demandes de brevet relatives à des inventions également couvertes par ses propres demandes de brevet ou celles de ses partenaires. Tout litige ou revendication contre la Société, quelle qu'en soit l'issue, pourrait entraîner des coûts substantiels et compromettre sa réputation. Certains de ses concurrents disposant de ressources plus importantes que les siennes pourraient être capables de mieux supporter qu'elle les coûts d'une procédure complexe. Tout litige de ce type pourrait gravement affecter sa faculté de poursuivre son activité. Plus spécifiquement, des litiges sur la propriété intellectuelle pourraient l'obliger à :

- cesser de vendre ou utiliser l'un quelconque de ses produits qui dépendrait de la propriété intellectuelle contestée, ce qui pourrait réduire ses revenus ; ou
- obtenir une licence de la part du détenteur des droits de propriété intellectuelle, licence qui pourrait ne pas être obtenue à des conditions raisonnables, voire pas du tout.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.1.3 Risques réglementaires

Les principaux risques réglementaires sont les suivants :

1.5.1.3.1 Risques liés à l'environnement réglementaire de la Société

À la date du présent document de référence, aucun des produits de la Société n'a encore reçu d'autorisation de mise sur le marché (« AMM ») de la part d'une agence réglementaire. Elle ne peut être assurée qu'elle recevra les autorisations nécessaires pour commercialiser l'un de ses produits. Ses produits sont soumis à de nombreuses législations très rigoureuses et les exigences réglementaires applicables sont complexes, parfois difficiles à appliquer et sujettes à modification. L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (« ANSM »), l'*European Medicines Agency* (« EMA ») et la *Food and Drug Administration* (« FDA »), ainsi que leurs homologues dans d'autres pays, réglementent, entre autres, la recherche et le développement, les études précliniques, les essais cliniques, la fabrication, l'innocuité, l'efficacité, l'archivage, l'étiquetage, la commercialisation et la distribution des produits thérapeutiques. En particulier, sans l'autorisation de la FDA, il serait impossible à la Société d'accéder au marché américain qui est le plus grand marché pharmaceutique du monde en valeur. Le processus réglementaire d'autorisation des nouveaux produits thérapeutiques impose de soumettre les caractéristiques détaillées du produit, celles du processus de fabrication et de contrôle, ainsi que des données précliniques et cliniques et toute information permettant d'établir l'innocuité et l'efficacité potentielle du produit pour chaque indication. Il peut aussi exiger de façon continue des études après l'AMM, ainsi que des contrôles sur la qualité de la fabrication. Ces démarches réglementaires sont coûteuses, peuvent prendre de nombreuses années et leur résultat est imprévisible.

De plus, les autorités peuvent procéder à des inspections afin de vérifier que le développement d'un candidat médicament se déroule conformément à la réglementation en vigueur. Il se pourrait que lors d'une inspection, les autorités relèvent un écart réglementaire significatif, ce qui pourrait engendrer un retard ou l'arrêt d'un programme de développement et voire, dans le pire des cas, entraîner la suspension des activités de la Société.

En Europe, aux États-Unis et dans d'autres pays, la réglementation est susceptible :

- de retarder et/ou d'augmenter de manière significative le coût de développement, de test, de fabrication et de commercialisation des produits de la Société ;
- de limiter les indications pour lesquelles la Société serait autorisée à commercialiser ses produits ;
- d'imposer de nouvelles exigences plus strictes, de suspendre l'autorisation de ses produits, d'exiger l'arrêt des essais cliniques ou celui de la commercialisation si des résultats inattendus sont obtenus pendant des essais par d'autres chercheurs sur des produits similaires à ceux de la Société ; ou
- d'imposer des étiquetages contraignants.

Enfin, si la Société ne respectait pas la législation et la réglementation qui régissent ses activités, elle pourrait faire l'objet de sanctions, qui pourraient inclure un refus d'autoriser des demandes en cours, des rappels de produits, des

restrictions de vente, la suspension temporaire ou permanente de ses opérations ainsi que des poursuites civiles ou pénales.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.1.3.2 Risques spécifiques liés à l'obtention d'une AMM

Pour obtenir une AMM pour l'un ou plusieurs de ses produits, la Société, ou ses partenaires, devront démontrer auprès des autorités réglementaires compétentes la qualité pharmaceutique des produits, leur sécurité d'emploi et leur efficacité dans les indications ciblées. Même si la Société n'est pas immédiatement concernée par une problématique d'AMM, un dossier d'AMM se construit sur toute la durée de développement d'un candidat-médicament et la Société veille à respecter en permanence les bonnes pratiques afin de ne pas hypothéquer ses chances d'obtenir ses futures AMM dans de bonnes conditions.

La capacité de la Société à obtenir une AMM pour ses produits dépendra de plusieurs facteurs, notamment :

- la possibilité de poursuivre le développement des produits qui sont, à la date du présent document de référence, dans des phases cliniques précoces ou de faire passer ses produits à la date du présent document de référence en développement préclinique à un stade clinique ;
- le fait que ses partenaires ou la Société elle-même parviennent à mener à bien les essais cliniques, et dans les délais impartis et avec les moyens humains, techniques et financiers prévus initialement ;
- le fait que ses produits soient approuvés ou non pour une autre indication ayant déjà fait l'objet d'une AMM ; et
- le fait que ses concurrents n'annoncent pas de résultats cliniques susceptibles de modifier les critères d'évaluation utilisés par les autorités réglementaires compétentes.

Si la Société n'obtient aucune AMM, elle ne pourra pas commercialiser son produit. En outre, son produit pourrait ne pas obtenir une AMM sur une zone géographique donnée, ce qui pourrait en restreindre significativement la commercialisation.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.1.3.3 Risques liés à l'évolution des politiques de remboursement des médicaments

La capacité de la Société à commercialiser ses produits avec succès dépendra en partie de la fixation par les autorités publiques, les assureurs privés et d'autres organismes en Europe et aux États-Unis de taux de remboursement suffisants de ses médicaments et des traitements qui y sont associés. Les tiers-payants remettent en cause de plus en plus fréquemment les prix des produits thérapeutiques et des services médicaux. Les mesures de maîtrise des coûts que les prestataires de soins et les organismes de remboursement mettent en place et l'effet des éventuelles réformes des systèmes de santé pourraient affecter les résultats opérationnels de la



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Facteurs de risques

Société de manière défavorable. Elle pourrait ainsi ne pas obtenir de remboursement satisfaisant pour ses produits, ce qui nuirait à leur acceptation par le marché, auquel cas elle serait dans l'incapacité de réaliser un retour suffisant sur ses investissements de recherche et développement.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.2 Autres risques

1.5.2.1 Risques financiers

Les risques financiers sont également visés à la note 21 aux comptes consolidés.

devises, principalement en dollars américains. Un renforcement ou un affaiblissement de l'euro face au dollar américain peut avoir un impact sur le résultat opérationnel.

1.5.2.1.1 Risques de change

La Société publie ses états financiers consolidés en euros. Cependant, une partie de ses produits et charges est libellée en

La Société a des comptes bancaires libellés en dollars américains. Les décaissements nets en dollars américains se sont montés à 2,3 millions de dollars en 2014.

Le tableau suivant présente la sensibilité des dépenses de la Société à une variation de 10 % du dollar US au cours des exercices clos aux 31 décembre 2013 et 2014 (avant impôt et avant éventuelle couverture de change) :

	31 décembre	
(en milliers d'euros)	2014	2013
Dépenses libellées en dollars US	2 293	9 948
Équivalent en euros sur base d'une parité de 1 EUR = 1,3214 USD	1 735	7 463
Équivalent en euros en cas de hausse de 10 % USD vs. EUR	1 909	8 209
Équivalent en euros en cas de baisse de 10 % USD vs. EUR	1 562	6 717

La position de change du groupe au 31 décembre 2014 est la suivante :

(en milliers)	USD
Actifs	6 300
Passifs	648
Position nette	5 652
Après gestion	5 652
Position hors bilan	-

1.5.2.1.2 Risques de taux

La Société est exposée à des risques de marché liés aux taux d'intérêt sur sa dette de location financement et sur le placement de sa trésorerie en fonds communs de placement.

La Société s'est endettée au taux du marché (variable) dans le cadre d'un contrat de location financement finançant son principal bâtiment, à usage mixte de bureaux et de laboratoires.

Nominal	5,9 millions d'euros (amortissable)
Instrument de couverture	Contrat d'échange d'intérêts (Swap)
Durée résiduelle	9 ans
Taux sous-jacent	Euribor 3 mois
Taux fixe	3,46 %

La couverture étant adéquate, les variations de valeur de marché de l'instrument sont comptabilisées en situation nette. Au 31 décembre 2014, la valeur de marché de l'instrument de couverture s'élevait à moins 659 milliers d'euros.

La Société s'est également endettée au taux du marché (variable) dans le cadre de contrats de location financement finançant des équipements de laboratoire. Au 31 décembre 2014, l'engagement total sur ces contrats s'élevait à 499 milliers d'euros.

1.5.2.1.3 Risques de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et a considéré que les réserves en terme de liquidité au 31 décembre 2014 devaient lui permettre de financer ses dépenses d'exploitation courante pour 18 mois à partir du 31 décembre 2014 (cf. Note 2 aux comptes consolidés).

Le 25 mars 2014, la Société a annoncé la levée d'un total de 65,5 millions d'euros via une augmentation de capital en deux étapes :

- une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, lancée le 28 février 2014, qui a permis de lever un produit brut total de 45,5 millions d'euros ; et
- un placement privé réalisé le 24 mars 2014, afin de répondre positivement aux demandes exprimées par de nombreux investisseurs qualifiés notamment étrangers, de 2 millions d'actions supplémentaires effectué au prix de 10 euros par action et ayant permis de lever 20 millions d'euros.

Grâce à cette augmentation de capital, à la date du présent document de référence, la Société estime avoir les réserves suffisantes en termes de liquidité lui permettant de financer ses dépenses d'exploitation jusque vers mi-2016, en l'absence de conclusion d'un nouveau partenariat en remplacement de celui avec Novartis auquel cette dernière a renoncé, l'entrée en phase 3 du produit TG4010 étant dépendante de la conclusion d'un partenariat.

La Société contrôle les risques liés à la gestion de ses liquidités en appliquant des procédures centralisées de suivi et d'approbation. Les liquidités sont investies dans des valeurs mobilières de placement sûres et offrant une grande qualité de signature.

Le contrat d'une durée de 15 ans et d'un montant de 16 millions d'euros comprend 25 % d'avances remboursables à très faible taux d'intérêt consenties par les collectivités locales. La mise en loyer a eu lieu le 1^{er} janvier 2009. Une hausse de 1 % de l'Euribor 3 mois entraînerait une hausse corrélative des frais financiers annuels de 120 milliers d'euros. La Société a procédé, au premier semestre 2009, à la couverture partielle du risque de taux lié à ce financement, selon les modalités suivantes :

La trésorerie, placée au 31 décembre 2014 dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'Institut Mérieux, s'élevait à 65,9 millions d'euros. La Société a et aura besoin de capitaux importants pour financer la poursuite de ses travaux de recherche et de développement et notamment, les études précliniques et essais cliniques de ses futurs produits, la mise au point des procédés et la mise à disposition d'une unité de production à l'échelle industrielle et commerciale, le renforcement de ses capacités de contrôle de qualité, de ses capacités réglementaires, commerciales et administratives. Elle aura également besoin de capitaux importants pour fabriquer et distribuer tout produit destiné à être commercialisé.

Les capitaux propres constituent la quasi-totalité des ressources de la Société, le recours à l'endettement bancaire étant limité par la situation structurellement déficitaire du groupe et le risque associé au domaine d'activité (recherche-développement pharmaceutique). La Société entend se financer pour l'essentiel par émission d'actions nouvelles jusqu'à ce que les conditions de rentabilité permettent le financement par la dette.

1.5.2.1.4 Risques sur les actions

Comme beaucoup d'autres sociétés de biotechnologie, le cours de l'action de la Société est particulièrement volatile. Outre la réalisation des risques décrits au présent chapitre, les facteurs suivants, parmi d'autres, pourraient avoir une influence significative sur le cours de l'action :

- réactions aux communiqués et aux rapports d'analystes financiers ; et
- plus généralement, les conditions de marché relatives à l'actionnariat dans le domaine de la biotechnologie.

La Société ne détient pas de participation dans des sociétés cotées et sa trésorerie est placée principalement en parts de fonds communs de placement monétaires à court terme qui ne sont pas directement exposées au risque marché actions.

1.5.2.2 Risques juridiques

Ni la Société ni le Groupe ne sont actuellement parties à un litige significatif, à l'exception d'une procédure intentée par un salarié devant le Conseil des Prud'hommes de Strasbourg, qui fait l'objet d'un montant de provision de 125 milliers d'euros



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

Facteurs de risques

dans les comptes de la Société au 31 décembre 2014. Voir également paragraphe 1.5.2.3. « Procédures judiciaires et d'arbitrage » du présent document de référence.

1.5.2.2.1 Risques spécifiques liés aux brevets

Le succès de la Société dépendra en partie de sa capacité à obtenir des brevets pour ses produits et ses procédés afin de pouvoir bénéficier de l'exclusivité d'exploitation de ses inventions. Sa réussite dépendra également de sa capacité à empêcher les tiers d'utiliser ses droits de propriété intellectuelle. De plus, elle doit exercer son activité sans contrefaire les droits de propriété intellectuelle appartenant aux tiers. À défaut, elle pourrait être incapable de commercialiser ses produits avec succès.

Transgene a déposé, et entend continuer de déposer, de nombreuses demandes de brevets pour couvrir différents aspects de ses activités (vecteurs viraux, leurs méthodes de préparation et d'administration, gènes et combinaisons de gènes, anticorps monoclonaux, biomarqueurs, etc.). La Société considère que ses demandes de brevets couvrent, dans certains cas, des technologies importantes pour la commercialisation future de ses produits et bénéficient de dates de priorité antérieures à celles de concurrents. Toutefois, en raison de la longueur des procédures d'examen des demandes, notamment dans le domaine des biotechnologies, la date de décision de délivrance ou de rejet d'une demande ne peut être déterminée. Il n'y a pas non plus de certitude qu'une demande particulière donnera lieu à un brevet ni, si un brevet est accordé, que sa portée conférera à la Société un avantage compétitif, ou qu'il ne sera pas contesté ou contourné.

La position de la Société en matière de brevets, à l'instar des sociétés de biotechnologie et pharmaceutiques, est particulièrement incertaine. Les normes utilisées par l'Office Européen des Brevets (OEB), le *United States Patent and Trademarks Office* (USPTO) ou les autres offices de brevets pour délivrer des brevets ne sont pas toujours appliquées de manière prévisible et peuvent changer. De surcroît, il n'y a pas de politique uniforme au niveau mondial se rapportant à ces droits, à l'étendue des demandes octroyées ou sollicitées dans le domaine des brevets de biotechnologie et sur le degré de la protection offerte aux titulaires de brevets.

Transgene estime que plusieurs éléments de son programme impliquent une technologie, des procédés, un savoir-faire, des données, y compris les procédés de culture et de production ainsi que la technologie de purification, qui ne sont pas brevetables.

En ce qui concerne les technologies, le savoir-faire et les données qui ne sont pas brevetables ou seulement potentiellement brevetables, ou les procédés autres que de production pour lesquels des brevets seraient difficiles à faire respecter, Transgene a choisi de protéger ses intérêts en s'appuyant sur des engagements de confidentialité avec ses employés, consultants et certains de ses co-contractants. Les contrats de travail de tous ses employés contiennent des clauses de confidentialité. Ces accords de confidentialité peuvent ne pas apporter une protection suffisante et peuvent être rompus. Dans ce cas, la Société estime qu'il n'existe pas de réparation adéquate. Ses secrets de fabrication peuvent être révélés et exploités de manière autonome par ses concurrents.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.2.2.2 Risques spécifiques liés aux procédures en matière de brevets

L'obtention et la protection des droits de propriété intellectuelle peuvent être coûteuses. Après l'adoption par les États-Unis de la règle du 'premier déposant-premier inventeur' deux procédures d'opposition ont été instaurées à l'instar de ce qui se pratique en Europe, mais ces procédures, si elles sont moins longues et complexes que la procédure précédente d'interférence, qui déterminait le premier inventeur en cas de brevets revendiquant la même invention, restent néanmoins très coûteuses notamment en interventions de cabinets d'avocats spécialisés dans le droit américain.

En Europe, la procédure d'opposition menée devant l'Office Européen des Brevets (OEB) permet à toute personne de contester la validité d'un brevet délivré par l'OEB et ce brevet peut être révoqué ou sa portée limitée. L'opposition est une procédure administrative et non contentieuse.

La Société est, à la date du présent document de référence, engagée dans plusieurs procédures d'opposition contre les brevets de tiers devant l'OEB décrites ci-dessous :

- le 28 août 2008, avec trois autres opposants à l'encontre d'un brevet délivré par l'OEB de Bavarian Nordic, relatif à un procédé de production de MVA. La procédure orale a eu lieu le 23 juin 2010. Le brevet a été maintenu sous une forme modifiée. Un recours a été déposé en septembre 2010 par le breveté ainsi que par deux opposants, dont Transgene ;
- le 23 janvier 2009, avec quatre autres opposants à l'encontre d'un brevet délivré par l'OEB de Bavarian Nordic relatif à un milieu de culture pour la production de MVA. La procédure orale a eu lieu le 26 janvier 2011. Le brevet a été maintenu sous une forme modifiée. Un recours a été déposé en mai 2011 par le breveté ainsi que par deux opposants, dont Transgene.

Le résultat défavorable d'une procédure d'interférence ou d'une opposition à l'encontre d'un brevet de la Société ou d'une opposition de celle-ci à l'encontre d'un brevet de tiers (comme celles citées ci-dessus), pourrait la priver de la protection sur ses propres produits ou l'obliger à cesser d'utiliser la technologie concernée ou solliciter des droits de licence auprès de tiers. Son activité pourrait être affectée si un tiers prioritaire ne concédait pas de droits de licence, ou concédait ces droits dans des conditions inacceptables pour la Société.

Cela pourrait également l'obliger à obtenir la licence de droits litigieux auprès de tiers. Son activité serait affectée si elle ne pouvait pas obtenir de licence, ou si elle ne pouvait obtenir de licence que dans des conditions jugées inacceptables. Il en irait de même si elle était incapable de redéfinir les produits ou procédés afin d'éviter d'être poursuivie en contrefaçon.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.2.2.3 Responsabilité du fait des produits

La Société est exposée à la responsabilité du fait des produits et à d'autres plaintes lorsque ses procédés sont mis en cause. Ces risques sont inhérents au contrôle, à la fabrication et à la commercialisation de produits thérapeutiques humains. Elle est également responsable des produits qu'elle fabrique pour le compte de tiers. Si elle était poursuivie pour des dommages causés par ses produits ou procédés, sa responsabilité pourrait

excéder la couverture prévue par ses polices d'assurance et menacer la totalité de ses actifs.

Ceci aurait un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.

1.5.2.2.4 Risques spécifiques liés à l'utilisation de produits dangereux pour la santé et pour l'environnement

Les activités de recherche et développement, d'études précliniques et d'essais cliniques de la Société nécessitent un stockage sous contrôle, l'utilisation et l'élimination de substances dangereuses, chimiques et biologiques. La Société est soumise à des lois et des réglementations relatives à l'usage, la fabrication, le stockage, la manipulation et l'élimination de substances et de déchets. Même si elle considère que ses procédures de sécurité relatives à la manipulation et à l'élimination de ces substances dangereuses sont conformes aux normes légales et réglementaires, le risque de contamination ou de blessure accidentelle causée par ces substances dangereuses ne peut pas être complètement écarté. En cas d'accident, elle pourrait être tenue responsable de tout dommage en résultant et sa responsabilité pourrait excéder les limites de ses polices d'assurance ou être en dehors de son champ d'application. Elle pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses polices d'assurance dans des conditions acceptables voire ne pas les maintenir du tout. Elle pourrait être amenée à supporter des dépenses significatives

pour être en conformité avec les dispositions réglementaires relevant du droit de l'environnement actuellement en vigueur ou à venir. La Société n'a pas effectué, à la date du présent document de référence, de provision spécifique au titre des risques industriels et environnementaux.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les perspectives, la situation financière, les résultats et le développement de la Société.

1.5.2.3 Procédures judiciaires et arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, la Société est impliquée ou risque d'être impliquée dans un certain nombre de procédures administratives ou juridictionnelles. Dans le cadre de certaines de ces procédures, des réclamations pécuniaires sont faites à l'encontre de la Société ou sont susceptibles de l'être.

À l'exception de la procédure intentée par un salarié à l'encontre de la Société devant le Tribunal Prud'homal de Strasbourg au titre de laquelle la Société a inscrit une provision de 125 milliers euros, il n'existe à ce jour, à la connaissance de la Société, aucun fait exceptionnel, procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

1

1.5.3 Assurances et couverture des risques

La Société a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garantie qu'elle estime compatibles avec ses impératifs de consommation de trésorerie. Le total des primes versées au titre de l'ensemble des polices d'assurance en vigueur en 2014 s'élève à 281 milliers d'euros (284 milliers d'euros en 2013 et 305 milliers d'euros en 2012). Ces polices sont assorties de franchises limitées. En l'absence d'une sinistralité directe de la Société ou d'indicateurs de sinistralité dans le même secteur d'activité, elle n'est pas en mesure de déterminer le taux de couverture des risques présentés par ces assurances et partant, la part de risque conservée par la Société, notamment en matière de responsabilité civile.

La Société a souscrit plusieurs polices, dont les principales sont les suivantes :

- police dite « multirisques » qui couvre classiquement les risques d'incendie, de dégâts des eaux, de vols, de bris de machines de ses établissements avec un engagement maximum des assureurs de 36 millions d'euros. Cette police couvre également les pertes d'exploitation de la Société, avec un engagement maximum des assureurs de 20 millions d'euros. Compte tenu de l'absence de chiffre d'affaires significatif de la Société, cette garantie vise à lui donner en particulier les moyens de reprendre les travaux en cours qui auraient été détruits par un sinistre et de supporter ses frais généraux et d'exploitation pendant un an. La Société a mis en place des procédures limitées de

sauvegarde de ses matériels biologiques originaux et de données informatiques ;

- police dite « responsabilité civile » qui couvre la responsabilité civile de la Société et de ses agents survenant du fait de l'exploitation, ainsi que la responsabilité du fait des produits, avec un plafond annuel de 10,7 millions d'euros. Par ailleurs, la responsabilité de la Société du fait des essais cliniques est couverte par des contrats spécifiques rattachés à la police « responsabilité civile », dont la tarification et les montants garantis dépendent de la réglementation locale applicable au centre d'investigation clinique concerné, comme c'est le cas par exemple pour la France où le Code de la santé publique prévoit une obligation d'assurance des promoteurs d'essais cliniques ainsi que les conditions de cette assurance. Le montant global des primes et des garanties souscrites pour les essais dépend donc du nombre d'essais et de leur localisation.

La Société a également souscrit une assurance pour couvrir la responsabilité civile de ses dirigeants, lorsque celle-ci est mise en cause dans l'exercice de leurs fonctions, avec un plafond annuel global de garantie de 15 millions d'euros.

La couverture des risques ne pouvant pas être parfaite, la survenance de l'un ou l'autre des risques couverts par les assurances précitées pourrait, malgré les couvertures souscrites, avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et le développement de la Société.



PRÉSENTATION DE TRANSGENE ET SES ACTIVITÉS

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1	ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	40
2.1.1	Composition des organes d'administration et de direction	40
2.1.2	Fonctionnement des organes d'administration et de direction et conflits d'intérêts	45
2.1.3	Comités spécialisés	46
2.2	RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS ET DES ADMINISTRATEURS	47
2.2.1	Montant des rémunérations versées aux mandataires sociaux	47
2.2.2	Montant total des provisions pour retraites	50
2.2.3	Stock-options	50
2.2.4	Attributions gratuites d'actions	52
2.3	RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT	54





2.1 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

2.1.1 Composition des organes d'administration et de direction

2.1.1.1 Composition

2.1.1.1.1 Conseil d'administration

Transgene est administré par un Conseil d'administration composé, à la date du présent document de référence, de dix membres, dont six sont considérés comme indépendants.

Le mandat des administrateurs est d'une durée de trois ans. Chaque administrateur doit détenir au moins un nombre d'actions correspondant à l'investissement d'une demi-année de jetons de présence s'il est indépendant.

Les tableaux ci-après (pages suivantes) récapitulent les mandats et fonctions des membres du Conseil d'administration :

PHILIPPE ARCHINARD

Président-Directeur général - Administrateur

Âge : 55 ans

Première nomination : 2004

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : 2017

Nombre d'actions de la Société détenues :
6 500

Nombre d'options de la Société détenues :
195 930

Fonction principale hors de la Société :

Directeur du pôle d'immunothérapie de l'Institut Mérieux

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplômé du programme de management de la Harvard Business School

Président de bioMérieux Inc. ⁽³⁾⁽⁵⁾

Directeur général Adjoint de bioMérieux SA ⁽³⁾⁽⁴⁾

Directeur général d'Innogenetics BV ⁽⁵⁾

Autres mandats exercés au 31 décembre 2014 :

Représentant permanent de TSGH ⁽³⁾ au conseil de ABL, Inc. ⁽³⁾⁽⁵⁾

Représentant de Lyon Biopôle aux conseils d'administration de l'association FINOVI et de la fondation Synergie Lyon Cancer

Administrateur : bioMérieux SA ⁽³⁾⁽⁴⁾ ; d'ERYtech Pharma ⁽⁴⁾

Président : Association Lyon Biopôle ⁽⁶⁾

Directeur général : TSGH ⁽³⁾

Vice-Président : Association BioAster ⁽⁶⁾

JEAN-LUC BÉLINGARD

Administrateur

Âge : 66 ans

Première nomination : 2013

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : 2016

Nombre d'actions de la Société détenues : 0

Nombre d'options de la Société détenues : 0

Fonction principale hors de la Société :

Président-Directeur général de bioMérieux SA ⁽³⁾⁽⁴⁾

Autres mandats exercés au 31/12/2014 :

Administrateur de : LabCorp of America ⁽⁵⁾ Stallergenes ⁽⁴⁾, Pierre Fabre SA, Institut Mérieux ⁽³⁾

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de NicOx (fin : 2011), Celera Corporation (États-Unis) (fin : 2011),

AES Laboratoire Groupe SA (fin : 2012)

Président-Directeur général de la société IPSEN (fin : 2010)

AES Chemunex SA (fin : 31/12/2013)

(1) Les mandats des administrateurs expirent à la date de l'assemblée générale ordinaire se tenant l'année indiquée, et statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre précédant cette assemblée.

(2) Administrateur indépendant selon les critères suivants (Code de gouvernement d'entreprise de MiddleNext) :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe (la Société et ses filiales) et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ;

JEAN-PIERRE BIZZARI

Administrateur indépendant ⁽²⁾

Âge : **60 ans**

Première nomination : **2008**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2016**

Nombre d'actions de la Société détenues :
5 000

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Executive Vice President Clinical Development de Celgene ⁽⁵⁾

Expérience et expertise en matière de gestion :

Docteur en médecine

30 ans d'expertise clinique en oncologie (a occupé des fonctions de direction de développement clinique)

Autres mandats exercés :

Membre du comité international scientifique de l'Institut National du Cancer

ARNAUD FAYET

Administrateur indépendant ⁽²⁾

Membre du Comité d'audit (Président)

Âge : **73 ans**

Première nomination : **2000**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2016**

Nombre d'actions de la Société détenues :
5 501

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Administrateur de sociétés

Expérience et expertise en matière de gestion :

Membre du Comité exécutif de Wendel Investissements depuis 1995

A été Directeur général, Vice-Président et administrateur de la Carnaud Metalbox

Diplômé de l'École Centrale de Paris

Titulaire d'un MSA de l'Université de Stanford

Autres mandats exercés :

Administrateur : Vaucrains Participations

BENOÎT HABERT

Administrateur indépendant ⁽²⁾

Membre du Comité d'audit et du Comité des rémunérations (Président)

Âge : **50 ans**

Première nomination : **2000**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2017**

Nombre d'actions de la Société détenues :
74 403

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Directeur général Délégué et administrateur de Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD) (SAS)

Président de Dassault Développement (SAS)*

Expérience et expertise en matière de gestion :

Titulaire d'un M.B.A. de l'INSEAD et d'un magistère de juriste d'affaires

Autres mandats exercés :

Président : Habert Dassault Finance ; Dassault Développement (SAS)

Administrateur : Groupe Figaro (SAS)* ; Dassault Medias (SA)* ;

Merieux Nutriscience Corp (USA) ; Figaro classifieds (SA)* ; Editions Dupuis ⁽⁵⁾ ;

Dargaud (SA) ; ZEWAOW (SAS) ; Ecllosion ⁽⁵⁾ ; KTO TV ⁽⁶⁾ ; Fondation KTO ⁽⁶⁾

Censeur : Relaxnews (SA) ; UNOWHY (SAS)

Membre du conseil de surveillance : John Paul (SAS)

Membre du comité de suivi : Cooltech applications (SAS)*

Mandats expirés exercés au cours des cinq derniers exercices :

À titre de représentant permanent de GIMD : bioMérieux SA ⁽³⁾⁽⁴⁾ ; Silliker ⁽³⁾ ; Sport 24 (SA), Intigold ⁽⁵⁾

* Contrôlées par GIMD

• ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
• ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
• ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des trois dernières années.

(3) Société du groupe Institut Mérieux.

(4) Société cotée française.

(5) Société étrangère.

(6) Association, fondation et autres.



PIERRE-PATRICK HURTELOUP

Administrateur indépendant ⁽²⁾
Membre du Comité des rémunérations

Âge : **65 ans**

Première nomination : **2005**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2017**

Nombre d'actions de la Société détenues : **390**

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Expérience et expertise en matière de gestion :

Président de diverses sociétés du groupe Pierre Fabre depuis 2000
Directeur Médical Pierre Fabre Oncologie

Autres mandats exercés :

Président et administrateur : Pierre Fabre Ltd ;
Concept Pharmaceuticals International Ltd ⁽⁵⁾ ; Pierre Fabre Médicament Benelux ⁽⁵⁾ ;
Pierre Fabre Farmaka AE ⁽⁵⁾ - Grèce ; Pierre Fabre Pharma Norden AB ⁽⁵⁾ - Suède ;
Tema Medical Pty Ltd ⁽⁵⁾ Afrique du Sud

JEAN-FRANÇOIS LABBÉ

Administrateur indépendant ⁽²⁾

Âge : **64 ans**

Première nomination : **2010**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2016**

Nombre d'actions de la Société détenues : **400**

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Dirigeant et mandataire social de sociétés

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplômé de HEC
35 années d'expérience en direction financière de sociétés pharmaceutiques tant en France qu'à l'international
Managing Director de SpePharm Holding BV (Pays Bas)
Fondateur de sociétés de spécialités pharmaceutiques (OTL, SpePharm)

Autres mandats exercés :

Administrateur : NicOx SA ⁽⁴⁾

Mandats échus :

Conseil de surveillance de Cavadis BV (Pays-Bas) (2010)
Président du conseil de surveillance : Libragen SAS

ALAIN MÉRIEUX

Administrateur

Âge : **76 ans**

Première nomination : **1991**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2017**

Nombre d'actions de la Société détenues : **100**
(hors 19 987 011 actions détenues par TSGH, filiale de l'Institut Mérieux, contrôlée in fine par la famille de M. Mérieux)

Nombre d'options de souscription de la Société détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Président-Directeur général de l'Institut Mérieux (SA)

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplôme de Harvard Business School (1968)
Président de bioMérieux de 1965 à 2011

Autres mandats exercés :

Président : Compagnie Mérieux Alliance SAS, Fondation Mérieux ⁽⁶⁾,
Administrateur : bioMérieux (SA) ⁽³⁾⁽⁴⁾, CIC Lyonnaise de banque,
Cie Plastic Omnium SA ⁽⁴⁾, Mérieux Nutrsciences ⁽³⁾⁽⁵⁾ (États-Unis),
bioMérieux Italia SpA ⁽³⁾⁽⁵⁾ (Italie)
Administrateur et Président d'honneur : Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux ⁽⁶⁾ - Institut de France, Fondation Mérieux (Président)
Administrateur des fondations : Pierre Fabre, Pierre Vérots, fondation pour l'Université de Lyon (Président)

Mandats échus :

Université Claude Bernard Lyon CENTAURE (fin 2012),
Synergie Lyon Cancer (Canceropôle) (fin 2012), École Vétérinaire de Lyon (fin 2013)
Président, Institut de Recherche Technologique BioAster

⁽¹⁾ Les mandats des administrateurs expirent à la date de l'assemblée générale ordinaire se tenant l'année indiquée, et statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre précédant cette assemblée.

⁽²⁾ Administrateur indépendant selon les critères suivants (Code de gouvernement d'entreprise de MiddleNext) :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe (la Société et ses filiales) et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ;

TSGH

Administrateur

17, rue Bourgelat 69002 Lyon

Première nomination : **2002**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2017**

Nombre d'actions de la Société détenues :
19 987 011

Nombre d'options de souscription de la Société
détenues : **0**

Représentée par : **DOMINIQUE TAKIZAWA**

Représentante permanente de TSGH ⁽⁴⁾

Membre du Comité d'audit

Âge : **58 ans**

Mme Takizawa ne détient ni action ni option de
la Société.

Fonction principale hors de la Société :

Administrateur d'ABL, Inc.

Fonction principale hors de la Société :

Secrétaire Général de l'Institut Mérieux (depuis 2006)

Expérience et expertise en matière de gestion :

Diplômée de l'École des Hautes Études Commerciales et titulaire de Diplômes
d'expertise comptable

Secrétaire général de bioMérieux ⁽³⁾⁽⁴⁾ (2004-2006)

Directeur financier et Contrôleur auprès de l'Institut Mérieux,
de Merial et d'Aventis CropScience

Autres mandats exercés :

Administrateur : ABL, Inc.(États-Unis), ADOCIA, April,
Mérieux Nutrisciences Corporation ⁽³⁾⁽⁵⁾ (États-Unis), Lyon Pôle Bourse ⁽⁶⁾,
Lyon Place Financière et Tertiaire ⁽⁶⁾

Mandats échus :

MACSF (mutuelle) (fin 2010), Avesthagen (fin 2011)

LAURENCE ZITVOGEL

Administrateur indépendant

Âge : **51 ans**

Première nomination : **2013**

Échéance du mandat ⁽¹⁾ : **2016**

Nombre d'actions de la Société détenues : **469**

Nombre d'options de souscription de la Société
détenues : **0**

Fonction principale hors de la Société :

Professeur à l'Université Paris Sud en Immunologie Biologie
et Oncologue-chercheur-immunothérapeute à l'Institut Gustave Roussy,

Directeur de recherche INSERM (U1015)

Co-directeur du Centre d'investigations cliniques IGR/Curie/INSERM

Expérience et expertise en matière de gestion :

Docteur en médecine

Directeur de recherche et d'unité INSERM (co-labelisée Ligue contre le Cancer)
et co-directeur du Centre d'Investigations Cliniques des Biothérapies IGR/Curie/
INSERM

Autres mandats exercés :

Néant

⁽¹⁾ ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
⁽²⁾ ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
⁽³⁾ ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des trois dernières années.

⁽³⁾ Société du groupe Institut Mérieux.

⁽⁴⁾ Société cotée française.

⁽⁵⁾ Société étrangère.

⁽⁶⁾ Association, fondation et autres.



À la connaissance de la Société :

- il n'existe pas de liens familiaux entre les administrateurs ;
- aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée au cours des cinq dernières années à l'encontre de l'un des membres du Conseil d'administration ;
- aucun des membres du Conseil d'administration n'a été associé au cours des cinq dernières années à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que Directeur général ;
- aucune condamnation n'a été prononcée au cours des cinq dernières années à l'encontre de l'un des membres du Conseil d'administration emportant une interdiction d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de

direction ou de surveillance d'une société ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'une société ; et

- aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre de l'un des membres du Conseil d'administration de la Société par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés).

Il n'y a pas d'administrateur élu par les salariés au Conseil d'administration. Deux salariés, dont l'un représentant le collège des cadres, représentent le comité d'entreprise et participent aux réunions du Conseil d'administration.

2.1.1.2 Comité de direction

Le tableau suivant précise les noms des membres du Comité de direction de Transgene, leurs postes actuels au sein de la Société ainsi que leurs dates d'entrée en fonction.

Nom	Âge	Postes actuels	Ancienneté dans le poste
Philippe Archinard	55	Président-Directeur général	2004
Éric Quéméneur	51	Directeur général adjoint	2014
Nathalie Adda	49	Directrice des Affaires Médicales et Réglementaires	2012
Christophe Ancel	51	Pharmacien Responsable - Directeur Qualité Directeur général Délégué	2014
Jean-Philippe Del	35	Directeur Financier	2014
Thibaut du Fayet	47	Directeur Marketing, Gestion des alliances et Management des projets	2008
Colin Freund	44	Directeur Business Development	2013
Patrick Mahieux	50	Directeur des Opérations Industrielles et Pharmaceutiques	2010
Hemanshu Shah	54	Directeur Médical	2014

Philippe Archinard a été nommé Président-Directeur général de Transgene le 17 juin 2010 ; il était Directeur général depuis le 6 décembre 2004. Auparavant, il était Directeur général de la société Innogenetics depuis mars 2000. De 1985 à 2000, il a occupé différentes fonctions au sein de bioMérieux, dont la direction de bioMérieux, Inc. aux États-Unis. Il est ingénieur chimiste et titulaire d'un doctorat en biochimie de l'Université de Lyon et a complété sa formation par un programme de management de la Harvard Business School. Il est Président du pôle de compétitivité lyonnais, Lyon Biopôle.

Éric Quéméneur a rejoint Transgene en septembre 2014 au poste de Directeur général Adjoint en charge de la recherche et du développement. Avant de rejoindre Transgene, il exerçait les fonctions de Directeur des programmes et de la valorisation au sein de la Direction des Sciences de la Vie du CEA après un parcours de plus de 20 ans dans cet organisme. Ses responsabilités incluaient le management des programmes de Recherche et Développement et leur transfert vers les applications, l'animation d'équipes pluridisciplinaires et le développement d'alliances nationales et internationales. Il est Ingénieur Biochimiste, INSA Lyon (1986), titulaire d'un Doctorat des Sciences, d'un D.U. en Pharmacie industrielle de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et d'une Habilitation à Diriger des Recherches de l'Université Pierre et Marie Curie - Paris VI. Il est l'auteur d'environ 80 publications dans des revues scientifiques internationales.

Nathalie Adda a rejoint Transgene en novembre 2012 en tant que Directrice des Affaires Médicales et Réglementaires. Nathalie Adda est docteur en médecine, diplômée de la Faculté de Médecine de Paris VII, avec une spécialisation dans les maladies infectieuses. Elle est également diplômée d'un master en bio-statistiques. Nathalie Adda dispose de plus de 15 ans d'expérience acquise aux États-Unis au sein de l'industrie pharmaceutique en développement clinique, des phases précoces jusqu'à l'autorisation de mise sur le marché de nouveaux produits. De 2006 à 2012, elle a occupé les fonctions de Senior Medical Director au sein de Vertex Pharmaceuticals à Cambridge, MA, États-Unis, où elle a été responsable du développement clinique et du dossier d'enregistrement du Telaprevir, un médicament qui a été approuvé en 2011 aux États-Unis et en Europe pour le traitement de l'hépatite C chronique. Auparavant, elle avait occupé successivement des fonctions similaires dans le développement clinique chez Gilead comme Associate Medical Director ainsi que chez Triangle Pharmaceuticals et Boehringer Ingelheim.

Christophe Ancel a rejoint Transgene en 2008 en tant que Responsable Assurance Qualité puis Directeur Qualité Opérationnel. Auparavant, il a occupé les fonctions de Consultant Qualité en collaborant avec différents laboratoires pharmaceutiques internationaux. De 2001 à 2005, il a été Responsable Qualité, Pharmacien Délégué et Pharmacien Responsable intérimaire, sur le site de production français de la

société E. Lilly. En 2001, il a été Directeur Qualité et Pharmacien Responsable intérimaire d'un site de Cardinal Health. De 1992 à 2000, il a travaillé au sein des Laboratoires Alcon dans le domaine de la qualité et était Pharmacien délégué sur le site de production. Ses différentes expériences professionnelles l'ont conduit à travailler dans un environnement international, dans le cadre de la fabrication/commercialisation de produits stériles. Christophe Ancel est titulaire du diplôme de docteur en Pharmacie.

Jean-Philippe Del est devenu Directeur Financier de Transgene, membre du Comité de direction, en 2014. Il était auparavant Directeur Administratif et Financier. Il a rejoint la société en 2005 et a été responsable du contrôle de gestion, de la comptabilité et des achats. Avant de rejoindre Transgene, il était auditeur financier chez Mazars et a commencé sa carrière en 2001 comme contrôleur financier au sein des Brasseries Kronenbourg. Jean-Philippe Del est titulaire du DESCF et est diplômé en finance et comptabilité à l'université de Strasbourg.

Thibaut du Fayet a rejoint Transgene en 2008. Il est en charge du Business Development, de la gestion des alliances et du Marketing pour la Société. De 2007 à 2008, il a eu la responsabilité du Marketing chez Stallergenes, après avoir occupé différentes fonctions en Stratégie & Business Development chez bioMérieux de 2003 à 2007, et Rhodia / Rhône-Poulenc de 1999 à 2003. Ses diverses expériences dans l'industrie ont été précédées par 6 années de conseil, passées chez Bossard Consultant / Gemini Consulting. Thibaut du Fayet est diplômé de l'ESSEC MBA, école de management et d'un MA en Finance internationale à Brandeis University (Boston).

Colin Freund a rejoint Transgene en octobre 2013. Il occupait auparavant les fonctions de Senior Vice President et Directeur Business Development chez Agennix AG (2009-2013). De 2002 à 2009, il était Senior Vice President, Business Development de la société GPC Biotech AG. Lors de sa fonction précédente, il était Vice President, Business Development de la société Double Twist, Inc., Oakland, Californie. Il était alors responsable des alliances avec des sociétés de génomique et de protéomique.

Avant de rejoindre Double Twist, il était chef de projet au Boston Consulting Group à San Francisco et à Londres, où il dirigeait des missions dans le domaine de la santé et des hautes technologies. Colin Freund est diplômé d'un « Bachelor of Arts » en économie et management de l'Université de Cambridge (Grande Bretagne) et d'un MBA de l'Université de Stanford (États-Unis).

Patrick Mahieux a rejoint Transgene en novembre 2010 en charge des Opérations Industrielles et Pharmaceutiques. Il a commencé sa carrière professionnelle chez Pasteur Mérieux en 1993, puis a occupé différents postes au sein du groupe Sanofi Aventis notamment comme Directeur de grosses unités de production. De 2006 à 2010, il a occupé la fonction de Directeur de la Pharmacie du groupe Guerbet. Patrick Mahieux est Docteur en pharmacie et titulaire d'un DEA de Pharmacotechnie et Biopharmacie. Il est conseiller du Président de l'Association A3P.

Hemanshu Shah a rejoint Transgene en mai 2014 en tant que Directeur des Affaires Médicales. Il a une expérience de plus de 25 ans acquise dans divers domaines fonctionnels et thérapeutiques au sein des industries pharmaceutique et biotechnologique, et particulièrement en oncologie. Avant de rejoindre Transgene, il était Vice-Président Monde du marketing et Chef du Domaine thérapeutique Maladies infectieuses, Transplantation, Immunologie et Dermatologie à Astellas (2012-2014). Avant Astellas, il était chef des opérations à AROG Pharmaceuticals (2010-2011), Directeur Business à Innate Pharma (2008-2010) et Vice-Président des opérations commerciales à GPC Biotech (2003-2008). M. Shah a été Responsable commercial mondial pour l'oncologie à Johnson & Johnson (2002-2003) et a occupé divers postes de responsabilité à Bristol-Myers Squibb (1988-2002). Il détient un doctorat en sciences pharmaceutiques de l'Université Rutgers et un MBA de l'Université de l'État de New York (Buffalo).



2.1.1.1.3 Dates et expiration des mandats

Voir paragraphe 2.1.1.1. Organes d'administration, de direction et de surveillance (tableau des administrateurs).

2.1.2 Fonctionnement des organes d'administration et de direction et conflits d'intérêts

2.1.2.1 Contrats de service entre l'émetteur et les membres du Conseil d'administration

Il n'existe pas de contrats de service liant les membres du Conseil d'administration à la Société ou à ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages.

2.1.2.2 Conflits d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction

Aucun administrateur n'a signalé l'existence d'un accord avec un actionnaire principal, client ou fournisseur de la Société en vertu duquel il a été sélectionné en tant que mandataire.

À la date du présent document de référence, et à la connaissance de la Société, il n'existe pas de conflit actuel ou potentiel entre les intérêts privés des membres du Conseil d'administration et de la direction de la Société et l'intérêt social.

Il est précisé que Monsieur Jean-Luc Bélingard, administrateur de la Société, est également Président-Directeur général de bioMérieux SA, dont l'Institut Mérieux détenait, au 31 décembre 2014, 58,90 % du capital. L'Institut Mérieux détient 98,66 % du capital et des droits de vote de TSGH SAS, qui détient elle-même à la date du présent document de référence 51,99 % du capital et 66,3 % des droits de vote de la Société. Monsieur Philippe Archinard, Président-Directeur général de la Société, est également administrateur de bioMérieux SA et détient 1,34 % du capital de TSGH.



2.1.2.3 Déclaration concernant les organes d'administration et de direction générale

À la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'administration et de la direction générale de la Société. Il n'existe pas non plus, à la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, d'arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients, des fournisseurs ou autres, autre que ceux listés dans la note 17 de l'annexe aux comptes consolidés du présent document de référence.

En outre, à la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, aucun membre du Conseil d'administration n'a fait l'objet :

- d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins ;

- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que dirigeant ou mandataire social au cours des cinq dernières années au moins ;
- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires au cours des cinq dernières années au moins.

Enfin, à la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, aucun membre du Conseil d'administration n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

2.1.3 Comités spécialisés

Le Comité d'audit, composé de MM. Fayet (Président du comité) et Habert, administrateurs indépendants et de Mme Takizawa et dont le fonctionnement est décrit section 2.3, a notamment examiné les points suivants durant l'exercice 2014 :

- revue des comptes consolidés et sociaux de l'exercice 2013 ;
- revue des comptes consolidés du premier semestre 2014 ;
- revue du budget 2014 ;
- fixation des honoraires des commissaires aux comptes ;
- revue préalable des communiqués de presse financiers ;
- définition de la politique de placement de la trésorerie et suivi des performances ; et
- revue des risques financiers et politique de couverture.

Les membres du Comité d'audit ont par ailleurs participé aux travaux d'un comité *ad hoc* dit « comité de financement » qui

s'est réuni à plusieurs reprises au cours du second semestre 2013 et a élaboré la stratégie financière de la Société, qui a fait l'objet de délibérations et d'adoption au Conseil d'administration. Cette stratégie a conduit à la réalisation en mars 2014 d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et d'un placement privé d'actions qui ont permis de lever 65,5 millions d'euros.

Le Comité des rémunérations, composé de MM. Habert (Président du comité) et Hurteloup, administrateurs indépendants, et dont le fonctionnement est décrit section 2.3, a notamment examiné la rémunération des dirigeants et du Comité de direction durant l'exercice 2014, revu la politique de rémunération globale de la Société, dont les bonus annuels et a notamment mené une réflexion en vue de la mise en place d'un plan de participation des membres du Codir et d'une catégorie de managers à l'appréciation de la valeur de la Société. Ce plan a été mis en place en 2014.

▶ 2.2 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS ET DES ADMINISTRATEURS

2.2.1 Montant des rémunérations versées aux mandataires sociaux

Les tableaux ci-dessous présentent l'information relative aux rémunérations des mandataires sociaux, conformément à la recommandation de l'AMF.

Il est précisé qu'en 2014, la Société n'a versé aucune rémunération à Messieurs Bélingard et Mérieux, ni à TSGH et son représentant permanent (Dominique Takizawa). Philippe Archinard a perçu de l'Institut Mérieux une rémunération

brute de 889,6 milliers d'euros (dont 450 milliers d'euros de rémunération variable et 9,7 milliers d'euros d'avantages en nature - véhicule) refacturées en partie à la Société à travers un contrat de prestations de services rendues par Institut Mérieux (cf. Note 18 de l'annexe aux comptes annuels). Alain Mérieux a perçu de l'Institut Mérieux une rémunération brute de 367,8 milliers d'euros (aucune rémunération variable et aucun avantage en nature).

Tableau 1

▶ TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS, OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

(en milliers d'euros)	Exercice 2013	Exercice 2014
PHILIPPE ARCHINARD, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (<i>détaillées au tableau 2</i>)	72,2	72,2
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 4</i>)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 6</i>)	Néant	Néant
TOTAL	72,2	72,2
CHRISTOPHE ANCEL, PHARMACIEN RESPONSABLE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ (DEPUIS JANVIER 2014)		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (<i>détaillées au tableau 2</i>)	Néant	112
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 4</i>)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 6</i>)	Néant	Néant
TOTAL	NÉANT	129,5

Tableau 2
► TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

(en milliers d'euros)	Exercice 2013		Exercice 2014	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
PHILIPPE ARCHINARD, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL				
Rémunération fixe	72,2	72,2	72,2	72,2
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<i>Part de rémunération Institut Mérieux refacturée à la Société</i>	625,7	625,7	625,7	625,7
TOTAL	697,2	697,2	697,9	697,9
CHRISTOPHE ANCEL, PHARMACIEN RESPONSABLE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ (NOMINATION EN JANVIER 2014)				
Rémunération fixe	N/A	N/A	112	112
Rémunération variable	N/A	N/A	12,2	121,2
Rémunération exceptionnelle*	N/A	N/A	1,8	1,8
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	N/A	N/A	3,5	3,5
TOTAL	N/A	N/A	129,5	129,5

* Prime selon objectifs personnels (essentiellement opérationnels et qualitatifs) de l'intéressé fixés annuellement et liés à sa fonction de Directeur de l'Assurance Qualité et non à son statut de mandataire social.

Tableau 3

▶ TABLEAU SUR LES JETONS DE PRÉSENCE ET LES AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS

Mandataires sociaux non dirigeants (en milliers d'euros)	Montants versés au cours de l'exercice 2013	Montants versés au cours de l'exercice 2014
JEAN-PIERRE BIZZARI		
Jetons de présence	9,5	12,5
Autres rémunérations	Néant	Néant
JEAN-LUC BÉLINGARD ⁽¹⁾		
Jetons de présence	Néant	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant
ARNAUD FAYET		
Jetons de présence	12,5	23
Autres rémunérations	Néant	Néant
BENOÎT HABERT		
Jetons de présence	15,5	21
Autres rémunérations	Néant	Néant
PIERRE-PATRICK HURTELOUP		
Jetons de présence	10	16,5
Autres rémunérations	Néant	Néant
JEAN-FRANÇOIS LABBÉ		
Jetons de présence	8	15,5
Autres rémunérations	Néant	Néant
ALAIN MÉRIEUX		
Jetons de présence	Néant	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant
TSGH (DOMINIQUE TAKIZAWA) ⁽¹⁾		
Jetons de présence	Néant	Néant
Autres rémunérations	Néant	Néant
LAURENCE ZITVOGEL		
Jetons de présence	5,5	12,5
Autres rémunérations	Néant	Néant
TOTAL	61	101

(1) Messieurs Bélingard et Mérieux, la société TSGH et Madame Takizawa ne perçoivent pas de jetons de présence ou autre rémunération au titre du mandat d'administrateur de la Société.

Tableaux 4 et 5 : voir paragraphe 2.2.3 ci-après.

Tableau 6 : actions de performance attribuées à chaque mandataire social :

Néant, la Société n'a attribué aucune action de performance, ni au cours de l'exercice, ni au cours d'aucun exercice passé.

Tableau 7 : actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque mandataire social :

Néant (voir commentaire ci-dessus).

Tableaux 8 et 9 : voir paragraphe 2.2.3 ci-après.

Tableau 10

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Philippe Archinard , Président-Directeur général Dates de mandat : 2004 - 2014		X		X		X		X

À la connaissance de la Société :

- aucun administrateur ne bénéficie d'un engagement de la Société ou de l'une de ses filiales correspondant à des éléments de rémunération, indemnités ou avantages quelconques dus ou susceptibles d'être dus à raison de la

prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci ;

- aucun administrateur n'a reçu de rémunération de la société TSGH, qui contrôle directement Transgene au cours de l'exercice.

2.2.2 Montant total des provisions pour retraites

Les provisions pour retraite constituée par la Société au profit des mandataires sociaux s'élevaient au 31 décembre 2014 à 23,1 milliers d'euros pour Philippe Archinard et 24 milliers d'euros pour Christophe Ancel.

2.2.3 Stock-options

2.2.3.1 Historique des plans d'options

Quatre plans d'options de souscription d'actions sont en cours à la date du présent document de référence sur autorisation de l'assemblée générale des actionnaires, respectivement en 2004, 2006, 2008 et 2010 et mis en œuvre par le Conseil d'administration. La situation de ces plans au 31 décembre 2014 est présentée de manière synthétique dans le tableau ci-après.

90 000 options ont été attribuées en 2012 et aucune option n'a été attribuée en 2013 ni en 2014. Conformément à la réglementation, les droits des détenteurs d'options ont été ajustés, en nombre d'options et en prix d'exercice, à la suite de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires réalisée en mars 2014, conduisant à une attribution globale de 28 802 options donnant droit au même nombre d'actions nouvelles.

	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
	09/06/2004	09/06/2006	09/06/2008	17/06/2010
	09/02/2005	06/12/2006	16/12/2008	07/12/2010
	18/05/2005	04/10/2007	09/12/2009	13/12/2012
Date d'assemblée	01/01/2006	19/12/2007	07/12/2010	
Date du Conseil d'administration	06/12/2006	16/12/2008		
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	300 000	450 000	250 000	400 000
Dont nombre pouvant être souscrites par				
• les mandataires sociaux :				
Philippe Archinard, Président- Directeur général	123 744	72 186	36 093	Néant
Christophe Ancel Pharmacien responsable, Directeur général délégué (depuis janvier 2014*)	Néant	2 566	2 064	5 125
• les dix premiers attributaires salariés :	126 000	113 000	60 500	153 000
Point de départ d'exercice des options		2010	2012	
	2009	2011	2013	2015
	2010	2012	2015	2017
Date d'expiration	2015	2016	2018	
	2016	2017	2019	2020
		2018	2020	2022
	6,38	10,78	11,09	
Prix de souscription (euros) (égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant la date d'attribution, sans décote), ajusté postérieurement aux augmentations de capital avec maintien du DPS de 2010 et de 2014	7,12	16,23	17,26	
	7,38	15,14	14,31	14,31
	10,78	11,09		7,92
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)	Néant	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions souscrites en 2014	15 387	24 220	0	0
Nombre cumulé d'options annulées ou caduques	12 000	43 898	84 013	25 625
Dont : options attribuées et annulées	12 000	43 898	84 013	25 625
Nombre d'options attribuées restantes en fin d'exercice	162 671	478 019*	245 541	301 866

* Attributions antérieures à la nomination en tant que mandataire social.

En application de l'article L. 225-185 al.4 du Code du commerce, le Conseil a fixé à 10 % la quantité d'actions issues de levées des options attribuées à compter de décembre 2007 que le mandataire social sera tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou levées par ceux-ci au cours de l'exercice 2014 : NÉANT





► **OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHATS D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE**

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options	Valorisation (en euros par option)	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en euros)	Période d'exercice
Philippe Archinard	-	-	-	Néant	-	-
Christophe Ancel	-	-	-	Néant	-	-
TOTAL	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

► **OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHATS D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL**

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Philippe Archinard	-	Néant	-
Christophe Ancel	-	Néant	-
TOTAL	N/A	N/A	N/A

Information globale sur les options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers au cours de l'exercice 2014 : Néant

Options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées ou levées	Prix moyen pondéré (en euros)	N° du plan
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux 10 salariés non mandataires sociaux de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	Néant	-	-
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, et dont le nombre d'options ainsi souscrites est le plus élevé	2 112	6,38 €	3

Information individuelle sur les options consenties par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés non mandataires sociaux de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le

plus élevé et nombre d'actions souscrites par les dix personnes ayant souscrit le plus d'actions durant l'exercice : il n'y a pas eu d'attribution d'options en 2014 et deux salariés non mandataires sociaux ont exercé respectivement 564 et 1548 options pour un prix unitaire d'exercice de 6,38 euros au cours de l'exercice.

2.2.4 Attributions gratuites d'actions

Deux plans d'attributions gratuites d'actions ont été autorisés à la date du présent document de référence par l'assemblée générale des actionnaires, en 2008 et en 2010, et mis en œuvre par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a décidé de réserver les attributions gratuites aux salariés et d'en exclure les membres du Comité de direction, les dirigeants et les mandataires sociaux. Il a ainsi procédé à une première attribution généralisée réservée à l'ensemble du personnel en contrat à durée indéterminée au 16 décembre 2008. Deux catégories d'attributaires et deux niveaux d'attribution ont été déterminés : 108 cadres ont reçu 450 actions chacun et 84 non cadres en ont reçu 300 chacun. Les actions concernées sont des actions à émettre. En décembre 2009, le Conseil

d'administration a procédé à une attribution complémentaire de 11 100 actions à 30 salariés qui remplissaient la condition d'être titulaires d'un contrat à durée indéterminée à la date d'attribution.

Le 7 décembre 2010, le Conseil d'administration a décidé de procéder à une nouvelle attribution généralisée selon les mêmes règles qu'en 2008 : ensemble du personnel en contrat à durée indéterminée au 7 décembre 2010 (excluant les membres du Comité de direction, les dirigeants et les mandataires sociaux), à raison de 450 actions gratuites pour les cadres (126 personnes) et 350 pour les non cadres (99 personnes). Il n'a été attribué aucune action gratuite en 2011.

En décembre 2012, le Conseil a procédé à une nouvelle attribution gratuite d'actions selon les mêmes principes que précédemment : ensemble du personnel de la Société en contrat à durée indéterminée au 13 décembre 2012 (excluant les membres du Comité de direction, les dirigeants et les

mandataires sociaux), à raison de 200 actions gratuites pour les cadres (154 personnes) et 130 actions gratuites pour les non cadres (104 personnes).

Il n'a été attribué aucune action gratuite en 2013, ni en 2014.

La situation de ces plans à fin 2012 est présentée de manière synthétique dans le tableau ci-après :

	Plan n° 1	Plan n° 2
Date d'assemblée	09/06/2008	17/06/2010
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	100 000	120 000
Dont attributions consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution aux mandataires sociaux	Néant	Néant
Dont attributions consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution, aux dix salariés non mandataires sociaux de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé.	-	2 000
	16/12/2008	
	09/12/2009	07/12/2010
	07/12/2010	13/12/2012
	73 800	
Date du Conseil d'administration	11 100	74 900
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	15 100	44 320
	Néant	Néant
	15/12/2012	
Dont : nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux et membres du Comité de direction	08/12/2013	06/12/2014
	06/12/2014	12/12/2016
Date d'attribution définitive et date d'expiration du délai de conservation (les deux périodes étant confondues)	12,10 €	
	19,67 €	14,37 €
Valeur de l'action au jour de l'attribution (cours d'ouverture au jour de l'attribution)	14,37 €	8,36 €



▶ 2.3 RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

La Société se conforme en matière de gouvernement d'entreprise aux recommandations formulées dans le Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de MiddleNext de décembre 2009.

Le présent paragraphe reprend intégralement le rapport du Président prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Rapport du Président prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce

La Société se conforme en matière de gouvernement d'entreprise aux recommandations formulées dans le Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de MiddleNext de décembre 2009 (« Code MiddleNext »). Le code MiddleNext peut être consulté sur le site internet de MiddleNext.

Le présent rapport a été préparé par la Direction Générale et présenté au Comité d'audit, avant approbation par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 24 mars 2015. Sauf indication contraire, le périmètre qu'il couvre comporte uniquement la société Transgene SA (ci-après « la Société »).

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Composition du Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé actuellement de dix membres, dont neuf personnes physiques et la société TSGH, actionnaire majoritaire. Deux femmes participent au Conseil : Madame Dominique Takizawa, en tant que représentante permanente, de la société TSGH et Madame Laurence Zitzvogel, administratrice indépendante.

La situation du Conseil au regard de la loi n° 2011-103 du 28 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle est conforme aux obligations. Le Conseil d'administration a adopté le principe de la présentation de candidatures féminines au fur et à mesure de l'arrivée à terme des mandats d'administrateurs actuels.

La durée des mandats d'administrateurs est de trois ans. Les administrateurs indépendants, qui sont seuls à percevoir des jetons de présence, doivent détenir un nombre d'actions correspondant à l'investissement d'une demi-année de jetons de présence. Le tableau ci-après indique le nombre d'actions ou de titres donnant à terme droit à des actions (options de souscription) détenus par chaque administrateur personne physique :

Administrateur	Nombre d'actions détenues	Nombre d'options
Philippe Archinard	6 500	232 020
Jean-Luc Bélingard	0	Néant
Jean-Pierre Bizzari ⁽¹⁾	5 000	Néant
Arnaud Fayet ⁽¹⁾⁽²⁾	5 501	Néant
Benoît Habert ⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾	74 403	Néant
Pierre-Patrick Hurteloup ⁽¹⁾⁽⁵⁾	350	Néant
Jean-François Labbé ⁽¹⁾	400	Néant
Alain Mérieux*	100*	Néant
Laurence Zitvogel ⁽¹⁾	469	Néant

* Hors 19 987 011 actions détenues par TSGH, filiale à 98,66 % d'Institut Mérieux, elle-même détenue à 100 % par Compagnie Mérieux Alliance, contrôlée par la famille de M. Mérieux.

(1) Administrateur indépendant.

(2) Président du Comité d'audit.

(3) Président du Comité des rémunérations.

(4) Membre du Comité d'audit.

(5) Membre du Comité des rémunérations.

En sa composition actuelle, le Conseil d'administration compte six administrateurs indépendants selon les critères de définition de l'indépendance en conformité avec la recommandation R8 du Code MiddleNext.

La liste complète des administrateurs, des dates et expirations de leurs mandats, figure section 2.1 du document de référence de la Société.

Il n'y a pas d'administrateur élu par les salariés au Conseil d'administration. Deux salariés, dont l'un représentant le collège des cadres, représentent le comité d'entreprise et assistent aux réunions du Conseil d'administration.

Outre les Commissaires aux comptes qui participent à la plupart des réunions du Conseil (et ont participé à toutes les réunions du Conseil en 2014), les représentants du comité d'entreprise sont également présents aux réunions, le Directeur financier ainsi que le Secrétaire Général qui assure le secrétariat du Conseil. Les administrateurs scientifiques et médecins participent ponctuellement à des réunions scientifiques ou médicales *ad hoc* avec les scientifiques et les équipes médicales, cliniques et réglementaires de la Société pour discuter de certaines problématiques liées aux produits en développement.

Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni dix fois en 2014, avec une moyenne de présence des administrateurs de 93 %. A chacune de ses réunions, le Conseil est informé de manière détaillée sur la marche de la Société, en termes d'évolution de son activité, de déroulement de ses projets de recherche, de ses programmes cliniques et de sa situation financière. Outre l'exercice de ses attributions légales en matière d'arrêté des comptes annuels et semestriels et de préparation et de convocation des

assemblées générales d'actionnaires, le Conseil a délibéré sur les questions stratégiques de la Société. Le Conseil s'est également appuyé sur deux comités *ad hoc*, intégrant chacun des administrateurs et des personnalités extérieures : un comité de financement, comportant les membres du Comité d'audit, qui a particulièrement étudié la stratégie financière de la Société. Le Conseil entend régulièrement les comités d'audit et des rémunérations et délibère sur les recommandations que ceux-ci formulent. Les fonctions de présidence du Conseil et de direction générale de la Société sont exercées par la même personne, le Conseil ayant déterminé que cette modalité répondait mieux à la taille de la Société et au stade de développement de ses projets.

En conformité avec les recommandations R6 et R7 du Code MiddleNext le Conseil d'administration s'est doté d'un règlement intérieur (disponible sur le site internet de la Société : www.transgene.fr). Une charte de déontologie boursière, suivant les recommandations du Guide MiddleNext 'Gestion de l'information privilégiée et prévention des manquements d'initiés' a été adoptée par le Conseil et mise en ligne sur le site intranet de la Société à l'intention de tous les collaborateurs.

En 2014, la Société s'est également conformée à la recommandation R15 du Code MiddleNext portant sur l'évaluation annuelle par les membres du conseil du fonctionnement de celui-ci et de la préparation de ses travaux. Le Conseil d'administration a par ailleurs procédé à la revue des points de vigilance selon le Code MiddleNext.

Comités

Le Conseil d'administration est assisté de deux comités :

- **Le Comité d'audit**, composé de trois administrateurs dont deux indépendants. Le Directeur Financier est appelé





GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne et rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président

à chaque réunion à présenter l'information financière de la Société et à répondre aux questions du comité. Les commissaires aux comptes participent à toutes les réunions du comité. Le comité est chargé de préparer les travaux du Conseil d'administration sur les questions financières et comptables et de le conseiller, notamment pour ce qui concerne les états financiers, leur audit et leur conformité aux normes comptables, le choix, les modalités de renouvellement et les honoraires des commissaires aux comptes, le contrôle interne et les modalités de certains investissements. Il valide le plan d'audit interne et en assure le suivi. En outre, le Comité d'audit supervise la politique de placement de la trésorerie. Le Comité d'audit s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice 2014 avec au moins deux membres présents à chacune des séances. Le fonctionnement du Comité d'audit est régi par une charte revue et adaptée en tant que de besoin aux évolutions des bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise. En 2014 le comité a régulièrement rendu compte de ses travaux et recommandations au Conseil d'administration après chacune de ses réunions ;

- **le Comité des rémunérations**, composé de deux administrateurs indépendants. Le comité revoit les propositions de rémunération (salaires et primes, propositions d'attributions d'options de souscription) pour les cadres dirigeants et les personnes clés de la Société. Il revoit également la politique globale de rémunération mise en œuvre dans la Société au regard de la mise en place de plans d'options de souscription d'actions et de plans d'attributions gratuites d'actions. Il se réunit et délibère éventuellement en conférence téléphonique en tant que de besoin et s'est ainsi réuni une fois en 2014, en présence de tous ses membres (présence physique ou téléphonique). En 2013, le Comité des rémunérations a mené plus particulièrement l'évaluation d'une méthode alternative aux options de souscription d'actions pour associer le management de la Société à l'évolution de sa valorisation. Il a ainsi soumis au conseil un plan de bonus à échéance de trois à cinq ans, calculés sur la progression de la valorisation boursière de la Société. Ce plan a la qualité d'aligner les intérêts des managers et des actionnaires et ne crée pas de dilution. Le plan est mis en œuvre, après adoption par le conseil, au 1^{er} janvier 2014.

Restrictions aux pouvoirs du Directeur général

Il n'est pas apporté de limites particulières aux pouvoirs du Directeur général, à l'exception des points suivants qui imposent au Directeur général de saisir le Conseil concernant :

- l'approbation du plan stratégique de la Société et de ses filiales ;
- l'approbation du budget annuel et, trimestriellement, de sa mise en œuvre et le cas échéant de sa révision ;
- l'autorisation de procéder à toute opération stratégique (acquisition, cession, aliénation d'actifs de la Société, échange, transaction, constitution de sûretés, financement quelles qu'en soient ses modalités, etc.) non prévue dans le plan stratégique ou dans le budget et dont l'incidence sur la consommation de trésorerie par rapport à la consommation de trésorerie prévisionnelle excède individuellement 5 %.

Participation des actionnaires à l'assemblée générale

La Société n'a pas prévu de modalités particulières de participation aux assemblées générales, les statuts se référant aux dispositions légales du Code de commerce en la matière.

Informations relatives à la structure du capital et aux éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique

Ces informations sont présentées et développées dans le rapport de gestion du Conseil et au chapitre 5 du document de référence de la Société.

Rémunérations des mandataires sociaux

Dans le présent rapport, il est fait distinction entre la rémunération des administrateurs non dirigeants sociaux et les dirigeants sociaux (Président-Directeur général et Directeur général Délégué) (voir chapitre 2.2 du document de référence pour le détail des rémunérations versées en 2014).

Administrateurs non dirigeants sociaux : seuls les administrateurs indépendants perçoivent des jetons de présence. Ceux-ci consistent en un montant forfaitaire annuel fixe de 5 000 €, auquel s'ajoute un montant lié à la participation effective de l'administrateur à la réunion du Conseil de 1 500 € par réunion (conformément à la recommandation R14 du Code MiddleNext). Les rémunérations additionnelles des membres du Comité d'audit et du Comité des rémunérations sont respectivement de 1 500 € et 1 000 € par réunion du comité. Aucune autre forme de rémunération, y compris différée tels qu'attributions d'actions, bons de souscription ou options d'achat ou de souscription d'actions, n'est versée par la Société à ses administrateurs.

Les montants bruts de jetons de présence versés au cours des deux exercices écoulés aux administrateurs en exercice au 31 décembre 2014 figurent au chapitre 2.2 du document de référence de la Société.

Dirigeants sociaux : le Président-Directeur général n'a pas de contrat de travail avec la Société. Il perçoit une rémunération de la Société au titre de ses fonctions. En 2014, cette rémunération est la même qu'en 2013. Le Président-Directeur général perçoit par ailleurs une rémunération de la Société Institut Mérieux au titre de ses fonctions de Directeur du Pôle d'Immunothérapie au sein de cette société, dont une partie est refacturée à la Société au titre d'une convention réglementée dite de 'management fees' entre Institut Mérieux et la Société.

Le Pharmacien responsable, nommé Directeur général Délégué en application des dispositions du Code de la santé publique, est titulaire d'un contrat de travail en tant que Directeur de l'Assurance Qualité. Le Conseil considère que le maintien de ce contrat de travail est justifié dans ce cas particulier, le mandat social du pharmacien responsable étant une obligation réglementaire. Le Pharmacien Responsable perçoit un salaire au titre de son contrat de travail et aucune rémunération comté de direction (Codir) et est entièrement individualisée en fonction de la performance personnelle au regard des objectifs annuels fixés à chaque directeur. Les salaires et primes des membres du Codir sont déterminés sur proposition du Président-Directeur

général et soumises à la revue du Comité des rémunérations, qui avalise également les propositions de rémunération différée sous forme d'attribution d'options de souscription le cas échéant. Il n'y a pas eu d'attribution d'options ou d'actions gratuites en 2013 et en 2014.

Le Conseil considère que les modalités de fixation des rémunérations de ses deux mandataires sociaux sont conformes aux principes définis dans la recommandation R2 du Code de gouvernement d'entreprise MiddleNext. Pour les plans d'options déjà attribués, le Conseil a décidé de ne pas soumettre l'exercice des options accordées aux mandataires

sociaux à des conditions de performance à satisfaire sur plusieurs années. L'analyse par le Comité des rémunérations, suivie par le Conseil, a conclu en effet à l'inadaptation de cette règle à la Société, dont l'évolution, en l'absence de revenus récurrents générés par son activité, reste soumise à un risque technologique élevé, dont l'aléa est déjà pris en compte par la durée d'indisponibilité des options qui a été portée de quatre à cinq ans par le Conseil dans sa réunion du 7 décembre 2010 pour les attributions à compter de cette date. Cette période de cinq ans après l'attribution, est un horizon de moyen terme, en lui-même suffisant pour représenter une incitation à la performance collective à long terme.

Procédures de contrôle interne

La Société a mis en place un ensemble de procédures de fonctionnement, notamment en ce qui concerne l'engagement de moyens financiers et humains, contribuant ainsi à créer un environnement de contrôle. Au fur et à mesure de son évolution, la Société fait évoluer ses objectifs et méthodes de contrôle, en particulier en vue de la maîtrise de sa principale ressource financière, sa trésorerie, de ses principaux risques d'exécution liés à la gestion de ses projets et de ses partenariats stratégiques, ainsi que, d'une manière plus générale, à la maîtrise de sa conformité aux exigences réglementaires en tant que société biopharmaceutique et en tant que société cotée.

Objectif et définition du contrôle interne

Le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ; et
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale, le contrôle interne de la Société contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources. En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que s'est fixés la Société, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités. À ce titre, la Société a mis en place un contrôle renforcé sur les éléments essentiels au regard de ses risques principaux : le risque de liquidité et la préservation de sa trésorerie, le risque d'exécution de son plan de développement clinique à travers une gestion de projets renforcée et le risque de qualité à travers une organisation de l'assurance -qualité. Toutefois, le contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs de la Société seront atteints.

Transgene adopte le cadre de référence de contrôle interne fourni par l'AMF pour les valeurs moyennes et petites.

Environnement de contrôle

Les acteurs et contributeurs du contrôle interne à Transgene

Conseil d'administration et ses comités

La première partie du présent rapport décrit les conditions dans lesquelles le Conseil d'administration concourt à l'optimisation des opérations de la Société. Le Comité d'audit supervise le processus de contrôle interne, notamment pour la validation du plan d'action de contrôle interne et pour la communication financière de la Société. À ce titre, il prend connaissance, avant chaque publication semestrielle et annuelle, des comptes du Groupe et des commentaires qui les accompagnent. Les administrateurs indépendants médecins (les Drs Bizzari, Hurteloup et Zitvogel) contribuent lors de réunions spécifiques au suivi de la politique de développement clinique de la Société. Et ont un rôle de conseil auprès de la direction et des Affaires médicales et réglementaires de la Société.

Comité de direction (Codir)

Le Codir, qui avait fait l'objet d'une réorganisation début 2013 avec une réduction du nombre de membres et l'intégration des missions précédemment dévolues à un comité de management des projets, intègre de nouvelles fonctions depuis octobre 2014 et comporte désormais trois membres issus de la filiale américaine Transgene, Inc.. Animé par le Président-Directeur général, il réunit chaque mois les huit membres représentant chacune des directions de l'entreprise. Outre les missions en liaison avec la gestion des projets, il fait le point sur la marche de la Société, veille, dans tous les aspects de la gestion, au respect du plan de marche et des objectifs assignés par le Conseil d'administration et débat de toutes les questions d'organisation et de stratégie opérationnelle portées à l'ordre du jour par ses membres. Il suit régulièrement les engagements financiers et contractuels. Le Codir procède deux fois par an à des revues de direction-qualité.

L'organisation « projets »

L'organisation de Transgene s'articule autour de directions fonctionnelles dont la coordination est assurée par une forte dimension « projets ». Les axes de recherche appliquée, produits





GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne et rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président

en développement et contrats de sous-traitance sont gérés par projet, doté d'un chef de projet et d'un reporting. Le chef de projet est chargé de coordonner, d'animer et d'optimiser les différentes tâches transverses nécessaires à la réussite du projet. Il établit un plan de développement, un calendrier et émet un reporting mensuel des jalons atteints et des alertes. Chaque projet fait l'objet d'une allocation des ressources et d'un suivi du temps passé à travers les relevés de temps informatisés remplis par tous les chercheurs et techniciens de la Société. Au sein de la direction du Project Management, la fonction « Planification Stratégique et Contrôle des Projets » est chargée d'apporter Une revue régulière des projets est organisée afin de définir les priorités du portefeuille en adéquation avec la stratégie de l'entreprise et ses ressources et contraintes.

La Société dispose d'application informatique de gestion de projet, collaborative et partagée par tous les métiers, dont les principales fonctions sont :

- la gestion consolidée du portefeuille de projets ;
- la planification détaillée des projets et ressources ;
- le suivi de l'avancement des tâches et des temps passés.

Direction Financière

La Direction Financière, sous l'autorité du Directeur général Adjoint, a pour mission d'apporter un support aux directions opérationnelles dans leur fonctionnement administratif et budgétaire, de fournir à la Direction Générale les analyses de gestion permettant un pilotage financier efficace et d'assurer la conformité aux réglementations comptables et financières, notamment dans le contexte d'une société cotée. Au sein de cette direction, le responsable administratif et financier est chargé de la mise en place et de l'amélioration des procédures comptables et financières ainsi que du suivi du plan d'action défini à la suite de l'audit annuel.

Secrétariat Général

Le Secrétaire Général veille à la sécurité juridique des activités de la Société, s'assure du respect des lois et règlements en vigueur et assume la fonction de contrôle interne et de management des risques.

L'environnement de contrôle de l'industrie pharmaceutique

La recherche et le développement, les tests précliniques, les essais cliniques, les locaux et leur équipement, la fabrication et la commercialisation des produits thérapeutiques, sont soumis à une réglementation très complète élaborée par de nombreuses autorités gouvernementales en France, en Europe, aux États-Unis, ou dans d'autres pays. L'Agence des Médicaments Européenne (EMA), l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM), la *Food and Drug Administration* (FDA) aux États-Unis et d'autres imposent le respect de conditions rigoureuses pour la fabrication, le développement et la commercialisation des produits comme ceux que Transgene développe. Les établissements pharmaceutiques font l'objet d'inspections régulières conduites par ces organismes, permettant d'identifier des écarts et les corrections appropriées.

À cet environnement de contrôle rigoureux doit répondre une organisation de contrôle interne à même de s'assurer du respect des normes. À cet effet, la Société s'est dotée :

- d'une Direction Qualité (Unité Qualité) dont l'objectif est de satisfaire aux exigences réglementaires de qualité et de

sécurité de produits pharmaceutiques à usages humain. Cette Unité Qualité regroupe :

- la Qualité Système et Compliance en charge de la gestion du système documentaire qualité, des audits qualité internes et externes, des audits cliniques de l'assurance qualité fournisseur, des formations qualité, de la validation des systèmes informatisés et du maintien de la mise en conformité de l'entreprise selon les standards pharmaceutiques. Cette entité est également en charge de gérer les inspections réglementaires et les audits partenaires ainsi que leurs suivis,
- le Contrôle Qualité en charge du contrôle sur les matières entrantes, les produits intermédiaires et finis. Cette entité assure également le suivi du contrôle environnemental des zones de produits et des utilités. Cette entité prend également en charge les études de stabilités qui permettent à terme de fixer des dates de péremption des produits fabriqués,
- la Qualité Opérationnelle en charge de la revue des données de production et de contrôle dans le but de réaliser la certification des lots fabriqués avant que le promoteur ne les libère pour les utiliser en étude clinique,
- la Qualification/Validation en charge de la qualification des locaux et des équipements, de la validation des procédés et de l'assurance de la stérilité ;
- de responsables, au sein de la Direction des Affaires Médicales, de la pharmacovigilance et de la qualité des opérations cliniques qui conduisent des audits de la documentation et de l'application des procédures dans le domaine des études cliniques. Transgene se conforme aux prescriptions décrites par les Bonnes Pratiques Cliniques de l'*International Conference on Harmonisation* ou aux réglementations nationales, si ces dernières sont plus strictes ;
- d'une équipe Toxicologie et Assurance-Qualité Recherche et Développement rattachée à la Direction de la Recherche intégrant la démarche « Qualité » en amont du développement d'un produit ;
- d'une Assurance Qualité Fournisseurs, en collaboration avec le service Achats, avec le renforcement du processus d'évaluation et de certification des fournisseurs critiques et stratégiques.

L'environnement de contrôle au sein du groupe Institut Mérieux

Les sociétés membres du groupe Institut Mérieux participent, depuis fin 2010, à un programme global d'audit interne piloté par l'Institut Mérieux. Chaque société du groupe analyse ses risques et valide son propre programme d'audit. L'audit proprement dit est réalisé par une équipe transverse d'auditeurs internes, en provenance des sociétés du groupe et spécialement formés aux techniques d'audit interne. Un audit interne a été réalisé au sein de Transgene en fin 2012 ; un plan d'actions établi à l'issue de cet audit, placé sous la responsabilité du Contrôleur Financier, a été mené à terme et toutes les actions réalisées en 2013.

Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Des procédures sont établies et diffusées dans la Société pour assurer que les principaux risques sont gérés en interne conformément aux politiques et aux objectifs fixés par la direction.

Détermination des risques et processus prioritaires

Procédure de gestion des risques

La Société identifie les principaux facteurs de risques susceptibles d'affecter significativement son activité et ses perspectives et décrit ceux-ci section 1.5 de son document de référence. Elle réalise ainsi une revue dont elle a décidé de formaliser le processus en recensant les risques et les procédures à mettre en place pour leur gestion et en présentant le résultat de cette revue régulièrement au Comité d'audit.

Transgene considère certains risques opérationnels et financiers comme significatifs, soit par leur probabilité d'occurrence, soit par leur impact sur la Société. Ils font l'objet des procédures suivantes :

Protection de l'intégrité des données scientifiques, médicales et informatiques stratégiques ; protection du matériel biologique stratégique

La sauvegarde des données stratégiques de la Société est assurée principalement par des procédures d'archivages, de duplication et de stockage séparés. En 2013, la Société a procédé à l'externalisation complète de ces stockages en contractualisant avec un opérateur spécialisé l'accès à une infrastructure privée qui présente un niveau de protection des données plus élevé que celui de la Société pouvait mettre en place avec ses propres serveurs (risque d'obsolescence du matériel et protection des locaux). La Société a toutefois conservé un équipement permettant une sauvegarde locale des données les plus critiques.

Préservation de la trésorerie

La trésorerie constitue le principal actif financier de la Société. Les contrôles mis en place visent à s'assurer de la bonne utilisation et de la sécurité des fonds placés, notamment :

- établissement d'un budget détaillé par section et contrôle budgétaire trimestriel ;
- établissement d'une situation de trésorerie ;
- définition et suivi de la politique de placement par le Comité d'audit.

La trésorerie de la Société est actuellement placée dans des fonds communs de placement, directement ou au sein du pool de trésorerie du groupe Institut Mérieux. Ce pool de trésorerie est placé sous la supervision d'un comité des trésoriers (pour Transgene : le Directeur Financier) du groupe qui se réunit une fois par mois pour examiner la situation des participants (prêteurs/emprunteurs), les rendements et les décisions de placement. Le Comité d'audit fait un point sur la situation de trésorerie lors de chacune de ses réunions.

Fiabilité des informations financières et comptables

Pour assurer la qualité et la fiabilité des informations financières et comptables qu'elle produit, la Société s'appuie d'une part sur un cadre de référence de principes et normes comptables et d'autre part sur un système de reporting de gestion analysant les données comptables suivant les axes suivants : centres de coût, natures de charges et de revenus, projet.

Politique d'assurance

Afin d'externaliser une partie de la charge financière des risques opérationnels, la Société a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garanties qu'elle estime compatibles avec ses

impératifs de consommation de trésorerie. Le programme d'assurances est présenté annuellement au Comité d'audit.

Gestion des relations avec les partenaires stratégiques

La Société est amenée à conclure des partenariats de licence et développement pour les dernières étapes de mise au point de ses produits et leur commercialisation. Afin de maintenir le meilleur niveau de collaboration avec les partenaires et d'assurer ainsi un développement optimal du produit, un chef de projet dédié s'assure du bon déroulement du programme, sous la supervision d'un comité de suivi qui se réunit mensuellement. Par ailleurs, les partenariats stratégiques bénéficient d'une gouvernance particulière, généralement sous la forme d'un comité de pilotage conjoint, qui se réunit régulièrement ou de manière ad hoc pour prendre les décisions clés (nouvelles orientations, nouveaux engagements, gestion des divergences, etc.) tout au long de la vie de l'accord.

Démarche d'évolution concernant l'évaluation du contrôle interne

La Société a engagé depuis plusieurs années une démarche de formalisation sous forme de procédures écrites de ses pratiques en matière de contrôle interne. La rédaction d'un manuel de procédures de contrôle interne est en cours.

Le plan d'amélioration du contrôle interne, basé en partie sur l'audit du groupe est suivi par le Contrôleur Financier et présenté au Comité d'audit chaque année. En particulier, l'objectif pour 2015 consistera à étendre l'audit de procédures et le contrôle interne aux filiales Transgene, Inc et Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd qui, en raison de leurs effectifs restreints et de l'absence de matérialité des coûts concernés n'étaient pas compris dans le périmètre de ces contrôles.

La dématérialisation progressive des flux de tâches notamment liés aux achats et aux règlements des factures a permis d'étendre le champ d'application des procédures et du contrôle interne au sein de la Société.

Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information comptable et financière

La Société établit des comptes consolidés annuels aux normes IAS /IFRS , ainsi que des comptes individuels de Transgene SA. La Société prépare des comptes consolidés semestriels en normes IAS /IFRS qui font l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes. Le processus de consolidation ne présente pas de complexité particulière, dans la mesure où le périmètre de consolidation comprend, en 2014, Transgene S.A, sa filiale à 100 %, Transgene, Inc., dont l'activité est la représentation de Transgene SA auprès des autorités de santé américaine (7 salariés à fin 2014) et une filiale à 100 % située à Shanghai, Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd qui héberge des collaborations de recherche académique menées par Transgene sur le territoire chinois (5 salariés à fin 2014). Les participations de la Société au capital des sociétés ElsaLys Biotech SAS (France), Platine Pharma Services SAS (France) et Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. (Chine) sont mises en équivalence.

Les documents de référence déposés annuellement auprès de l'Autorité des marchés financiers sont élaborés conjointement par la direction financière et la Secrétaire Générale. Ils font l'objet d'une revue par les conseils juridiques et les auditeurs du Groupe, sous la responsabilité du Président-Directeur général.





GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne
et rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président

La clôture des comptes est effectuée grâce au système d'information financier opérationnel (« ERP »). Cet ERP assure la gestion des achats et approvisionnements, des magasins, de la comptabilité générale et analytique, ainsi que le reporting budgétaire. Il permet une séparation des tâches grâce à des profils utilisateurs individuels, ainsi que l'unicité des informations. Des procédures de validation hiérarchique informatisée des achats, des ordres de mission et des notes de frais sont en place.

L'ERP permet l'intégration et la traçabilité des écritures de retraitement en normes IAS /IFRS , ce qui limite le risque d'erreur.

Une liste des tâches et contrôles à effectuer à chaque clôture par les services comptables permet de s'assurer du bon déroulement des opérations de clôture.

Un reporting trimestriel est préparé par la direction financière et présenté au Codir. Il se compose de différents états de suivi

financier et opérationnel de l'activité de la Société, et présente notamment une analyse quantitative et qualitative entre les données comptables réelles et budgétaires.

Le processus budgétaire est élaboré et coordonné durant le 4^e trimestre par la direction financière, en étroite collaboration avec les chefs de projets et les responsables opérationnels. Un contrôleur de gestion est intégralement dédié à la collecte et au suivi de l'information financière relative aux projets.

Le processus budgétaire s'appuie d'une part, sur la validation des priorités des projets suite à la revue annuelle du portefeuille et d'autre part, sur l'application informatique de gestion de projet qui permet de garantir l'adéquation des ressources financières et humaines avec les besoins et planning des projets. Le budget est présenté pour validation par le Codir, qui le soumet ensuite au Conseil d'administration, après revue par le Comité d'audit. Le budget est ajusté semestriellement et un ré-estimé est présenté au Conseil d'administration durant le 3^e trimestre.

▶ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DU COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ TRANSGENE SA

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Transgene SA et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225 37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Lyon, le 27 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

DIAGNOSTIC RÉVISION CONSEIL

Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres

Marc-André Audisio



INFORMATIONS EN MATIÈRE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE

3.1	NOTE MÉTHODOLOGIQUE	64
3.2	INFORMATIONS SOCIALES	66
3.2.1	Responsabilité sociale	66
3.3	INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES	70
3.3.1	Environnement	70
3.3.2	Responsabilité environnementale	70
3.4	INFORMATIONS SOCIÉTALES : INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	73
3.4.1	Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	73
3.4.2	Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la Société, notamment associations d'insertion, établissements d'enseignement, associations de défense de l'environnement, associations de consommateurs et les populations riveraines	73
3.4.3	Sous-traitance et fournisseurs	74
3.4.4	Loyauté des pratiques	74
3.5	RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT	75





▶ 3.1 NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Sauf indication contraire, les éléments communiqués ci-après concernent la Société (Transgene SA) située en France, où l'activité est principalement exercée dans deux établissements situés à Illkirch-Graffenstaden et Lyon. Ses deux filiales détenues à 100 % ont des activités de bureau de représentation (Transgene, Inc. basée aux États-Unis qui employait 7 salariés

à fin 2014) ou de collaborations de recherche académique (Transgene Biopharmaceuticals Technology (Shanghai) Co. Ltd. basée en Chine et qui emploie 5 salariés) et n'ont aucune activité commerciale. Les données chiffrées sont données pour les exercices 2012, 2013 et 2014.

Précisions et limites méthodologiques

Les méthodologies de reporting des indicateurs sociaux, environnementaux et sécurité sont susceptibles d'avoir certaines limites inhérentes aux modalités pratiques de collecte et de consolidation de ces informations.

Les définitions et les méthodologies de reporting sont indiquées pour les indicateurs suivants :

Indicateurs Sécurité

Taux de fréquence et de gravité des accidents au travail avec arrêt

Ces indicateurs recouvrent uniquement les activités du Groupe situées en France. Le taux de fréquence des accidents au travail avec arrêt est égal au nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur ou égal à un jour, survenus au cours d'une période de

douze mois, par million d'heures travaillées. Le taux de gravité des accidents du travail est égal au nombre de jours perdus par incapacité temporaire hors accidents du trajet, survenus au cours d'une période de douze mois, par millier d'heures travaillées. Les accidents de trajet domicile-lieu de travail sont exclus du calcul de ces indicateurs.

Indicateurs Environnement

Les indicateurs sur les consommations d'électricité, de gaz et d'eau recouvrent uniquement les activités du Groupe situées dans les deux bâtiments (TUP et TUR) de son établissement d'Illkirch-Graffenstaden (France).

Indicateurs Sociaux

Effectifs totaux

Cet indicateur recouvre l'ensemble des activités du Groupe. Sont considérés comme faisant partie des effectifs totaux les salariés avec un contrat de travail (CDI ou CDD) avec le groupe Transgene au dernier jour calendaire de l'année 2014.

Embauches & Départs

Ces indicateurs recouvrent uniquement les activités du Groupe situées en France.

Les CDD sont inclus dans le reporting de ces indicateurs. Sont exclus du reporting de la donnée tant pour les embauches que pour les départs : les salariés en contrat de professionnalisation et les conversions de CDD en CDI lorsque la date de fin du contrat précédent correspond à la date de début du contrat suivant.

Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est reporté uniquement sur le périmètre France. Il s'agit du nombre de jours ouvrés d'absence (maladie,

maternité, accidents du travail, congés de paternité et congés sans solde)/nombre de jours ouvrés théoriquement travaillés.

Nombre d'heures travaillées

Ces indicateurs recouvrent uniquement les activités du Groupe situées en France.

Le nombre d'heures travaillées est calculé en prenant comme base pour un employé temps plein 151,67 heures travaillées par mois avec soustraction des heures d'absence et ajout des heures supplémentaires.

Consolidation

Les données sont consolidées sous la responsabilité du Secrétariat général.

▶ 3.2 INFORMATIONS SOCIALES

3.2.1 Responsabilité sociale

3.2.1.1 Emploi

▶ EFFECTIF TOTAL ET RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR SEXE, PAR ÂGE ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31 DÉCEMBRE

Données relatives à la Société et ses deux filiales à 100 %

Zone géographique et répartition par âge	Hommes			Femmes			Total		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014
France	97	93	94	202	194	190	299	287	284
dont : moins de 25 ans	8	5	5	18	13	12	26	18	18
25 à 39 ans	42	41	39	85	83	83	127	124	122
40 à 49 ans	27	27	28	63	50	45	90	77	73
50 ans et plus	20	20	22	36	48	49	56	68	71
États-Unis	-	1	3	2	2	4	2	3	7
dont : moins de 25 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25 à 39 ans	-	-	-	-	-	2	-	-	2
40 à 49 ans	-	1	1	2	-	1	2	3	2
50 ans et plus	-	-	2	-	2	1	-	-	3
Chine	-	-	2	4	4	3	5	5	50
dont : moins de 25 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25 à 39 ans	-	-	2	2	2	1	3	3	3
40 à 49 ans	-	-	-	2	2	2	2	2	2
50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-

▶ EMBAUCHES ET DÉPARTS

(Y compris contrats d'apprentissage, de professionnalisation et CIFRE)

	2012	2013	2014
Embauches	22	18	41
Départs	6	20	44

► RÉMUNÉRATIONS ET ÉVOLUTION

Le tableau ci-dessous présente la répartition des salaires bruts annuels moyens (salaires et primes) hommes/femmes en euros pour 2012, 2013 et 2014 :

Métiers (Groupes de classification -convention collective des entreprises du médicament)		Opérateur/ Employé (2-3)	Assistant/ Technicien Chargé de... (4-5-6)	ARC/Ingénieur SI/Superviseur (6-7)	Chef de projet/ Médecin/ CTM/ Chercheur (7-8)	Senior Manager/ Director/ (8-9)
2012	Hommes	24 549	34 499	46 235	63 984	80 127
	Femmes	28 085	34 145	44 407	59 770	75 683
2013	Hommes	25 666	35 647	47 731	66 758	84 188
	Femmes	29 508	34 904	49 019	59 709	76 533
2014	Hommes	23 111	35 643	49 019	68 994	80 775
	Femmes	29 622	36 411	48 454	61 020	75 593

La masse salariale pour 2014 s'est élevée à 21,6 millions d'euros (21,4 millions d'euros en 2013 ; 20,7 millions d'euros en 2012).

Organisation du travail

Organisation du temps de travail

L'accord d'entreprise en vigueur dans les établissements de la Société situés sur le territoire français prévoit pour les non cadres une réduction de la durée hebdomadaire du travail à 37h40 et l'octroi de 9 jours de réduction du temps de travail et, pour les cadres, des forfaits annuels de 215 jours. En 2003, un accord d'entreprise portant sur l'instauration d'horaires variables pour les non cadres a complété ce dispositif.

Un accord a été signé en décembre 2003, venant compléter l'accord d'entreprise, adossé à la convention collective de l'industrie pharmaceutique, portant sur le traitement des dépassements d'horaires et des heures exceptionnelles effectuées la nuit, le week-end et les jours fériés légaux des salariés non cadres.

Absentéisme

Le taux d'absentéisme s'établit à 5,66 % en 2014 ; il était de 3,70 % en 2013 et de 4,70 % en 2012. La variation entre les taux au titre de 2013 et de 2014 est due à des longues maladies et un nombre plus élevé de congés de maternité en 2014.

Relations sociales

Organisation du dialogue social, notamment procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci

Le dialogue social s'opère, en conformité avec le Code du travail, à travers les instances représentatives du personnel, délégation syndicale, comité d'entreprise et délégués du personnel en fonction des attributions et missions respectives de chaque organe. La structure et la taille de l'entreprise ne nécessitent pas d'organiser des procédures spécifiques d'information et de consultation du personnel et de négociation. Les moyens de visio et téléconférence sont mis à disposition permettant aux représentants du personnel basés à Lyon de participer activement aux réunions des instances se tenant au siège social.

Bilan des accords collectifs

Aucun nouvel accord n'a été conclu en 2014.

Santé et sécurité

Les conditions de santé et de sécurité au travail

La politique de la Société en matière de sécurité et de protection des personnes répond aux objectifs principaux suivants :

- garantir la qualité des produits destinés à être administrés à des patients ;
- assurer la sécurité des personnes intervenant dans la société ; et
- assurer la protection des biens matériels et immatériels de la Société.

Ainsi, par exemple, les laboratoires sont conçus et équipés à la fois pour protéger le produit en cours d'élaboration des contaminations extérieures éventuelles et pour protéger les collaborateurs au cours de leurs interventions à l'exposition accidentelle à des produits à risques.

L'activité de la Société est soumise aux standards pharmaceutiques (Bonnes Pratiques de Laboratoire, de Fabrication et Cliniques) et aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés. À ce titre, elle est soumise à l'agrément de l'autorité administrative délivré sur avis du Haut Conseil des Biotechnologies pour les constructions virales qu'elle réalise. L'agrément comporte la classification de ces constructions et les conditions de confinement de leur manipulation. Les investissements que la Société réalise pour la qualité de ses produits ont une dimension de sécurité et de protection, mais ne sont pas inscrits nécessairement comme des coûts spécifiques liés à cette préoccupation.

La Société applique dans ses installations des standards d'équipement et de fonctionnement élevés et s'attache également à la formation de son personnel à la fois aux procédures destinées à assurer la qualité des produits et aux différents besoins de sécurité liés à leur poste de travail.

La Société dispose d'un service Santé, Sécurité et Environnement, composé de trois personnes et chargé de la prévention dans l'entreprise.





INFORMATIONS EN MATIÈRE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE

Informations sociales

L'entreprise veille à protéger la santé et la sécurité physique et mentale de ses salariés au travail. Pour remplir cette obligation, elle a privilégié les actions de prévention collective. L'évaluation des risques professionnels entrepris par le service Santé, Sécurité Environnement début 2013 a permis d'identifier des facteurs de risques. La direction, en lien avec le CHSCT, a mis en place une méthodologie afin de prendre la mesure de ces risques plus finement et d'élaborer un plan d'action, de planifier des mesures adaptées et de donner la priorité aux mesures susceptibles d'éviter les risques le plus en amont possible. Un comité de pilotage, sous l'égide du Directeur général adjoint et du Président du CHSCT, a été mis en place, ainsi qu'un groupe de travail composé d'un salarié de chaque direction. Afin de mieux cerner les problématiques de risques psycho-sociaux et leurs causes, un questionnaire validé avec le groupe de travail a été déployé dans les services pour lesquels le risque RPS a été identifié lors de l'évaluation des risques professionnels. Suite à cette analyse, un plan d'action et de suivi a été mis en place pour les services concernés. En parallèle, une communication

a été déployée sur la méthodologie mise en place en cas de situation de travail à risque.

Le Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail opère dans la Société conformément à la réglementation en vigueur.

Bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (« CHSCT ») se réunit chaque trimestre en session ordinaire, procède à des visites périodiques des locaux et des installations et peut être amené à se réunir de manière exceptionnelle à la suite d'un accident ou d'un incident grave. Il n'y a pas eu en 2014, ni en 2013 et 2012, de mise en œuvre de la procédure de danger grave et imminent. Trois analyses ont été réalisées en 2014 (quatre en 2013 et six en 2012) à la suite d'accidents du travail.

ACCIDENTS DU TRAVAIL, FRÉQUENCE ET GRAVITÉ ; MALADIES PROFESSIONNELLES

Nombre d'accidents (y compris soins à l'infirmerie)	2012	2013	2014
Total des accidents de l'entreprise ayant donné lieu à inscription dans le registre d'infirmerie ou à déclaration	51	55	22
Nombre d'accidents déclarés	9	11	6
• dont accidents de trajet (domicile - lieu de travail)	5	4	1
• accidents sur le lieu de travail	2	7	5
• accidents de déplacement (en mission hors du lieu de travail)	2	0	0
Nombre d'accidents avec arrêt de travail	3	7	2
Taux de fréquence ⁽¹⁾	-	9,82	4,10
Taux de gravité ⁽²⁾	-	0,055	0,0205

(1) Nombre d'accidents du travail avec arrêt hors accidents du trajet multiplié par 1 000 000, divisé par nombre d'heures travaillées.

(2) Nombre de journées perdues par incapacité temporaire hors accidents du trajet multiplié par 1 000, divisé par le nombre d'heures travaillées.

Une maladie professionnelle a été reconnue en 2014 ; aucune maladie professionnelle n'a été déclarée en 2013 (1 en 2012) et il n'a été fait aucune déclaration par l'employeur de procédés capables de provoquer des maladies professionnelles, tant en 2014 qu'en 2012 et 2013.

Formation

Politiques mises en œuvre en matière de formation

Le niveau de formation initiale est élevé (plus de 86 % des salariés possèdent une formation supérieure de type BAC+2 et plus). Le maintien continu des connaissances et des compétences des salariés au plus haut niveau des technologies est une nécessité pour maintenir la compétitivité de la Société. Afin de préserver et de développer ce capital humain, la Société consacre des efforts importants à la formation continue (3,40 % de la masse salariale en 2013, 4,34 % en 2012, 4,35 % en 2011 - données de 2014 non encore disponibles) et au développement des connaissances et savoir-faire, au travers notamment d'une politique de représentation à des congrès et séminaires de référence au niveau international et de nombreuses collaborations au sein de la communauté

scientifique et un fonds documentaire riche et constamment tenu à jour.

Nombre total d'heures de formation

5038 heures ont été consacrées à la formation professionnelle en 2014 (4 849 en 2013 et 5 855 en 2012). 82 % des salariés ont suivi au moins une formation professionnelle en 2014 (79 % en 2013 et 95 % en 2012).

Égalité de traitement

Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de la loi du 9 novembre 2010, un accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle a été signé le 25 septembre 2012 avec les partenaires sociaux.

Sur la base du constat sur la situation comparée Hommes / Femmes de Transgene, l'accord a abouti à un plan d'action mis en place en 2012 dans quatre domaines (promotion professionnelle, formation, rémunération et articulation vie professionnelle / vie familiale). Un certain nombre de mesures phares ont été instituées, comme la mise en place d'entretiens

systematiques lors de départ ou retour de congés lié à la parentalité (congés maternité, congés d'adoption, congés parental d'éducation) afin de s'assurer que ces absences ne pénalisent pas les salariés concernés ou encore l'élaboration, en cours, d'une charte de bonnes pratiques de réunions afin de rechercher des modes d'organisation du temps de travail permettant de mieux articuler l'activité professionnelle et les obligations familiales.

Depuis sa création, la Société a veillé à mettre en place de nombreuses mesures pour faciliter l'équilibre vie professionnelle/vie privée de ses salariés : travail à temps partiel choisi (42 salariés, dont un cadre homme et 41 femmes, dont 24 cadres en 2014 ; 39 salariés, dont un cadre homme, en 2013, 38 salariées, dont 15 cadres, en 2012), maintien du salaire à 100 % pour les congés de maternité et de paternité ; financement de 5 places à la crèche voisine (coût annuel : 62 250 euros).

Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des travailleurs handicapés

Dans le cadre de l'accord collectif des entreprises du médicament (Leem) du 25 septembre 2008 en faveur de l'insertion et du maintien dans l'emploi des personnes atteintes d'un handicap, modifié par l'avenant du 24 septembre 2009, Transgene a mis en œuvre un certain nombre de mesures.

Pour favoriser le recrutement des travailleurs handicapés, la Société s'est dotée d'un logiciel de gestion des candidatures, sur lequel elle affiche sa politique de non-discrimination, qui permet aux travailleurs handicapés de s'identifier s'ils le souhaitent en cochant une case. Ainsi leur candidature peut être traitée en priorité.

En 2014, la Société a employé 8 salariés ayant un handicap déclaré. La Société a également recours à trois centres d'aide par le travail pour diverses prestations et verse une contribution complémentaire à Handi-Em. Par ailleurs, elle a fait appel à plusieurs ESAT (ARSEA, HANDIRECT, AVS, L'ESSOR) pour diverses prestations.

En 2014, la Société a poursuivi ses efforts de communication sur la lutte contre les stéréotypes liés au handicap autour de trois axes :

- parrainage contre les stéréotypes : participation à l'opération « Un parrainage contre les stéréotypes » en partenariat avec l'association « IMS Entreprendre pour la cité- Alsace ». Le parrainage consiste à apporter un soutien personnalisé à des demandeurs d'emploi en situation de handicap rencontrant

des difficultés d'insertion professionnelle. Le salarié de l'entreprise (le parrain) aide son filleul à comprendre le monde de l'entreprise ainsi que dans ses recherches d'emploi et le filleul fait découvrir au parrain le monde du handicap. Deux parrains se sont portés volontaires en 2014 ;

- la journée du handicap dans l'entreprise : elle a eu lieu le 20 novembre 2014 autour de plusieurs ateliers : une exposition de dessins : le handicap vu par les enfants des collaborateurs, une conférence « Porter un autre regard sur le handicap » animée par André Panza, champion du monde de boxe française, la mise à disposition d'un buffet de desserts réalisé par une entreprise adaptée, l'organisation d'un Quizz : « Ma perception du handicap » ; des tables rondes autour de sujets tels que « Au-delà du handicap : l'égalité des chances face à l'emploi » et enfin, des rendez-vous individuels : retraite, pénibilité et handicap ;
- la poursuite de consultations externes ouvertes à tous les collaborateurs sur les questions de santé, la prise en compte de la maladie et du handicap en entreprise, pour soi ou ses proches.

Politique de lutte contre les discriminations

La Société n'a pas mis en place de politique de lutte contre les discriminations, mais considère que ses pratiques en la matière sont non discriminatoires.

Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail

Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

La Société déclare respecter strictement la liberté d'association de ses salariés. Le droit de négociation collective s'exerce dans ses établissements dans le cadre défini par le Code du travail.

Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Voir Égalité de traitement.

Élimination du travail forcé ou obligatoire

La Société n'a pas d'activités dans un pays où de telles pratiques subsisteraient.

Abolition effective du travail des enfants

La Société n'a pas d'activités dans un pays où de telles pratiques subsisteraient.





▶ 3.3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

3.3.1 Environnement

Les produits que conçoit et développe la Société sont issus des sciences biologiques (notamment la biologie moléculaire et cellulaire) et font appel à des procédés biotechnologiques (la culture cellulaire, des procédés de purification, etc.) pour permettre le passage de l'échelle du laboratoire aux lots de produits contrôlés et validés pour les essais cliniques chez l'homme.

Les processus de réalisation de ces produits sont particulièrement complexes et mettent en œuvre des matières présentant des risques potentiels pour les personnes et l'environnement en cas d'exposition accidentelle. Ces processus se déroulent à l'intérieur de plusieurs niveaux de confinement.

Ainsi, par exemple, les laboratoires de recherche et de production sont conçus et équipés à la fois pour protéger le

produit en cours d'élaboration des contaminations extérieures éventuelles et pour protéger les collaborateurs au cours de leurs interventions à l'exposition accidentelle à des produits à risques. L'activité de la Société est soumise aux standards pharmaceutiques (Bonnes Pratiques de Laboratoire, de Fabrication et Cliniques) et aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés. À ce titre, elle est soumise à l'agrément de l'autorité administrative délivré sur avis du Haut Conseil des Biotechnologies pour les constructions virales qu'elle réalise. L'agrément comporte la classification de ces constructions et les conditions de confinement de leur manipulation. Les investissements que la Société réalise pour la qualité de ses produits ont une dimension de sécurité et de protection, mais ne sont pas inscrits nécessairement comme des coûts spécifiques liés à cette préoccupation.

3.3.2 Responsabilité environnementale

3.3.2.1 Politique générale en matière environnementale

Organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

La Société estime que l'impact de son activité de recherche et développement biopharmaceutique sur l'environnement est peu significatif, les opérations relatives à cette activité se déroulant en milieu confiné.

À ce stade, la Société n'a pas entrepris de démarches pour obtenir une certification en matière d'environnement.

La maîtrise des incidences de l'activité sur l'environnement est assurée à travers deux axes :

- l'application stricte des standards de qualité pharmaceutique qui permettent un contrôle et un suivi à tous les stades de l'activité (contrôle et traitement de l'air, qualité des matières utilisées, circulation des matières et des personnes, etc.) ; et
- le respect de la réglementation environnementale en vigueur pour les aspects qui ne sont pas directement influencés par ces standards (classement des recherches au regard de la réglementation des organismes génétiquement modifiés,

confinement des opérations, gestion et traitement des déchets et effluents...).

Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

La Société n'a pas mené d'actions spécifiques en matière de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement.

Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

La Société dispose d'un service Hygiène, Sécurité et Environnement, composé de 3 personnes. Par ailleurs, les activités de recherche et de développement se déroulent en milieu confiné et les moyens et équipements consacrés à ce fonctionnement (filtres de traitement d'air, postes de sécurité microbiologiques, autoclaves cuves de décontamination des effluents, etc.) contribuent à la prévention des risques environnementaux.

Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

La Société n'a pas constitué de provisions ni pris de garanties de ce type.

3.3.2.2 Pollution et gestion des déchets

Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

L'activité de recherche et développement de la Société se déroule en milieu confiné. Ce confinement est obtenu grâce à plusieurs niveaux de contrôle et de traitement de l'air : postes de sécurité microbiologique, mise en dépression de l'air pour empêcher la sortie, filtres absolus sur les gaines de ventilation, etc. Les effluents de certaines zones sont collectés et subissent un traitement thermique de décontamination avant rejet dans le réseau des eaux usées.

Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

L'activité de la Société génère des déchets divers qui nécessitent un tri sélectif en vue de traitements particuliers. La Société a conclu avec des prestataires qualifiés des contrats spécifiques d'enlèvement et de traitement, conformément aux normes et règles qui régissent ces différentes catégories.

De plus, la Société procède à un tri et un enlèvement séparé des déchets banals et déchets spécifiques nécessitant des précautions particulières.

Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

Ni l'activité, ni les installations de la Société ne génèrent de nuisances sonores.

3.3.2.3 Utilisation durable des ressources

Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

Les activités de la Société sont consommatrices d'eau. Ces consommations sont directement liées aux évolutions des projets en R&D et ne permettent pas de dégager des indicateurs pertinents. L'eau utilisée provient du réseau urbain ; il n'y a pas de contraintes particulières d'approvisionnement dans la région Alsace.

EAU (M³)

Année	TUP ⁽¹⁾	Var.	TUR ⁽²⁾	Var.	Total	Var.
2012	30 638	-	6 044	-	36 682	-
2013	27 371	-10,7 %	8 401	-3,9 %	35 772	-2,5 %
2014	27 533	+0,5 %	6249	-25,6 %	33782	-5,6 %

(1) Bâtiment de production des lots cliniques.

(2) Bâtiment bureaux et laboratoires.

Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

La Société ne consomme pas directement de matières premières. Les matières entrant dans l'élaboration de ses produits sont elles-mêmes des produits manufacturés.

Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables

Les équipements des laboratoires de recherche et des locaux de production des lots cliniques fonctionnent exclusivement

à l'électricité. Les efforts portent sur un plan d'entretien très rigoureux de ces équipements pour en garantir une consommation énergétique optimale.

Seul le bâtiment de production des lots cliniques utilise le gaz de ville comme source d'énergie pour le chauffage et la production d'eau chaude et de vapeur industrielle.

Le bâtiment de laboratoires et de bureaux utilise des pompes à chaleur pour le chauffage et la climatisation et l'électricité pour la production de vapeur.

ELÉCTRICITÉ (KWH)

Année	Total	Var.
2012	5 799 039	-
2013	5 518 118	-5 %
2014	5 493 263	-0,42 %

GAZ (KWH)

Année	TUP*	Var.
2012	4 934 115	+2 %
2013	5 048 929	+2 %
2014	5 069 559	+0,4 %

* Comme indiqué ci-dessus, TUP est le seul bâtiment utilisant cette énergie.





Utilisation des sols

Non applicable à l'activité de la Société.

Changement climatique

Rejets de gaz à effet de serre

La conversion en équivalents de rejet de CO₂ des consommations énergétiques ci-dessus en appliquant les facteurs d'émission de l'ADEME, s'établit, pour 2014, à 1 034 190,04 kg équivalents CO₂ pour la consommation de gaz (facteur d'émission ADEME de 0,056) et à 329 595,78 kg équivalents CO₂ pour la consommation d'électricité (facteur d'émission ADEME de 0,042).

Adaptation aux conséquences du changement climatique

La Société n'a pas d'activité nécessitant des mesures particulières d'adaptation aux conséquences du changement climatique.

3.3.2.4 Protection de la biodiversité

Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Ni les activités, ni les installations de la Société n'ont d'impact sur la biodiversité.

▶ 3.4 INFORMATIONS SOCIÉTALES : INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.4.1 Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

En matière d'emploi et de développement régional

La Société a localisé, depuis sa création en 1979, le principal de ses activités à Strasbourg, puis dans la proche banlieue de cette ville. Première société créée en France dans le domaine du génie génétique, elle a présenté localement un fort pouvoir d'attraction et des débouchés professionnels pour des scientifiques, chercheurs et techniciens, en sciences de la vie.

Sur les populations riveraines ou locales

L'établissement principal de la Société est localisé dans une zone d'aménagement réservée aux activités de pointe, le Parc d'Innovation d'Illkirch-Graffenstaden. Il n'y a donc pas de populations immédiatement riveraines que son activité pourrait impacter.

3

3.4.2 Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la Société, notamment associations d'insertion, établissements d'enseignement, associations de défense de l'environnement, associations de consommateurs et les populations riveraines

Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

Sans formalisation particulière, la Société est active localement, via certains de ses employés, auprès de diverses associations, telles que Alsace Biovalley, une association en faveur du développement des activités liées aux sciences de la vie dans la Région Alsace, Strasbourg Sud Développement qui mène

des actions en faveur de l'emploi dans ce secteur ou encore le Pôle Solidaire qui permet la collecte, sur le Parc d'Innovation de fonds destinés à l'enfance.

Actions de partenariat ou de mécénat

Il n'y a pas d'actions de mécénat ou de partenariats ou formalisés.



INFORMATIONS EN MATIÈRE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE

Informations sociétales : Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

3.4.3 Sous-traitance et fournisseurs

Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

La Société n'a pas défini de modalités particulières de prise en compte de ces enjeux dans sa politique d'achat.

Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

La Société a notamment recours aux services de sociétés spécialisées dans la conduite d'essais cliniques et de prestations

connexes, appelées CRO pour *Contract Research Organisations*, pour la plupart de ses essais cliniques. La Société fait également appel à des sous-traitants pour certaines activités de production. Ces prestataires exercent leurs activités dans un cadre strictement réglementé, dont l'objectif est de garantir la qualité des essais cliniques menés et font l'objet d'audits de l'Assurance-Qualité de la Société.

Le respect des obligations des sous-traitants intervenant pour et/ou dans la Société au regard de leurs obligations sociales à l'égard du personnel intervenant dans la Société fait partie de leur cahier des charges.

3.4.4 Loyauté des pratiques

Actions engagées pour prévenir la corruption

La Société n'a pas engagé d'actions spécifiques pour prévenir la corruption. Elle considère que les procédures de contrôle interne des engagements de dépenses, liées à la protection de sa trésorerie, constituent, à ce stade de son développement, des mesures efficaces de prévention.

Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

La Société n'a pas de produits sur le marché. Ses produits, en phase de développement clinique ou en recherche, sont destinés au traitement des patients atteints de cancers ou

de maladies infectieuses chroniques ; ils font l'objet d'essais cliniques qui s'inscrivent dans un cadre réglementaire strict dont la finalité est d'assurer l'efficacité des produits thérapeutiques. Lorsque les produits de la Société arriveront sur le marché, ils bénéficieront d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) délivrée par les autorités de santé des divers pays dans lesquels ils seront distribués.

Les autres actions engagées, au titre du présent 3°, en faveur des droits de l'homme

Les essais cliniques que mène la Société pour ses produits sont réalisés dans le strict respect du consentement éclairé des personnes se prêtant à des recherches biologiques.

▶ 3.5 RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Transgene

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant accrédité par le COFRAC⁽¹⁾ sous le numéro 3-1050 et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société Transgene, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentées dans le chapitre 3 du rapport de gestion, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, conformément aux référentiels utilisés par la société (ci-après les « Référentiels ») dont un résumé figure en introduction du chapitre 3 du rapport de gestion.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225 105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 3 personnes entre octobre 2014 et mars 2015 pour une durée d'environ deux semaines.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

(1) Portée d'accréditation disponible sur www.cofrac.fr.



En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du même code avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au chapitre 3 du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux, et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené cinq entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE, auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité et leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes ⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions, etc.), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ⁽²⁾.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

Paris-La Défense, le 27 avril 2015

L'Organisme Tiers Indépendant

ERNST & YOUNG et Associés

Éric Duvaud
Associé Développement durable

Bruno Perrin
Associé

⁽¹⁾ **Informations environnementales et sociétales** : la politique générale en matière d'environnement, l'utilisation durable des ressources (la consommation d'énergie, la consommation d'eau); l'impact territorial, économique et social (emploi, développement régional), l'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans la politique d'achat et les relations avec les fournisseurs et sous-traitants des enjeux sociaux et environnementaux, la loyauté des pratiques (les actions engagées pour prévenir la corruption, les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs).

⁽²⁾ **Informations sociales** : l'emploi (l'effectif total et répartition, les embauches et les licenciements, les rémunérations et leur évolution), l'organisation du temps de travail, l'absentéisme, les relations sociales (l'organisation du dialogue social), les conditions de santé et de sécurité au travail, les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, les politiques mises en œuvre en matière de formation, le nombre total d'heures de formation, la diversité et l'égalité des chances et de traitement (les mesures prises en matière d'égalité homme femme, l'emploi et l'insertion des personnes handicapées, la lutte contre les discriminations).

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2014

4.1	COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES	78
4.1.1	Comptes consolidés	78
4.1.2	Annexe aux comptes consolidés	83
4.1.3	Date des dernières informations financières	111
4.2	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	112
4.3	COMPTES ANNUELS ET ANNEXES	113
4.3.1	Comptes annuels	113
4.3.2	Annexe aux comptes annuels	115
4.4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	134
4.5	INFORMATIONS FINANCIÈRES <i>PRO FORMA</i>	136



▶ 4.1 COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES

4.1.1 Comptes consolidés

▶ BILAN CONSOLIDÉ, IFRS (EN MILLIERS D'EUROS)

Actif	Notes	31/12/2014	31/12/2013
ACTIF COURANT			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	3 513	5 138
Autres actifs financiers courants	2	62 422	42 724
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	2	65 935	47 862
Créances clients		1 540	1 896
Stocks		1 149	975
Autres actifs courants	3	10 614	10 616
Total actif courant		79 238	61 349
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	4	23 641	23 988
Immobilisations incorporelles	5	1 056	1 329
Immobilisations financières	6	3 852	9 937
Titres de participation mis en équivalence	6	2 320	3 841
Autres actifs non courants	7	30 846	25 406
Total actif non courant		61 715	64 501
TOTAL ACTIF		140 953	125 850

Passif et capitaux propres	Note	31/12/2014	31/12/2013
PASSIF COURANT			
Fournisseurs		8 296	9 364
Passifs financiers	8	8 992	8 830
Provisions pour risques		127	103
Autres passifs courants	9	4 148	5 699
Total passif courant		21 563	23 996
PASSIF NON COURANT			
Passifs financiers	8	43 199	40 788
Avantages au personnel	10	4 352	4 444
Autres passifs non courants		-	-
Total passif non courant		47 551	45 232
Total passif		69 114	69 228
CAPITAUX PROPRES			
Capital	11	88 156	72 933
Prime d'émission et réserves		476 255	428 023
Report à nouveau		(442 707)	(399 849)
Résultat de l'exercice		(48 556)	(42 858)
Autres éléments du résultat global		(1 309)	(1 627)
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		71 839	56 622
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		140 953	125 850

► COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ, IFRS

(en milliers d'euros, sauf pour les données par action)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Revenus des accords de collaboration et de licence	12	2 490	3 849
Financement publics de dépenses de recherche	12	9 262	11 886
Produits opérationnels		11 752	15 735
Dépenses de recherche et développement	1.4.1	(49 824)	(50 063)
Frais généraux	1.4.2	(7 578)	(6 769)
Autres produits et (charges), nets	13	(1 282)	(101)
Charges opérationnelles nettes		(58 684)	(56 933)
Résultat opérationnel		(46 932)	(41 198)
Produits financiers (charges), net	14	(801)	(730)
Résultat avant impôt		(47 733)	(41 928)
Charge d'impôt sur le résultat	15	-	-
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		(824)	(930)
RÉSULTAT NET		(48 556)	(42 858)
Résultat net par action (€) - de base	11	(1,26)	(1,34)
Résultat net par action (€) - dilué	11	(1,26)	(1,34)

► ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL, IFRS

(en milliers d'euros)

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net	(48 556)	(42 858)
Gains / (pertes) de change	18	(16)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(159)	217
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(141)	(201)
Écarts actuariels sur provision IDR	459	247
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	459	247
Autres éléments du résultat global	318	448
RÉSULTAT NET GLOBAL	(48 238)	(42 410)
<i>Dont, part revenant à la société mère</i>	<i>(48 238)</i>	<i>(42 410)</i>
<i>Dont, intérêts minoritaires</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

► TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE, IFRS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net		(48 556)	(42 858)
Annulation du résultat financier		801	731
ÉLIMINATION DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES			
Résultat des sociétés mises en équivalence		824	930
Provisions		267	97
Amortissements	4,5,6	3 039	2 911
Paievements en actions	16.2	721	742
Autres	13	1 034	191
Trésorerie nette absorbée par les opérations avant variation du besoin en fonds de roulement et autres éléments opérationnels		(41 870)	(37 256)
VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION			
Créances courantes et charges constatées d'avance	20	(977)	188
Stocks et travaux en cours		(174)	133
Crédit d'impôt recherche	12.2	(8 702)	(9 073)
Autres actifs courants	3	(61)	(614)
Fournisseurs	20	(899)	(156)
Produits constatés d'avance	9	(533)	(3 126)
Avantages au personnel	10	(1 036)	(111)
Autres passifs courants	8	16	(170)
Trésorerie nette absorbée par les opérations		(54 236)	(50 185)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations corporelles	4	(2 463)	(1 962)
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations incorporelles	5	(139)	(222)
Autres (acquisitions) / cessions	6	3 134	(2 446)
Trésorerie nette absorbée par les activités d'investissement		532	(4 630)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Résultat financier net encaissé	14	(4)	244
Produit brut de l'émission d'actions	11	65 664	70
Frais d'émission d'actions		(2 929)	-
Financements publics conditionnés	12.2	955	2 929
(Acquisitions) / cession d'autres actifs financiers	2	(19 445)	43 931
Financement des crédits d'impôts	8	8 438	7 418
Locations financières	8	(618)	(760)
Trésorerie nette provenant des / (absorbée par les) activités de financement		52 061	53 832
Écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		18	(16)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(1 625)	(999)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		5 138	6 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		3 513	5 138
Investissements dans les autres actifs financiers courants		62 422	42 724
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS		65 935	47 862

► TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS

(en milliers d'euros)	Actions ordinaires		Prime d'émission et réserves	Report à nouveau	Autres éléments du résultat global	Résultat de la période	Total revenant aux actionnaires de la Société
	Nombre d'actions	Capital					
Au 31 décembre 2012	31 854 490	72 886	427 258	(356 655)	(2 075)	(43 194)	98 220
Paiements en actions	9 600	22	765	-	-	-	787
Augmentation de capital	10 768	25	-	-	-	-	25
Affectation du résultat 2012	-	-	-	(43 194)	-	43 194	-
Résultat 2013	-	-	-	-	-	(42 858)	(42 858)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(16)	-	(16)
Écarts actuariels sur provision IDR	-	-	-	-	247	-	247
Swap de taux	-	-	-	-	217	-	217
Résultat net global	-	-	-	-	448	(42 858)	(42 410)
Au 31 décembre 2013	31 874 858	72 933	428 023	(399 849)	(1 627)	(42 858)	56 622
Paiements en actions	99 559	228	622	-	-	-	850
Augmentation de capital	6 553 551	14 995	47 611	-	-	-	62 606
Affectation du résultat 2013	-	-	-	(42 858)	-	42 858	-
Résultat 2014	-	-	-	-	-	(48 556)	(48 556)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	18	-	18
Écarts actuariels sur provision IDR	-	-	-	-	459	-	459
Swap de taux	-	-	-	-	(159)	-	(159)
Résultat net global	-	-	-	-	318	(48 556)	(48 238)
AU 31 DÉCEMBRE 2014	38 527 968	88 156	476 256	(442 707)	(1 309)	(48 556)	71 840

4.1.2 Annexe aux comptes consolidés (en milliers d'euros, sauf mentions contraires)

Préambule

Les comptes consolidés de Transgene (la « Société ») au 31 décembre 2014 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (*International Financial Reporting Standard*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 mars 2015.

Les comptes consolidés comprennent :

- le bilan et l'état du résultat global total (dont le compte de résultat) ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau de variation de la situation nette ; et
- les notes annexes.



Sommaire des notes sur les comptes consolidés

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES	84	NOTE 13	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	104
NOTE 2	TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	91	NOTE 14	RÉSULTAT FINANCIER	105
NOTE 3	AUTRES ACTIFS COURANTS	92	NOTE 15	IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS	105
NOTE 4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	92	NOTE 16	PERSONNEL	106
NOTE 5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	93	NOTE 17	ENTREPRISES LIÉES	107
NOTE 6	ACTIFS FINANCIERS	94	NOTE 18	ENGAGEMENTS HORS-BILAN	108
NOTE 7	AUTRES ACTIFS NON COURANTS	96	NOTE 19	INFORMATION SECTORIELLE	109
NOTE 8	PASSIFS FINANCIERS	97	NOTE 20	VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ÉCHÉANCE	109
NOTE 9	AUTRES PASSIFS	99	NOTE 21	OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS	110
NOTE 10	AVANTAGES AU PERSONNEL	99	NOTE 22	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	111
NOTE 11	CAPITAUX PROPRES	101			
NOTE 12	PRODUITS OPÉRATIONNELS	104			

NOTE 1 **► PRINCIPES COMPTABLES****Référentiel comptable**

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2014 et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

► NOUVELLES NORMES / AMENDEMENTS APPLICABLES AUX EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014 EN EUROPE

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IAS B (exercices ouverts à compter du)	Date d'application Union Européenne (exercices ouverts à compter du)
<i>IFRS 10 - Consolidated Financial Statements</i>	1/01/2013	1/01/2014
<i>IFRS 11 - Joint arrangements</i>	1/01/2013	1/01/2014
<i>IFRS 12 - Disclosures of Interests in other entities</i>	1/01/2013	1/01/2014
<i>Transition guidance (Amendments to IFRS 10,11,12)</i>	1/01/2013	1/01/2014
<i>IAS 28 - Investments in associates and joint ventures</i>	1/01/2013	1/01/2014
<i>Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities (Amendments to IAS 32)</i>	1/01/2014	1/01/2014
<i>Investment entities - Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 27</i>	1/01/2014	1/01/2014
<i>Amendments to IAS 36 - Recoverable Amount Disclosures for Non-Financial Assets</i>	1/01/2014	1/01/2014
<i>Novation of Derivatives and Continuation of Hedge Accounting (Amendments to IAS 39)</i>	1/01/2014	1/01/2014

L'impact de l'application de ces amendements n'est pas significatif.

► AUTRES NORMES / AMENDEMENTS ADOPTÉS PAR L'IAS B MAIS NON ENCORE APPLICABLES AU 31 DÉCEMBRE 2014

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IAS B (exercices ouverts à compter du)	Date d'application Union Européenne (exercices ouverts à compter du)
<i>IFRS 9 - Financial Instruments</i>	1/01/2018	Endossement attendu H2 2015
<i>IFRIC 21 - levies</i>	1/01/2014	17/06/2014
<i>Defined benefit plans : employee contributions (Amendments to IAS 19)</i>	1/7/2014	Endossement attendu Q4 2014
<i>Annual improvements to IFRS (2010-2012)</i>		Endossement attendu Q4 2014
<i>IFRS 2 - Definition of vesting condition</i>	Application aux plans dont la date d'attribution est postérieure au 1/07/2014	
<i>IFRS 3 - Accounting for contingent consideration in a business combination</i>	Application aux regroupements d'entreprises postérieurs au 1/07/2014	
<i>IFRS 8 - Aggregation of operating segments</i>	1/07/2014	
<i>IFRS 8 - Reconciliation of the total of the reportable segment's assets to the entity's assets</i>	1/07/2014	
<i>IFRS 13 - Short term receivables and payables</i>	n/a	
<i>IAS 16 - Revaluation method - proportionate restatement of accumulated depreciation</i>	1/07/2014	
<i>IAS 24 - Key management personnel</i>	1/07/2014	
<i>IAS 38 - Revaluation method - proportionate restatement of accumulated depreciation</i>	1/07/2014	
<i>Annual improvements to IFRS (2011-2013)</i>		
<i>IFRS 3 - Scope exceptions for joint ventures</i>	1/07/2014	1/01/2015
<i>IFRS 13 - Scope of paragraph 52 (portfolio exception)</i>	1/07/2014	1/01/2015
<i>IAS 40 - Clarifying the interrelationship between IFRS 3 and IAS 40 when classifying property as investment property or owner-occupied property</i>	1/07/2014	1/01/2015
<i>Amendments to IFRS 11 - Accounting for acquisition of interests in Joint Operations</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q1 2015
<i>Amendments to IAS 16 and IAS 38 - Clarification of acceptable methods of depreciation and amortization</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q1 2015
<i>IFRS 15 - Revenue from contracts with customers</i>	1/01/2017	Endossement attendu Q2 2015
<i>Agriculture : bearer plants</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q1 2015
<i>Amendments to IFRS 10 and IAS 28 - Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
<i>Annual Improvements to IFRS (2012-2014)</i>		Endossement attendu Q3 2015
<i>IFRS 5 - Non-Current Assets Held for Sale and Discontinued Operations</i>	Changements survenus sur périodes annuelles ouvertes après le 1/1/2016	
<i>IFRS 7 - Financial Instruments : Disclosures</i>	1/01/2016	
<i>IAS 19 - Employee benefits</i>	1/01/2016	
<i>IAS 34 - Interim Financial Reporting</i>	1/01/2016	
<i>Amendments to IAS 1 - Disclosure initiative</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q4 2015
<i>Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 28 - Investment Entities - Applying the Consolidation Exception</i>	1/01/2016	Endossement attendu Q4 2015

Transgene mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces nouvelles normes.

Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés ont été établis selon les principes généraux IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement. Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction de Transgene a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant les estimations provisoires et les actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actif et de passif et sur les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels ultérieurs pourraient différer sensiblement de ces estimations et hypothèses retenues.

Compte tenu de l'activité, la Direction considère que les actifs immobilisés ne sont liés qu'à une seule unité génératrice de revenus. La Société apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif ait perdu de la valeur. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation

annuel est requis pour un actif, la Société fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif pris isolément, à moins que l'actif ne génère des flux de trésorerie largement dépendants d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est réputé avoir perdu une partie de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux futurs de trésorerie estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Transgene SA, Transgene Inc., et Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd. (« Transgene Shanghai »), filiales détenues à 100 % et dont les sièges sociaux se trouvent respectivement à Cambridge, Massachusetts (États-Unis) et Shanghai (Chine). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe ont été éliminés, ainsi que les résultats internes compris dans les éléments de l'actif.

Les participations suivantes de Transgene SA sont consolidées par mises en équivalence :

Sociétés	Pourcentage détention	Nature du contrôle
Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd.	50,00 %	Contrôle conjoint
ElsaLys Biotech SAS	23,72 %	Influence notable
Platine Pharma Services SAS	9,87 %	Influence notable

L'influence notable de Transgene SA sur Platine Pharma Services SAS est justifiée au 31 décembre 2014 d'une part par le rôle de Philippe Archinard au sein des deux sociétés (Président-Directeur général de Transgene SA et Président du Conseil d'Administration d'ABL Inc., actionnaire majoritaire de Platine Pharma Services SAS), ainsi que par la forte dépendance commerciale entre les deux sociétés.

Présentation du compte de résultat consolidé

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction (dépenses de recherche et développement et frais généraux). Les tableaux suivants détaillent ces charges par nature.

► DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Dépenses de personnel ⁽¹⁾	19,8	19,4	+2 %
Paiements en actions ⁽²⁾	0,5	0,6	-17 %
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences ⁽³⁾	1,3	1,7	-24 %
Dépenses externes sur projets cliniques ⁽⁴⁾	7,6	12,5	-39 %
Dépenses externes sur autres projets ⁽⁵⁾	7,6	3,9	+95 %
Dépenses de fonctionnement ⁽⁶⁾	10,1	9,3	+9 %
Amortissements et provisions ⁽⁷⁾	2,9	2,7	+7 %
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	49,8	50,1	-0,5 %

(1) Correspond aux salaires et charges sociales, taxes, charges de retraite, et autres frais annexes.

(2) Correspond à la charge liée aux paiements en action octroyés aux salariés.

(3) Correspond aux dépenses liées aux dépôts et maintenance de brevets, ainsi qu'aux coûts des licences acquises ou concédées.

(4) Correspond aux dépenses de prestation, sous-traitance ou, consulting sur les projets en développement clinique.

(5) Correspond aux dépenses de prestation, sous-traitance ou, consulting sur les autres projets de recherche ou industriels.

(6) Correspond aux dépenses de fonctionnement des laboratoires de recherche et de production (énergie, consommables et matières premières, maintenance, services techniques et généraux, etc.).

(7) Correspond aux amortissements sur l'immobilier et le mobilier affecté à la R&D, et aux provisions d'exploitation.

► FRAIS GÉNÉRAUX

(en millions d'euros)	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Dépenses de personnel ⁽¹⁾	3,7	3,2	+16 %
Paiements en actions ⁽²⁾	0,2	0,2	N/S
Honoraires et frais de gestion ⁽³⁾	2,5	2,3	+9 %
Autres frais généraux ⁽⁴⁾	1,1	0,9	+22 %
Amortissements et provisions ⁽⁵⁾	0,1	0,2	-50 %
FRAIS GÉNÉRAUX	7,6	6,8	+12 %

(1) Correspond aux salaires et charges sociales, taxes, charges de retraite, et autres frais annexes.

(2) Correspond à la charge liée aux paiements en action octroyés aux salariés.

(3) Correspond aux dépenses de prestation, sous-traitance ou, consulting liés aux services administratifs et généraux.

(4) Correspond aux dépenses de fonctionnement des services administratifs et généraux.

(5) Correspond aux amortissements et provisions d'exploitation affectés aux activités administratives et générales.

Conversion des comptes des filiales étrangères

La devise utilisée par la Société pour l'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les comptes de Transgene, Inc. sont établis en dollars américains.

Les comptes de Transgene Shanghai sont établis en Yuan.

Les bilans de Transgene, Inc. et Transgene Shanghai ont été convertis en euros en utilisant les taux de change à la clôture de l'exercice et le compte de résultat en utilisant les taux de change du mois de comptabilisation. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés dans les capitaux propres.

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change du mois précédent de la transaction.

À la clôture, les liquidités immédiates et les créances et dettes d'exploitation en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les pertes et gains latents résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat de l'exercice.

Transgene n'a pas utilisé d'instruments de couverture du risque de change en 2014 et 2013.

Actifs courants

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les liquidités de Transgene sont principalement investies dans des fonds communs de placement à faible volatilité, liquides (valeur liquidative connue quotidiennement) et offrant une grande qualité de signature. Ils sont classés à l'actif en équivalents de trésorerie et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque leur sensibilité et leur volatilité au risque de taux sont inférieures respectivement à 0,5 et 1,0. Dans le cas contraire, ils sont classés en actifs financiers disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur par le biais des capitaux propres.

Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées pour leur valeur nominale. Ces créances sont exclusivement à court terme.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Ils se composent principalement de produits chimiques et de fournitures de laboratoire.

Autres actifs financiers courants

Il s'agit des placements de trésorerie réalisés auprès de l'Institut Mérieux, actionnaire principal de Transgene, dans le cadre d'une convention de trésorerie « groupe ». Par contrat, les investissements réalisés par la Société dans le cadre de cette gestion de trésorerie centralisée sont liquides dans un délai maximum de quatre jours ouvrés et portent intérêt sur la base d'un taux égal à Euribor +0,15 % dès lors que l'Institut Mérieux est en situation d'emprunteur net à l'échelle du groupe et à Euribor dès lors que l'Institut Mérieux est en situation excédentaire nette à l'échelle du groupe.

Autres actifs courants

Les charges constatées d'avance et les autres actifs courants sont valorisés au coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, pour refléter leur valeur nette de réalisation.

Actifs non courants

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16.

Un amortissement linéaire est enregistré en résultat en fonction de la durée d'utilité du bien par le Groupe, selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation corporelle	Durée d'amortissement
Bâtiments	20 à 50 ans
Agencements et installations générales	10 à 20 ans
Matériel et outillage (matériel et équipements de laboratoire)	5 à 10 ans
Matériels et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

Il est tenu compte des composants de l'immobilisation et de sa valeur résiduelle dans le calcul des amortissements lorsque leur valeur est jugée significative.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Conformément à la norme IAS 17, les actifs détenus par contrats de location-financement sont immobilisés et amortis sur la durée d'utilisation du bien. L'amortissement correspondant est compris dans les charges d'amortissement au compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Un amortissement linéaire est enregistré en résultat en fonction de la durée d'utilité du bien par le Groupe, selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation incorporelle	Durée d'amortissement
Logiciels et licences informatiques	1 à 5 ans
Brevets acquis	5 ans

Immobilisations incorporelles acquises

Les immobilisations incorporelles sont composées de coûts d'acquisition de licences informatiques et d'éléments de propriété intellectuelle qui sont capitalisés et amortis selon leur durée d'utilité. Les éléments de propriété intellectuelle acquis sont comptabilisés en tant qu'actifs conformément à IAS 38.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au compte de résultat, dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement encourues pour la mise au point des produits pharmaceutiques sont capitalisées lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies. Compte tenu de la nature de ses produits, la Société considère que les six critères édictés par la norme IAS 38 *Immobilisations incorporelles* ne sont réputés remplis qu'au moment du dépôt d'une demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM). Les dépenses de développement capitalisées seront le cas échéant amorties sur leur durée d'utilité.

Les brevets et licences acquis dans le cadre de projets de recherche et développement menés en interne suivent un principe identique. Ils sont comptabilisés en charge lors des phases de recherche et peuvent être capitalisés lors des phases ultérieures, lorsque les conditions requises par IAS 38 sont remplies.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements concernant des biens en location ou une créance mobilisée auprès d'un établissement financier, de titres de participation ainsi que d'avances en compte courant faites à certaines filiales. Elles sont comptabilisées au coût de revient et dépréciées, le cas échéant, si leur valeur comptable devient supérieure à leur valeur recouvrable telle qu'estimée par la Société.

La valorisation des titres de participation est basée sur une analyse selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow*, ou DCF). Cette valorisation fait l'objet de revues périodiques à chaque clôture.

Titres de participation mis en équivalence

Les titres de participation concernent les participations de Transgene SA dans les sociétés Platine Pharma Services SAS, Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. et ElsaLys Biotech SAS détenues respectivement à 9,87 %, 50 % et 23,72 % et consolidées par mise en équivalence. Ces titres sont comptabilisés au coût de revient minoré de la quote-part de pertes revenant à Transgene SA.

La valorisation des titres de participation est basée sur une analyse selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow*, ou DCF). Cette valorisation fait l'objet de revues périodiques à chaque clôture.

Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd

La valeur de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd est aujourd'hui essentiellement liée à sa trésorerie ainsi qu'à un projet à un stade de développement pré-clinique. Cette valeur dépend donc essentiellement des hypothèses

d'actualisation de flux de trésorerie prises pour valoriser ce produit.

Ces hypothèses concernent principalement les probabilités de succès technique et réglementaire (« PSTR ») du produit et les potentiels de marché. Le potentiel de marché fait l'objet de revues régulières par la Société. Les PSTR, qui dépendent du stade de développement du produit, sont calculées à partir de publications faisant référence dans le domaine.

ElsaLys Biotech SAS

La valeur d'ElsaLys Biotech SAS est aujourd'hui essentiellement liée à la valeur de ses produits, qui sont à un stade développement très précoce. Cette valeur dépend donc essentiellement des hypothèses d'actualisation de flux de trésorerie prises pour valoriser les produits.

Ces hypothèses concernent principalement les probabilités de signature à court ou moyen terme d'un accord de valorisation de ces produits ainsi que des termes financiers de tels accords.

Platine Pharma Services SAS

La valeur de Platine Pharma Services SAS est aujourd'hui essentiellement liée à ses perspectives commerciales et de rentabilité.

Impôts différés

Transgene utilise la méthode bilancielle pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés sur la base des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs présentés au bilan.

L'évaluation des impôts différés est effectuée en appliquant la méthode du report variable, sur la base des dispositions fiscales et des taux d'impôt en vigueur au moment où ces différences s'inverseront.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible sur lequel ces différences pourront être imputées. Leur comptabilisation est limitée au montant des passifs d'impôts différés.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale de l'entité. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement. Si les résultats fiscaux futurs du Groupe s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, la Société serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du Groupe.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Passifs non courants

Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital nets d'impôt différé le cas échéant sont imputés directement sur la prime d'émission lors de la réalisation de l'augmentation.

Avances conditionnées

Les avances conditionnées ne sont remboursables qu'en cas de succès des projets de recherche et développement qu'elles financent. Elles sont comptabilisées en dettes à long terme selon la norme IAS 20.

Avantages au personnel

Conformément aux lois et pratiques en vigueur sur le territoire français, Transgene SA offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises le versement d'un capital au moment de leur départ en retraite (régime d'indemnités de fin de carrière). Conformément aux obligations et réglementations publiques applicables, ces régimes dits à prestations définies peuvent être financés par des placements dans différents instruments.

Les droits acquis par le personnel en activité sont estimés selon des évaluations actuarielles tenant compte des probabilités de mortalité et de maintien dans la Société, ainsi que de l'évolution prévisible des rémunérations. Les engagements sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées.

La Société a également mis en place en 2014 un programme de primes liées à l'appréciation sur la valeur de la société. Ce programme est destiné aux cadres dirigeants de la Société et prévoit le versement d'une prime complémentaire en fonction de la performance du cours de bourse sur 5 ans.

Les engagements sont estimés selon des évaluations actuarielles tenant compte notamment de la volatilité du cours de bourse et de la probabilité de maintien dans la Société. La méthodologie appliquée est la méthode standard d'évaluation par absence d'opportunité d'arbitrage.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations du Groupe.

Produits opérationnels

Revenus des accords de collaboration et de licence

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de recherche ou de fabrication par Transgene, avec obligations de moyens vis-à-vis des clients. Transgene facture ses prestations à un prix défini contractuellement, généralement en fonction du temps passé, et les facturations sont enregistrées en produits opérationnels au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de fabrication avec obligation de résultats. Dans ces cas, les prestations sont enregistrées en produits opérationnels au

compte de résultat après contrôle qualité satisfaisant et acceptation du client.

Les encaissements correspondant à des revenus non encore comptabilisés au résultat selon les principes exposés ci-dessus sont enregistrés en *Produits constatés d'avance* au passif du bilan, jusqu'à ce qu'ils remplissent les critères d'enregistrement en produits opérationnels.

Les produits issus des licences de brevets consistent généralement en des droits d'accès à la technologie payés à la signature de l'accord et non remboursables, en financement par paiements d'étapes et en d'autres paiements comme les royalties sur ventes.

Droit d'option sur licence

Transgene peut être amené à concéder un droit d'option sur licence. Le revenu associé à la concession est inscrit en *Produits constatés d'avance* au bilan et pris en résultat linéairement jusqu'à la date prévisionnelle d'exercice de l'option par le bénéficiaire. La date prévisionnelle d'exercice de l'option est révisée périodiquement.

Droits d'accès à la technologie payés à signature de l'accord et non remboursables

Dans le cas où Transgene n'est pas engagé à réaliser des travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature, ces droits sont enregistrés en produits opérationnels à la réalisation des engagements contractuels.

Dans le cas où Transgene poursuit certains travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature ou si Transgene a une obligation ultérieure de livraison de produit, ces droits sont enregistrés en produits opérationnels de façon étalée sur la période de développement ou de livraison du produit.

Paiements d'étape

Les paiements d'étape sont comptabilisés en résultat lorsque le fait générateur est avéré et qu'il n'existe plus de conditions suspensives à son règlement par le tiers devant être levées par Transgene. Les faits générateurs sont généralement les résultats scientifiques ou cliniques obtenus par Transgene, le démarrage d'études ou des éléments exogènes tels que les approbations réglementaires.

Royalties sur ventes

Les royalties sur ventes sont basées sur les ventes réalisées par les licenciés de produits ou de technologies. Elles sont comptabilisées selon les termes de l'accord de licence lorsque les ventes peuvent être déterminées de façon fiable et que la recouvrabilité des créances nées des redevances à percevoir est raisonnablement assurée.

Financements publics de dépenses de recherche

Crédit d'impôt recherche

Certaines dépenses de recherche et développement donnent droit en France à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issue de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées et le crédit d'impôt demandé. Lorsqu'il n'a pu être utilisé par imputation sur une charge d'impôt, le crédit d'impôt peut faire l'objet d'un remboursement en fonction des dispositions fiscales en vigueur.

Le crédit d'impôt recherche, assimilé à une aide publique selon la norme IAS 20, est comptabilisé au compte de résultat dans la rubrique *Financements publics de dépenses de recherche*.

Subventions

Transgene bénéficie de financements publics, provenant d'organisme locaux, d'état ou communautaires, permettant de couvrir tout ou partie de la recherche et développement sur des projets ou thématiques spécifiques. Ces aides peuvent revêtir la forme de subventions ou d'avances remboursables.

Dans ce cas, la Société comptabilise au compte de résultat dans la rubrique *Financements publics de dépenses de recherche* la part des subventions due selon les conventions, en fonction de l'avancement des dépenses engagées à la date de clôture.

Les avances remboursables (encaissées ou dues) ne sont pas comptabilisées au compte de résultat. Elles sont enregistrées au passif du bilan uniquement à leur encaissement.

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au compte de résultat dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les frais de développement ne seront capitalisés que lorsque les conditions requises par IAS 38 seront remplies.

Paievements en actions

Transgene distribue à ses dirigeants et salariés des options de souscription d'actions ainsi que des actions gratuites. La charge correspondante à ces distributions est évaluée et étalée dans le temps selon les principes de la norme IFRS 2.

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en utilisant la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation.

Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La CVAE est comptabilisée, le cas échéant, en charges opérationnelles sous la rubrique *Frais généraux*.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le CICE est comptabilisé, le cas échéant, en diminution de la rubrique *Charges de personnel*.

NOTE 2 • TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS



(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Disponibilités	638	852
Valeurs mobilières de placement	2 875	4 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 513	5 138
Autres actifs financiers courants	62 422	42 724
TOTAL	65 935	47 862
Impact de l'application de la juste valeur comptabilisé en produits financiers dans le résultat	0,5	0,5

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de part de fonds communs de placement monétaires à court terme.

Les autres actifs financiers courants correspondent aux placements réalisés auprès du pool de trésorerie mis en place par le groupe Institut Mérieux.

NOTE 3 ► **AUTRES ACTIFS COURANTS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2014	31/12/2013
Crédit d'impôt recherche, part courante	7 555	7 871
État - T.V.A. récupérable et créances d'impôt	879	562
Avoirs à recevoir	115	200
Personnel et organismes sociaux	44	53
Subventions à recevoir	941	1 103
Charges constatées d'avance, part à court terme	1 080	827
TOTAL	10 614	10 616

La part courante des crédits d'impôt recherche correspond à la créance de 2011 qui devrait être remboursée par l'État au cours du premier semestre 2015 (voir Note 7).

NOTE 4 ► **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Constructions en location financement	19 653	-	-	19 653
Terrain, constructions et agencements	7 346	779	(50)	8 075
Équipements de laboratoire	16 294	1 425	(114)	17 605
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	2 168	119	(43)	2 244
Immobilisations en cours	652	1 151	(1 165)	638
Total	46 113	3 474	(1 372)	48 215
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Constructions en location financement	(7 671)	(1 068)	-	(8 739)
Terrain, constructions et agencements	(2 917)	(322)	43	(3 196)
Équipements de laboratoire	(10 168)	(1 045)	110	(11 103)
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	(1 369)	(205)	38	(1 536)
Total	(22 125)	(2 640)	191	(24 574)
TOTAL NET	23 988	834	(1 181)	23 641

(en milliers d'euros)

	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Constructions en location financement	19 653	-	-	19 653
Terrain, constructions et agencements	6 869	491	(14)	7 346
Équipements de laboratoire	15 329	1 262	(297)	16 294
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	2 254	84	(170)	2 168
Immobilisations en cours	580	1 149	(1 077)	652
Total	44 685	2 986	(1 558)	46 113
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Constructions en location financement	(6 562)	(1 109)	-	(7 671)
Terrain, constructions et agencements	(2 611)	(320)	14	(2 917)
Équipements de laboratoire	(9 391)	(887)	110	(10 168)
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	(1 316)	(218)	165	(1 369)
Total	(19 880)	(2 534)	289	(22 125)
TOTAL NET	24 805	452	(1 269)	23 988

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

(en milliers d'euros)

	31/12/2014	31/12/2013
Dépenses de recherche et développement	2 582	2 476
Frais généraux	58	58
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 640	2 534

Les décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles se sont montés à 2 295 milliers d'euros en 2014 (1 895 milliers d'euros en 2013).

NOTE 5 ► IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)

	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Immobilisations incorporelles	3 945	144	-	4 089
Immobilisations incorporelles en cours	166	175	(180)	161
Total	4 111	319	(180)	4 250
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Autres immobilisations incorporelles	(2 782)	(412)	-	(3 194)
Total	(2 782)	(412)	-	(3 194)
TOTAL NET	1 329	(93)	(180)	1 056

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Immobilisations incorporelles	3 353	597	(5)	3 945
Immobilisations incorporelles en cours	541	189	(564)	166
Total	3 894	786	(569)	4 111
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Autres immobilisations incorporelles	(2 397)	(390)	5	(2 782)
Total	(2 397)	(390)	5	(2 782)
TOTAL NET	1 497	396	(564)	1 329

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Dépenses de recherche et développement	387	365
Frais généraux	25	25
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	412	390

Les décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles se sont élevés à 139 milliers d'euros en 2014 (222 milliers d'euros en 2013).

NOTE 6 ► ACTIFS FINANCIERS

► IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITION				
Immobilisations financières	2 892	1 878	(823)	3 947
Titres de participation	7 074	-	(7 045)	29
Total brut	9 966	1 878	(7 868)	3 976
Provision pour dépréciation	(29)	(95)	-	(124)
Total	(29)	(95)	-	(124)
TOTAL NET	9 937	1 783	(7 868)	3 852

L'augmentation de 1 878 milliers d'euros des immobilisations financières en 2014 correspond principalement aux 885 milliers d'euros de retenue de garantie au titre de la mobilisation sur le premier semestre 2014 du crédit d'impôt recherche de 2013, ainsi qu'à une conversion de créances en compte courant non rémunéré consentie à Elsalys Biotech SAS pour 718 milliers d'euros.

La baisse de 823 milliers d'euros des immobilisations financières correspond au remboursement de la retenue de garantie au titre de la mobilisation du crédit d'impôt recherche 2010, remboursé par l'État en 2014.

La diminution de 7 045 milliers d'euros des titres de participation en 2014 correspond à la cession des titres de Jennerex, Inc. à la société SillaJen, Inc., dont 2 331 milliers d'euros ont été payés en 2014. (cf note 13).

► TITRES DE PARTICIPATION MIS EN ÉQUIVALENCE

Le tableau ci-dessous détaille les montants bruts (coût d'acquisition), les provisions pour dépréciation ainsi que les quotes-parts de résultat pour les sociétés ci-dessus mises en équivalence :

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITION				
Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd	3 976	-	-	3 976
Platine Pharma Services SAS	993	-	(699)	294
ElsaLys Biotech SAS	501	-	-	501
Total coûts d'acquisition	5 470	-	(699)	4 771
Quote-part de résultat Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd	(458)	-	(1 198)	(1 656)
Quote-part de résultat Platine Pharma Services SAS	(911)	617	-	(294)
Quote-part de résultat ElsaLys Biotech SAS	(260)	-	(241)	(501)
Total des dépréciations et quotes-parts de résultat revenant à Transgene	(1 629)	617	(1 439)	(2 451)
Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd	3 518	-	(1 198)	2 320
Platine Pharma Services SAS	82	617	(699)	-
ElsaLys Biotech SAS	241	-	(241)	-
VALEUR NETTE DES TITRES DE PARTICIPATION MIS EN ÉQUIVALENCE	3 841	617	(2 138)	2 320

Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co

Au 31 décembre 2014, Transgene détenait 50 % de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd et la valorisation nette de sa participation ressortait à 2 320 milliers d'euros.

Cette valorisation fait l'objet d'une revue dans le cadre de la clôture au 31 décembre 2014. Cette revue est basée sur une analyse selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow*, ou DCF) telle que décrite en Note 1.7.4.

Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd est calculé à partir du coût moyen du capital (*Weighted Average Cost of Capital*, ou WACC), lui-même basée sur une approche dite des comparables boursiers. Une variation à la hausse de 1 point du WACC aurait un impact négatif d'environ 15 % sur la valorisation de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. Une variation à la baisse de 5 % dans la PSTR retenue pour les deux produits les plus avancés aurait un impact négatif d'environ 50 % sur la valorisation de Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd.

Au 31 décembre 2014, la Société considère que la valeur inscrite au bilan pour sa participation dans Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd reflète sa juste valeur et que les variations raisonnablement possibles des principales hypothèses ne conduiraient pas à une juste valeur inférieure à la valeur au bilan.

Platine Pharma Services SAS

En juillet 2014, la société Platine Pharma Services SAS a procédé à une réduction de capital par voie de réduction de la valeur nominale des actions.

Cette opération a été suivie par une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 435 000 euros par création d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription intégralement souscrite par la société Advanced Bioscience Laboratories Inc. (ABL). L'impact pour Transgene a été une réduction de la valeur de ses titres de participation de 599 milliers d'euros.

Le 14 août 2014, dans le cadre de la souscription à l'augmentation de capital d'ABL Inc., Transgene a cédé à cette dernière à titre gratuit 14 764 titres de Platine., ce qui a conduit à constater une perte sur l'exercice de 100 milliers d'euros.

À l'issue de l'opération, la participation de Transgene au capital de Platine Pharma Services SA s'élevait à 9,87 %.

Au 31 décembre 2014, la valorisation nette de la participation dans Platine Pharma Services SA était nulle et Transgene possédait également un compte-courant d'associé de 200 milliers d'euros dans la société et un prêt conditionné de 189 milliers d'euros, déprécié à hauteur de 95 milliers d'euros.

ElsaLys Biotech SAS

Au 31 décembre 2014, Transgene détenait 23,72 % d'ElsaLys Biotech SAS et la valorisation nette de sa participation était nulle. La Société possédait également un compte-courant d'associé de 718 milliers d'euros et des créances clients pour 214 milliers d'euros. Ces créances sont entièrement recouvrables.

NOTE 7 ► AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Crédit d'impôt recherche, part non courante	25 924	25 051
CICE, part non courante	485	210
Charges constatées d'avance, part non courante	59	145
Créance sur cession de participation	4 378	-
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	30 846	25 406

Crédit d'impôt recherche et CICE

Au 31 décembre 2014, la Société dispose d'une créance de 33 479 milliers d'euros (dont 25 924 milliers d'euros de part non courante) au titre des crédits d'impôt recherche (CIR) de 2011, 2012, 2013 et 2014 et d'une créance de 485 milliers

d'euros au titre des CICE 2013 et 2014. Ces créances peuvent être utilisées en règlement de l'impôt sur les sociétés. En cas de non-utilisation, leur remboursement en numéraire peut être demandé selon l'échéancier suivant, conformément aux règles fiscales en vigueur (en milliers d'euros).

Années de référence	Années de remboursement prévues	31/12/2014	31/12/2013
PART COURANTE			
2010	2014	-	7 871
2011	2015	7 894	-
Redressement fiscal	2015	(339)	-
Total part courante		7 555	7 871
PART NON COURANTE			
2011	2015	-	7 894
2012	2016	8 289	8 289
2013	2017	8 852	8 868
2014	2018	8 783	-
Total part non courante		25 924	25 051
TOTAL CIR		33 479	32 922
PART NON COURANTE			
2013	2017	210	210
2014	2018	275	-
Total part non courante		485	210
TOTAL CICE		485	210

Créance sur cession de participations

La créance sur cession de participations de 4 378 milliers d'euros correspond à la valeur actuelle nette estimée du complément de prix attendu par Transgene sur la cession des titres Jennerex, Inc. dont le paiement est étalé dans le temps et sujet à conditions. L'évaluation de cette créance a été faite en tenant compte de la meilleure estimation possible des dates de réalisation des jalons de paiement pouvant aller jusqu'en 2019. Ces flux futurs de trésorerie ont été actualisés et leur

survenance probabilisée. Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie est calculé à partir du coût moyen du capital (*Weighted Average Cost of Capital*, ou WACC), lui-même basé sur une approche dite des comparables boursiers. Une variation à la hausse de 1 point du WACC aurait un impact négatif d'environ 2 % sur la valorisation de la créance. Une variation à la baisse de 10 % de la probabilité retenue de survenance des paiements futurs aurait un impact négatif d'environ 12 % sur la valorisation de la créance.

NOTE 8 **PASSIFS FINANCIERS**

Le tableau suivant distingue les passifs financiers selon leur maturité :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Passifs financiers, part courante	8 992	8 830
Passifs financiers, part non courante	43 199	40 788
PASSIFS FINANCIERS	52 191	49 618

Au 31 décembre 2014, les principaux passifs financiers concernent le financement des crédits d'impôt recherche 2011, 2012 et 2013 et du CICE 2013 et 2014, la location financière immobilière (siège et principaux laboratoires de recherche et développement) et les avances remboursables de la Bpifrance.

PASSIFS FINANCIERS, PART COURANTE

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Location financière immobilière	942	906
Location financière mobilière	156	53
Financement du crédit d'impôt recherche de 2011 (voir Passifs financiers, part non courante)	7 894	7 871
PASSIFS FINANCIERS - PART COURANTE	8 992	8 830

Location financière mobilière

Transgene a acquis des équipements financés par crédit-bail en 2013 et 2014.

Financement du crédit d'impôt recherche

Voir Passifs financiers, part non courante.

PASSIFS FINANCIERS, PART NON COURANTE

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Location financière immobilière	9 259	10 200
Location financière mobilière	332	147
SWAP de taux - juste valeur (voir Note 21)	659	501
Avances conditionnées	15 324	13 802
Financement du crédit d'impôt recherche de 2012 et 2013	17 095	16 138
Financement du CICE de 2013 et 2014	530	-
PASSIFS FINANCIERS - PART NON COURANTE	43 199	40 788

Location financière immobilière

Transgene a regroupé en décembre 2008 l'ensemble de ses équipes sur le site d'Illkirch, dans la banlieue de Strasbourg. Le projet a consisté à transférer la totalité des activités auparavant situées au centre-ville de Strasbourg dans un bâtiment neuf d'environ 6 900 m² de laboratoires et de bureaux, afin de

satisfaire les besoins d'espace et d'améliorer les conditions de travail. Le coût de la construction et du terrain s'élève à 15,6 millions d'euros. Cet investissement est financé par un contrat de location financement d'une durée de 15 ans, conclu avec un pool bancaire en octobre 2007, avec valeur résiduelle de 1,1 million d'euros. La première échéance de loyer a eu lieu le 1^{er} janvier 2009.

Le solde du capital à rembourser au 31 décembre 2014 est de 10 200 milliers d'euros, contre 11 107 milliers au 31 décembre 2013. Le tableau suivant présente la ventilation de cette dette en fonction des échéances ainsi que le montant des charges financières associées et la valeur actualisée des différents paiements :

	31/12/2014		31/12/2013	
	Paiements minimaux	Valeur actualisée des paiements	Paiements minimaux	Valeur actualisée des paiements
Moins d'un an	1 056	1 037	1 033	1 002
Plus d'un an mais moins de 5 ans	4 520	4 233	4 401	3 949
Paiements minimaux totaux au titre de la location	10 817	9 789	11 852	9 904
Moins les charges financières	617	575	745	658
Capital restant dû :	10 200	9 214	11 107	9 246
• dont courant	941	924	906	878
• dont non-courant	9 259	8 290	10 201	8 368

Avances conditionnées

Au 31 décembre 2014, les avances conditionnées concernent principalement les avances remboursables perçues au titre du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »), qui bénéficie d'un financement public de Bpifrance, pour 15 144 milliers d'euros. Ce montant correspond aux avances encaissées depuis le début programme en 2007, soit 13 351 milliers d'euros, ainsi

que les intérêts cumulés sur ce financement pour 1 793 milliers d'euros. Le remboursement de ces avances est conditionné à l'atteinte d'un seuil de chiffre d'affaires avec le produit TG4010 et se fera proportionnellement à ce chiffre d'affaires jusqu'à l'atteinte d'un plafond de remboursement.

La Société pourrait recevoir jusqu'à 2,6 millions d'euros d'avances remboursables supplémentaires sur le reste de la durée du programme ADNA, c'est-à-dire jusqu'en 2017.

Financement du crédit d'impôt recherche

Le tableau ci-dessous présente les éléments concernant le financement bancaire des créances de crédit d'impôt recherche de la Société :

	ACTIF			PASSIF					
	Montant Brut	Financement bancaire	Créances Autres Actifs		Intérêts précomptés	TOTAL	Financement Passifs financiers		
			Part courante	Part non courante			Part courante	Part non courante	
CIR 2011	7 555	Oui	7 555	-	789	116	8 460	7 894	-
CIR 2012	8 289	Oui	-	8 289	825	-	9 114	-	8 243
CIR 2013	8 852	Oui	-	8 852	885	-	9 737	-	8 852
CIR 2014	8 783	Non	-	8 783	-	-	8 783	-	-
TOTAL CIR	33 479		7 555	25 924	2 499	116	36 094	7 894	17 095
CICE 2013	210	Oui	-	210	10	-	220	-	210
CICE 2014	275	Oui	-	275	48	-	323	-	320
TOTAL CICE	485		-	485	58	-	543	-	530

NOTE 9 ► AUTRES PASSIFS**► AUTRES PASSIFS COURANTS**

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Dettes fiscales et sociales	3 951	4 987
Produits constatés d'avance	111	643
Dont :		
• droit d'option Novartis	-	252
• subventions	81	338
• autres	30	53
Autres passifs à court terme	86	69
TOTAL	4 148	5 699

NOTE 10 ► AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément aux dispositions de la loi française, Transgene SA participe au financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations, calculées sur la base des salaires, aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Transgene participe par ailleurs au financement des retraites de certains salariés en France en versant des cotisations, également basées sur les salaires, à des organismes privés de retraites complémentaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élève à 25 008 heures au 31 décembre 2014 (sur la base des heures validées au 1^{er} janvier 2015). 844 heures de formation ont été prises durant l'année 2014. La provision correspondante au 31 décembre 2014 s'élève à 100 milliers d'euros.

4

Provisions pour engagements de retraite

La loi française exige également le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite, déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les bénéficiaires de l'indemnité sont transférés uniquement aux salariés présents dans la société au moment du départ en retraite. Les hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements de retraite sont les suivantes :

	31/12/2014	31/12/2013
Taux d'actualisation	2,25 %	3,00 %
Taux d'augmentation des salaires	2,00 %	2,50 %
Conditions de départ à la retraite (départ volontaire) :		
• cadres	65 ans	65 ans
• non-cadres	63 ans	63 ans

Le tableau ci-après résume les conditions et montants d'engagements actuariels de retraite aux 31 décembre 2014 et 2013 selon la norme IAS 19 révisée :

(en milliers d'euros)	31 décembre	
	2014	2013
VARIATION DE LA VALEUR DES ENGAGEMENTS		
Estimation des engagements à l'ouverture	4 344	4 481
Coût des services rendus de l'exercice	332	345
Coût de l'actualisation	124	113
Changement d'hypothèses	(338)	(125)
Réductions /cessations	(133)	(288)
(Gain) ou perte actuariel	(121)	(121)
Retraite payée	(32)	(61)
Estimation des engagements dus en cas de départ à la retraite	4 176	4 344
COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES DE L'EXERCICE		
Coût des services rendus de l'exercice	332	345
Coût de l'actualisation	124	113
Réductions /cessations	(133)	(288)
Coût des services et de l'actualisation	323	171
RÉÉVALUATIONS DU PASSIF/ DE L' (ACTIF) NET		
Pertes et (gains) actuariels lié aux changements d'hypothèses démographiques	(468)	2
Pertes et (gains) actuariels lié aux changements d'hypothèses financières	130	(127)
Pertes et (gains) actuariels lié à l'expérience	(121)	(121)
Total	(459)	(246)
VARIATION DU PASSIF/ DE L' (ACTIF) NET		
Passif/(actif) de début d'exercice	4 344	4 481
Montant reconnu en résultat	323	171
Décassements	(32)	(61)
Montant reconnu en autres éléments du résultat global	(459)	(247)
Passif / (actif) de fin d'exercice	4 176	4 344
CUMUL DES MONTANTS RECONNUS EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Cumul des montants reconnus en début d'exercice	652	899
Réévaluations du passif/ de l' (actif) net de l'exercice	(459)	(247)
Cumul des montants reconnus en fin d'exercice	193	652
Impôts différés	(66)	(224)
Cumul net des montants reconnus au résultat en fin d'exercice	126	427

Un test de sensibilité au taux d'actualisation a permis de chiffrer l'impact sur la valeur de l'engagement et sur le coût des services :

- un taux d'actualisation de 2,00 % conduirait à une hausse de l'engagement de 3,3 % et du coût des services de 3,8 % sur l'exercice ;
- un taux d'actualisation de 2,50 % conduirait à une baisse de l'engagement de 3,1 % et du coût des services de 3,8 % sur l'exercice.

Programme de primes liées à l'appréciation sur la valeur de la société

Transgene a mis en place en 2014 un nouveau programme de primes liées à l'appréciation sur la valeur de la société. Ce programme est destiné aux cadres dirigeants de la société et prévoit le versement d'une prime complémentaire en fonction de la performance du cours de bourse sur 5 ans.

Au 31 décembre 2014, un engagement de 75 milliers d'euros a été provisionné dans les comptes de la Société.

NOTE 11 ► CAPITAUX PROPRES

Capital

Au 31 décembre 2014, le nombre d'actions en circulation de Transgene s'élève à 38 527 968, représentant un capital social de 88 155 914,18 euros.

Les actionnaires disposent d'un droit préférentiel de souscription lors de chaque augmentation de capital, au prorata de leur participation. Les actionnaires peuvent renoncer à ce droit sous certaines conditions au cours d'une assemblée générale extraordinaire. En l'absence de renonciation préalable, les droits préférentiels sont négociables pendant la période de souscription.

En 2014, ont eu lieu les augmentations de capital suivantes :

- émission de 6 553 551 actions nouvelles au prix de 10 euros par action dans le cadre de deux augmentations de capital en mars, l'une avec maintien du droit préférentiel de souscription et l'autre par placement privé ;
- émission de 17 809 actions nouvelles liées à l'exercice d'options de souscription et à l'émission des actions nouvelles correspondantes au prix moyen unitaire pondéré de 7,21 euros ;
- émission de 81 750 actions nouvelles gratuites destinées aux employés de la Société.

Résultat net par action

Une réconciliation entre les résultats par action avant et après dilution est présentée ci-dessous. Le nombre de titres est calculé sur une base *prorata temporis*.

	31/12/2014	31/12/2013
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION		
Résultat net disponible part du Groupe (<i>en milliers d'euros</i>)	(48 556)	(42 858)
Nombre moyen d'actions en circulation	38 527 968	31 874 858
Résultat de base par action (<i>en euros</i>)	(1,26)	(1,34)
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	(1,26)	(1,34)

Aux 31 décembre 2014 et 2013, les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'action et actions gratuites) sont considérés comme anti dilutifs puisqu'ils induisent une augmentation du résultat net par

action des activités poursuivies. Ainsi, les résultats dilués par action de 2014 et 2013 sont identiques au résultat de base par action de l'exercice concerné.

Plans d'options de souscription d'actions

► TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES PLANS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date d'assemblée	09/06/2004	09/06/2006	09/06/2008	17/06/2010
Date du Conseil d'administration	09/02/2005	06/12/2006	16/12/2008	07/12/2010
	18/05/2005	04/10/2007	09/12/2009	13/12/2012
	01/01/2006	19/12/2007	07/12/2010	
	06/12/2006	16/12/2008		
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	300 000	450 000	250 000	400 000
Point de départ d'exercice des options	2009	2010	2012	2015
	2010	2011	2013	2017
		2012	2015	
Date d'expiration	2015	2016	2018	2020
	2016	2017	2019	2022
		2018	2020	
Prix de souscription (euros) (égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant la date d'attribution, sans décote), ajusté postérieurement à l'augmentation de capital avec maintien du DPS de 2010, conformément aux articles du Code de commerce	6,38	11,78	11,097	14,31
	7,12	16,23	17,26	7,92
	7,38	15,14	14,31	
	11,78	11,09		

► OPTIONS EN CIRCULATION ET OPTIONS EXERÇABLES AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Nombre d'actions
Options en circulation au 31 décembre 2013	1 262 242
<i>Options exerçables à la clôture</i>	<i>882 242</i>
Options attribuées en 2014	-
Options nouvelles créées suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	28 802
Options exercées en 2014	(17 108)
Options annulées ou venues à expiration en 2014	(85 839)
Options en circulation au 31 décembre 2014	1 188 097
<i>Options exerçables à la clôture</i>	<i>886 231</i>

Charge calculée sur paiements en actions

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 421 milliers d'euros en 2014, comme en 2013.

Plans d'attribution d'actions gratuites

► TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES PLANS DES ACTIONS

	Plan n° 1	Plan n° 2
Date d'assemblée	09/06/2008	17/06/2010
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	100 000	120 000
Date du Conseil d'administration	16/12/2008	07/12/2010
	09/12/2009	13/12/2012
	07/12/2010	
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	73 800	74 900
	11 100	44 320
	15 100	
Date d'attribution définitive et date d'expiration du délai de conservation (les deux périodes étant confondues)	15/12/2012	06/12/2014
	08/12/2013	12/12/2016
	06/12/2014	
Valeur de l'action au jour de l'attribution (cours d'ouverture au jour de l'attribution)	12,10 €	14,37 €
	19,67 €	8,36 €
	14,37 €	

► ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES ET ACQUISES AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Nombre d'actions
Actions gratuites attribuées au 31 décembre 2013	138 850
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions en 2013</i>	<i>(9 600)</i>
Actions gratuites annulées en 2014	(4 910)
Actions gratuites attribuées en 2014	-
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions en 2014</i>	<i>(81 750)</i>
Actions gratuites attribuées au 31 décembre 2014	42 590

Charge calculée sur paiements en actions

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 300 milliers d'euros en 2014 et à 320 milliers d'euros en 2013.

NOTE 12 ► PRODUITS OPÉRATIONNELS

► REVENUS DES ACCORDS DE COLLABORATION ET DE LICENCE

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Revenus de production et de collaboration de recherche et développement	1 668	2 246
Revenus de licences	822	1 603
TOTAL	2 490	3 849

Les revenus de production et de collaboration ont essentiellement compris des prestations de production ou de recherche pour des tiers (dont, en 2014, Jennerex, Inc. pour le produit Pexa-Vec, et Emergent Biosolutions, Inc. pour un candidat-produit contre la tuberculose).

Les revenus de licences sont composés de revenus de type « paiement à la signature » ou « paiement d'étape » sur des produits en développement, qui se sont élevés à 252 milliers d'euros en 2014 (1 009 milliers d'euros en 2013), et de revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene SA, qui se sont élevés à 566 milliers d'euros en 2014 (590 milliers d'euros en 2013).

► FINANCEMENTS PUBLICS DE DÉPENSES DE RECHERCHE

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Subventions de recherche et développement	551	3 083
Crédit d'impôt recherche	8 711	8 803
TOTAL	9 262	11 886

Au 31 décembre 2014, les subventions de recherche et développement proviennent notamment du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques ») financé par Bpifrance (181 milliers d'euros

en 2014, contre 2 836 milliers d'euros en 2013). Transgene pourrait encaisser jusqu'à 0,8 million d'euros de subventions supplémentaires sur le reste de la durée du programme, soit jusqu'en 2017.

NOTE 13 ► AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Subventions d'investissement	11	15
Produits de cession d'immobilisations	2 705	175
Autres produits	4 266	146
Total des produits	6 982	336
Valeur nette comptable des cessions d'immobilisations	(7 758)	(194)
Autres charges	(506)	(243)
Total des charges	(8 264)	(437)
TOTAL	(1 282)	(101)

Au 31 décembre 2014, les *Autres produits et charges opérationnels* concernaient principalement la cession des titres de Jennerex, Inc. à SillaJen, Inc. : 7 045 milliers d'euros de *Valeur nette comptable des cessions d'immobilisations*, 2 700 milliers d'euros de *Produits*

de cession d'immobilisations (dont 2 332 milliers d'euros encaissés en 2014) et 4 117 milliers d'euros en *Autres produits* correspondant à l'estimation du complément de prix attendu sur la cession des titres (voir Note 7).

NOTE 14  **RÉSULTAT FINANCIER**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2014	31/12/2013
Revenus des placements financiers	420	663
Coût de l'endettement	(671)	(702)
Gains des placements nets d'emprunts	(251)	(39)
Produits (charges) financiers divers	(792)	(770)
Gains (pertes) de change	242	79
Total	(550)	(691)
PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS	(801)	(730)

NOTE 15  **IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS****Impôt courant**

La Société étant déficitaire, la charge d'impôt courant du Groupe est nulle. Les filiales américaine et chinoise n'ont reconnu aucun produit ou charge d'impôt courant en 2013 et 2014.

Impôt différé

Les actifs nets d'impôt différé sont nuls au 31 décembre 2014 en raison de la non-reconnaissance des impôts différés actifs liée à l'incertitude de résultats taxables dans un avenir prévisible.

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt s'analyse ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Charge normale d'impôt en France	34,43 %	34,43 %
Actifs d'impôt différé non reconnus	- 40,73 %	- 39,24 %
Différences permanentes	6,8 %	6,7 %
Taux effectif d'impôt	0 %	0 %
Résultat avant impôt	(48 556)	(42 858)
Impôt sur les bénéfices	-	-

Au 31 décembre 2014, Transgene dispose de reports déficitaires en France, indéfiniment reportables, pour un total de 547 390 milliers d'euros. Transgene ne dispose d'aucun report déficitaire provenant de ses filiales américaines et chinoises.

L'impôt différé actif de Transgene comprend les éléments suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Reports déficitaires	547 390	490 523
Frais de licences capitalisés restant à déduire	19	21
Indemnités de départ à la retraite	3 268	3 286
Provisions pour risques et charges	32	32
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2 452	1 628
Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd	724	434
Apport en nature à Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd	1 234	1 234
Autres éléments	181	115
Total base d'impôt différé actif	555 300	497 273
Taux d'impôt	34,43 %	34,43 %
Actif d'impôt différé	191 190	171 211
Actif d'impôt différé non reconnu	(190 872)	(170 869)
IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF	318	342

L'impôt différé passif de Transgene est composé des éléments suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Location financement	925	995
Autres	-	-
Total base d'impôt différé passif	925	995
Taux d'impôt	34,43 %	34,43 %
IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF	318	342

NOTE 16 PERSONNEL

Effectifs

Les effectifs inscrits de la Société s'élevaient à 296 salariés au 31 décembre 2014 dont 7 personnes pour Transgene, Inc. et 5 pour Transgene Shanghai. La Société comptait 295 salariés aux 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014	Hommes	Femmes	Total
Cadres	71	107	178
Etam	26	92	118
TOTAL	97	199	296*

* Dont 266 contrats à durée indéterminée au 31/12/2014.

Dépenses de personnel

Les charges de personnel comprises dans le résultat de la Société (masse salariale, taxes, charges des retraites, frais annexes) sont réparties ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Dépenses de recherche et développement	19 831	19 389
Frais généraux	3 752	3 221
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	23 583	22 610

La charge relative aux paiements en actions s'est élevée à :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Dépenses de recherche et développement	542	561
Frais généraux	179	182
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	721	743

NOTE 17 ENTREPRISES LIÉES

Transgene a signé une convention de trésorerie avec l'Institut Mérieux. Les disponibilités placées dans le cash pooling de l'Institut Mérieux représentent une créance de 62 422 milliers d'euros au 31 décembre 2014, le produit des intérêts qui en résulte est de 398 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte de ces éléments de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31/12/2014	
	Créances	Dettes
Institut Mérieux	-	11
Thera Conseil	-	-
Platine Pharma Services SAS	400	-
Transgene Tasly BioPharmaceutical Co. Ltd	34	-
BioMérieux SA	-	-
BioMérieux Shanghai	-	13
BioMérieux, Inc.	-	144
Advance Bioscience Laboratories, Inc.	-	-
ElsaLys Biotech SAS	932	-
Merieux Development	11	-
TOTAL	1 377	168

(en milliers d'euros)	31/12/2014	
	Produits	Charges
BioMérieux SA ⁽¹⁾	-	76
Thera Conseil	-	13
BioMérieux Shanghai	-	213
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	1 884
BioMérieux, Inc. ⁽³⁾	-	1 594
Advance Bioscience Laboratories, Inc.	-	-
Platine Pharma Services SAS	-	234
Transgene Tasly BioPharmaceutical Co. Ltd ⁽⁴⁾	347	-
ElsaLys Biotech SAS ⁽⁵⁾	451	50
Merieux Development	11	-
TOTAL	809	4 064

(1) Les charges correspondent à des achats de matériels et de consommables de laboratoire.

(2) Les charges correspondent au contrat de prestations de services rendues par Institut Mérieux.

(3) Les charges correspondent au contrat de prestations de services, de refacturation de personnel et de loyer conclu entre Transgene, Inc. et BioMérieux, Inc.

(4) Les produits correspondent aux contrats de prestations de services et refacturation de personnel conclus entre Transgene SA et Transgene Tasly BioPharmaceutical Co. Ltd.

(5) Les produits correspondent au contrat de prestation de services rendues par Transgene SA et au contrat de refacturation de loyer. Les charges correspondent à un contrat d'agent entre ElsaLys Biotech et Transgene SA.

NOTE 18 ► ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Transgene a conclu le 1^{er} avril 2009 une convention d'occupation de locaux avec Lyonbiopôle pour ses équipes de Lyon. Cette convention, d'une durée initiale de 3 ans, a été renouvelée en 2012. Le loyer annuel a été de 332 milliers d'euros (charges comprises) en 2014.

Transgene disposait depuis le 1^{er} mai 2010 de bureaux dans le parc d'innovation d'Illkirch. Un contrat de bail commercial « 3/6/9 » avait été signé le 1^{er} mai 2010, il a été résilié le 15 septembre 2014. Le loyer annuel a été de 26 milliers d'euros (charges comprises) en 2014.

Transgene est par ailleurs engagée dans des contrats avec des sous-traitants. Ces contrats peuvent avoir des effets sur plusieurs exercices comptables. Au 31 décembre 2014, la Société estime ses engagements financiers au titre de ces contrats à environ 16 millions d'euros en valeur courante. Ce montant d'engagements correspond à la trésorerie restant à décaisser sur les contrats signés à date.

Dans le cadre d'accords de licence ou d'option sur licence signés avec des tiers, ceux-ci se sont engagés à verser au

Groupe des paiements d'étapes ou redevances qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à la date des comptes. La Société s'est engagée à l'égard d'un certain nombre de tiers à verser des paiements d'étapes ou redevances dans le cadre d'accords de collaboration ou de licences, qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à la date des comptes.

En contrepartie de la mobilisation des crédits d'impôt recherche de 2011, 2012 et 2013 et des crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi de 2013 et 2014, la Société a accordé des garanties bancaires d'un montant de 2 558 milliers d'euros.

La Société a fait l'objet en 2014 d'une vérification de sa comptabilité par l'administration fiscale portant sur les exercices comptables 2011 et 2012. Seules les notifications de corrections acceptées par la Société ont été comptabilisées dans les comptes au 31/12/2014. À la date de préparation de ce document, il ne reste qu'un point majeur de redressement, contesté par la Société et non provisionné dans les comptes, sur lequel un désaccord subsiste avec l'administration.

NOTE 19 ► INFORMATION SECTORIELLE

La Société conduit ses activités exclusivement en recherche et développement pharmaceutiques de vaccins thérapeutiques et de produits d'immunothérapie, dont aucun n'est actuellement commercialisé. Ses principaux partenaires, avec lesquels il

génère des revenus, sont la société Jennerex Inc. et la société Emergent, Inc. Ses activités sont localisées pour l'essentiel en France. La Société a donc décidé de ne retenir qu'un secteur pour l'établissement et la présentation de ses comptes.

NOTE 20 ► VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ÉCHÉANCE

► 31 DÉCEMBRE 2014

Actifs (en milliers d'euros)	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Immobilisations financières	2 934	789	2 145
Clients	1 540	1 540	-
Crédit d'impôt recherche et CICE	33 964	7 555	26 409
État, TVA et autres collectivités	879	879	-
Personnel et comptes rattachés	44	44	-
Charges constatées d'avance	1 140	1 080	60
Subvention à recevoir	941	124	817
Créances sur cession de participation	4 378	1 294	3 084
Autres créances	115	115	-
TOTAL	45 935	13 420	32 515

Passifs (en milliers d'euros)	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Fournisseurs	8 296	8 296	-	-
Location financière immobilière	10 200	941	4 166	5 093
Location financière mobilière	489	156	333	-
Avances conditionnées	15 324	-	93	15 231
Financement du crédit d'impôt recherche et CICE	25 519	7 894	17 625	-
Provision pour risques et charges	127	127	-	-
Engagements de retraites	4 176	35	962	3 179
Provision pour DIF et intéressement	176	101	75	-
Dettes sociales et fiscales	3 951	3 951	-	-
Produits constatés d'avances	111	106	5	-
Autres dettes	745	86	-	659
TOTAL	69 114	21 693	23 259	24 162

NOTE 21 OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Opérations de couverture

La Société n'est pas engagée dans des opérations de couverture de change.

La Société a procédé, au premier semestre 2009, à la couverture partielle du risque de taux lié au financement en location financement de son bâtiment administratif et de recherche d'Illkirch (cf. Note 8), selon les modalités suivantes :

- nominal : 5,9 millions d'euros (amortissable) ;
- instrument de couverture : contrat d'échange d'intérêts ;
- durée résiduelle : 9 ans ;
- taux sous-jacent : Euribor 3 mois ;
- taux fixe : 3,46 %.

Le tableau suivant présente la sensibilité des dépenses de la Société à une variation de 10 % du dollar US au cours des exercices clos aux 31 décembre 2013 et 2014 (avant impôt et avant éventuelle couverture de change) :

(en milliers d'euros)	31 décembre	
	2014	2013
Dépenses libellées en dollars US	2 293	9 948
Équivalent en euros sur base d'une parité de 1 EUR = 1,3214 USD	1 735	7 463
Équivalent en euros en cas de hausse de 10 % USD vs. EUR	1 909	8 209
Équivalent en euros en cas de baisse de 10 % USD vs. EUR	1 562	6 717

La position de change du groupe au 31 décembre 2014 est la suivante :

(en milliers)	USD
Actifs	6 300
Passifs	648
Position nette	5 652
Après gestion	5 652
Position hors bilan	-

Risques liés aux besoins de trésorerie

La Société contrôle les risques liés à la gestion de ses liquidités en ayant des procédures centralisées de suivi et d'approbation. Les liquidités sont investies dans des valeurs mobilières de placement sûres et offrant une grande qualité de signature.

La trésorerie placée au 31 décembre 2014 dans des fonds communs de placement, directement ou à travers de la gestion centralisée du groupe Institut Mérieux, s'élevait à 65,7 millions d'euros. La Société a, et aura besoin de capitaux importants pour financer la poursuite de ses travaux de recherche et de développement et notamment, les études précliniques et essais cliniques de ses futurs produits, la mise au point des procédés et la construction d'une unité à l'échelle industrielle et commerciale, le renforcement de ses capacités de contrôle

de qualité, de ses capacités réglementaires, commerciales et administratives. Elle aura également besoin de capitaux importants pour fabriquer et distribuer tout produit destiné à être commercialisé.

Risque de change

La Société publie ses états financiers consolidés en euros. Cependant, une partie de ses produits et charges est libellée en devises, principalement en dollars américains. Un renforcement ou un affaiblissement de l'euro face au dollar américain peut avoir un impact sur le résultat opérationnel.

La Société a des comptes bancaires libellés en dollars américains. Les décaissements nets en dollars américains se sont montés à 2,3 millions de dollars en 2014.

de qualité, de ses capacités réglementaires, commerciales et administratives. Elle aura également besoin de capitaux importants pour fabriquer et distribuer tout produit destiné à être commercialisé.

Gestion du capital

Les capitaux propres constituent la quasi-totalité des ressources de la Société, le recours à l'endettement bancaire étant limité par la situation structurellement déficitaire du groupe et le risque associé au domaine d'activité (recherche-développement pharmaceutique). La Société se financera pour l'essentiel par émission d'actions nouvelles jusqu'à ce que les conditions de rentabilité permettent le financement par la dette.

Instrument financiers

31 décembre 2014 (en milliers d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Créances, dettes, emprunts, au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
Actif Financier							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 513	-	-	-	3 513	3 513	1
Autres actifs financiers courants	62 422	-	-	-	62 422	62 422	2
Créances clients	-	-	1 540	-	1 540	1 540	-
Immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur immo financières	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	3 852	-	3 852	3 852	2
Titres de participations mis en équivalence	-	-	2 320	-	2 320	2 320	2
Autres actifs non courants	4 378	-	-	-	4 378	4 378	3
TOTAL ACTIF FINANCIER	70 313	-	7 712	-	78 025	78 025	-
Passif Financier							
Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à long terme	-	-	17 625	-	17 625	17 625	2
Engagement de crédit-bail, part à long terme	-	-	9 591	-	9 591	9 591	2
Avances conditionnées	-	-	15 324	-	15 324	15 324	2
Autres passifs financiers non courants	-	-	-	659	659	659	2
Passif financier non courant	-	-	42 540	659	43 199	43 199	-
Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à court terme	-	-	7 894	-	7 894	7 894	2
Engagement de crédit-bail, part à court terme	-	-	1 098	-	1 098	1 098	2
Passif financier courant	-	-	8 992	-	8 992	8 992	-
Fournisseurs	-	-	8 296	-	8 296	8 296	-
TOTAL PASSIF FINANCIER	-	-	59 828	659	60 487	60 487	-

Conformément à la norme IFRS 13, les instruments financiers sont présentés en 3 niveaux, selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- niveau 1 : juste valeur calculée par référence à des prix cotés non ajustés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- niveau 2 : juste valeur calculée par référence à des données observables de marché pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement à savoir des données dérivées de prix ;
- niveau 3 : juste valeur calculée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

NOTE 22 ◉ ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

4.1.3 Date des dernières informations financières

Le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014.



▶ 4.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Transgene SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1 « Actifs non courants - Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives aux immobilisations incorporelles et notamment aux frais de recherche. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations données dans la note 5 de l'annexe aux comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Votre groupe procède, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des titres de participation, selon les modalités décrites dans la note 1 « Immobilisations financières » et « Titres de participation mis en équivalence » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon, le 27 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

DIAGNOSTIC RÉVISION CONSEIL

Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres

Marc-André Audisio

▶ 4.3 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES

4.3.1 Comptes annuels

▶ BILAN – ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Immobilisations incorporelles brutes		4 400	4 261
(amortissements et provisions cumulés)		(3 344)	(2 932)
Immobilisations incorporelles - nettes	11	1 056	1 329
Immobilisations corporelles :			
Terrain		1 234	650
Agencements et installations		7 103	6 958
Matériel de laboratoire		16 816	15 918
Matériel de transport, de bureau et informatique		2 232	2 158
Immobilisations en cours		638	653
Total des immobilisations corporelles brutes		28 023	26 337
(amortissements et provisions cumulés)		(15 997)	(14 640)
Immobilisations corporelles - nettes	10	12 026	11 697
Immobilisations financières - nettes	12	10 393	17 099
Total actif immobilisé		23 475	30 125
Stocks	6	1 149	975
Clients	7	1 399	1 896
Crédit d'impôt recherche à recevoir	20	26 409	25 261
État - T.V.A. récupérable et autres créances d'impôt		8 434	8 432
Autres créances, dont trésorerie centralisée	8	63 655	44 080
Disponibilités, équivalents de trésorerie	5	3 264	4 675
Total actif circulant		104 311	85 319
Charges constatées d'avance	17	1 138	968
Écarts de conversion actif		-	-
TOTAL DE L'ACTIF		128 924	116 412

► BILAN – PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Capital souscrit, valeur nominale appelée et souscrite	13	88 156	72 933
Primes d'émission	26	472 492	424 775
Réserves	26	349	555
Report à nouveau		(439 160)	(396 737)
Résultat de l'exercice		(50 884)	(41 454)
Provisions réglementées		-	-
Capitaux propres	13	70 953	60 072
Passifs financiers		25 519	24 009
Avance conditionnée		15 324	13 802
Autres fonds propres	14	40 843	37 811
Provision pour engagements de retraite		4 635	3 374
Autres provisions pour risques et charges		131	103
Provisions pour risques et charges	15	4 766	3 477
Fournisseurs et comptes rattachés		8 217	9 365
Dettes sociales et fiscales		3 946	4 970
Autres charges à payer		86	70
Dettes d'exploitation		12 249	14 405
Produits constatés d'avance	17	111	643
Écarts de conversion passif		2	4
Passif		57 971	56 340
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		128 924	116 412

► COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Produits des collaborations et accords de licence	2	2 490	3 849
Subventions	2	551	3 083
Autres produits	2	775	1 193
Total des produits d'exploitation		3 816	8 125
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais de recherche et développement		(48 996)	(49 410)
Frais généraux et administratifs		(7 413)	(6 645)
Autres charges		(840)	(1 349)
Total des charges d'exploitation		(57 249)	(57 404)
Résultat d'exploitation		(53 433)	(49 279)
Produits financiers	3	427	669
Charges financières	3	(1 517)	(1 773)
Différences de change	3	273	85
Résultat courant avant impôts		(54 250)	(50 298)
(Charges) ou produits exceptionnels nets	4	(5 097)	(19)
Impôt	20	8 463	8 863
RÉSULTAT NET		(50 884)	(41 454)

4.3.2 Annexe aux comptes annuels (pour l'exercice clos le 31 décembre 2014)

- Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les comptes annuels au 31 décembre 2014
- font ressortir un total du bilan de 128 924 milliers d'euros et une perte nette de 50 884 milliers d'euros.



Sommaire des notes sur les comptes annuels

NOTE 1	NATURE DE L'ACTIVITÉ ET SYNTHÈSE DES PRINCIPES COMPTABLES	116	NOTE 15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	126
NOTE 2	PRODUITS D'EXPLOITATION	119	NOTE 16	CHARGES À PAYER	127
NOTE 3	RÉSULTAT FINANCIER	119	NOTE 17	COMPTES DE RÉGULARISATION	128
NOTE 4	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	120	NOTE 18	ENTREPRISES LIÉES	128
NOTE 5	DISPONIBILITÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	120	NOTE 19	TABLEAU DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES	129
NOTE 6	STOCKS	120	NOTE 20	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	129
NOTE 7	CLIENTS	120	NOTE 21	RÉMUNÉRATION ET ENGAGEMENTS DES DIRIGEANTS	130
NOTE 8	AUTRES CRÉANCES	121	NOTE 22	ENGAGEMENTS HORS BILAN	131
NOTE 9	PRODUITS À RECEVOIR	121	NOTE 23	EFFECTIFS	132
NOTE 10	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	122	NOTE 24	IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE	132
NOTE 11	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	122	NOTE 25	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	132
NOTE 12	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	123	NOTE 26	PRIMES ET RÉSERVES	132
NOTE 13	CAPITAUX PROPRES	123	NOTE 27	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	133
NOTE 14	AUTRES FONDS PROPRES	126			

NOTE 1 **◉ NATURE DE L'ACTIVITÉ ET SYNTHÈSE DES PRINCIPES COMPTABLES**

Nature de l'activité

Transgene (« la Société ») est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. Elle a été créée en 1979 pour mettre en œuvre les techniques émergentes du génie génétique dans le cadre de recherches sous contrats avec des groupes industriels dans le domaine de l'immunologie, de la virologie, de la biologie moléculaire et cellulaire et de la chimie des protéines. La Société conçoit et développe des produits d'immunothérapie pour le traitement des cancers et des maladies infectieuses.

Principes comptables et changements de méthodes

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, en conformité avec le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général.

Le nouveau règlement sur les actifs (CRC 02-10 et 04-06) a été appliqué à partir du 1^{er} janvier 2005.

Constatation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de Transgene sont constitués de revenus de licences de brevets et de collaborations dans les domaines de la recherche (y compris sous la forme de remboursements de frais engagés par Transgene), du développement et de la production.

Licences de brevets

Les produits issus des licences de brevets consistent généralement en des droits d'accès à la technologie payés à signature de l'accord et non remboursables, en financement par paiements d'étapes et en d'autres paiements comme les redevances.

Droits d'accès à la technologie payés à signature de l'accord et non remboursables

Dans le cas où Transgene n'est pas engagé à réaliser des travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature, ces droits sont enregistrés en produits d'exploitation lors de leur règlement ou de la naissance de la créance recouvrable.

Dans le cas où Transgene poursuit certains travaux de développement de la technologie postérieurement à la signature ou si Transgene a une obligation ultérieure de livraison de produit, ces droits sont enregistrés en produits d'exploitation de façon étalée sur la période de développement ou de livraison du produit.

Paiements d'étape

Les paiements d'étape sont comptabilisés en résultat lorsque le fait générateur est avéré et qu'il n'existe plus de conditions suspensives à son règlement par le tiers devant être levées par Transgene. Les faits générateurs sont généralement les résultats scientifiques obtenus par Transgene ou des éléments exogènes tels que les approbations réglementaires,

le lancement d'études cliniques ou la sélection de produits propres à un développement pharmaceutique.

Redevances

Les redevances de licences sont basées sur les ventes réalisées par les licenciés de produits ou de technologies. Elles sont comptabilisées selon les termes de l'accord de licence lorsque les ventes peuvent être déterminées de façon fiable et que la recouvrabilité des créances nées des redevances à percevoir est raisonnablement assurée. Des estimations provisoires de redevances à percevoir sont réalisées à travers les statistiques de ventes et leur tendance.

Contrats de service et de fabrication

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de recherche ou de fabrication par Transgene, avec obligations de moyens vis-à-vis des clients.

Transgene facture ses prestations à un prix défini contractuellement, généralement en fonction du temps passé, et les facturations sont enregistrées en produits d'exploitation au fur et à mesure des travaux effectués.

Certains contrats prévoient la réalisation de prestations de fabrication avec obligation de résultats. Dans ces cas, les prestations sont enregistrées en produits d'exploitation au compte de résultat après contrôle qualité satisfaisant et acceptation du client.

Les encaissements correspondant à des revenus non encore comptabilisés au résultat selon les principes exposés plus haut sont enregistrés en « produits constatés d'avance » au passif du bilan, jusqu'à ce qu'ils remplissent les critères d'enregistrement au résultat.

Crédit d'impôt recherche afférent aux frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement donnent droit à un crédit d'impôt recherche reconnu à l'issue de l'exercice pendant lequel les dépenses ont été comptabilisées et le crédit d'impôt demandé. Lorsqu'il n'a pu être utilisé par imputation sur une charge d'impôt, le crédit d'impôt peut faire l'objet d'un remboursement à compter de la quatrième année suivant sa constatation. Les crédits d'impôt recherche 2011, 2012, 2013 et 2014 seront remboursés respectivement en 2015, 2016, 2017 et 2018. La Société pratique depuis 2011 (crédit d'impôt recherche 2010) le refinancement bancaire de son crédit d'impôt recherche afin d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé sur la ligne « Impôts » du compte de résultat.

Disponibilités et valeurs mobilières de placement à court terme

La Société considère comme disponibilités et valeurs mobilières de placement les placements très liquides, c'est-à-dire pouvant être achetés ou revendus à tout moment sur la base de prix déterminés journalièrement, et ne présentant pas de risque

significatif de taux et de contrepartie. Ces valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de Fonds Communs de Placement investis pour la plus grande part sur des actifs sous-jacents monétaires, obligataires et des emprunts d'état. Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au prix de revient déterminé selon la méthode du premier entré / premier sorti ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient, déterminé selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Ils se composent principalement de produits chimiques et de fournitures de laboratoire. Une provision pour obsolescence ou faible rotation est constatée, le cas échéant.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées au coût d'acquisition. Un amortissement est enregistré en résultat en fonction de la durée probable d'utilisation du bien, selon les modalités suivantes :

Nature de l'immobilisation corporelle	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments	Linéaire	20 à 50 ans
Agencements et installations générales	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel et outillage (matériel et équipements de laboratoire)	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans

L'application du nouveau règlement sur les actifs (CRC 02-10 et 04-06) n'a pas eu d'incidence sur les comptes. En effet, de par la nature de ses actifs immobilisés leur niveau de décomposition n'a pas conduit à modifier les valeurs des actifs ou les plans d'amortissement.

Les éléments d'une immobilisation ayant des durées d'utilisation significativement différentes de l'élément principal, ont un plan d'amortissement propre dès lors que la valeur de ces éléments représente au moins 15 % de la valeur de l'ensemble immobilisé.

Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission.

Coûts de recherche et développement

Les frais de recherche appliquée et de développement comprennent les coûts directs et indirects engagés sur les projets, à l'exclusion de toute quote-part de frais généraux.

Les coûts directs et indirects correspondent principalement aux salaires des chercheurs et techniciens de recherche, à l'amortissement des biens utilisés et aux coûts des matières et autres services consommés.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges au compte de résultat, dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement sont capitalisés lorsque les conditions requises sont remplies.

La Société considère que les frais encourus pour la mise au point de ses produits pharmaceutiques revêtent la qualité de frais de recherche jusqu'au dépôt d'une demande d'autorisation de mise sur le marché auprès des autorités réglementaires. Postérieurement à ce dépôt, ils revêtent la qualité de frais de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées principalement de licences, de brevets acquis et de logiciels informatiques.

Nature de l'immobilisation incorporelle	Méthode d'amortissement	Durée d'amortissement
Logiciels et licences informatiques	Linéaire	1 à 5 ans
Brevets acquis	Linéaire	5 ans

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés au coût de revient et dépréciés, le cas échéant, si leur valeur comptable devient supérieure à leur valeur recouvrable telle qu'estimée par la Société.

La valorisation des titres de participation est actuellement basée sur une analyse selon la méthode de l'actualisation des

flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow*, ou DCF). Cette valorisation fait l'objet de revues périodiques.

Pour les participations développant des produits d'immunothérapie, les hypothèses retenues pour la valorisation DCF concernent principalement la probabilité de succès technique et réglementaire (« PSTR ») et le potentiel de marché des produits composant le portefeuille. Le potentiel de marché des produits fait l'objet de revues régulières par la Société. La





PSTR, qui dépend du stade de développement des produits, est calculée à partir de publications faisant référence dans le domaine.

Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie de participations est calculé à partir du coût moyen du capital (*Weighted Average Cost of Capital*, ou WACC) de celles-ci. Le calcul du WACC est lui-même basé sur une approche dite des comparables boursiers.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements concernant des biens en location ainsi que les retenues de garantie liées aux cessions de créances au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Les dépôts et cautionnements sont valorisés au coût de revient et dépréciés, le cas échéant, pour refléter leur valeur nette de réalisation.

Charges constatées d'avance et autres actifs circulants

Les charges constatées d'avance et les autres créances de l'actif circulant sont valorisées au coût d'acquisition et dépréciées, le cas échéant, pour refléter leur valeur nette de réalisation.

Provisions pour risques et charges et indemnités de départ à la retraite

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations de la Société. En particulier, en matière de retraites et pensions du personnel, les droits acquis par le personnel en activité sont estimés selon des évaluations actuarielles tenant compte des probabilités de mortalité et de maintien dans la Société, ainsi que de l'évolution prévisible des rémunérations.

La Société comptabilise les écarts actuariels selon la méthode du corridor. Dans le cadre de la première application de la recommandation ANC n°2013-02 au 31 décembre 2014, le montant en hors bilan des écarts actuariels non amortis au 31 décembre 2013 (970 milliers d'euros) a été reconnu en capitaux propres. Par la suite, les pertes ou gains actuariels liés à l'expérience et/ou au changement d'hypothèses seront amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés après application d'un corridor de

10 % du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture.

Conversion des éléments en devises

Les liquidités immédiates en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les écarts résultant de cette conversion sont directement comptabilisés en résultat de l'exercice.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes « écarts de conversion » au bilan (à l'actif pour les pertes latentes, au passif pour les gains latents).

Les pertes latentes donnent lieu à la constitution de provisions pour risques passées en charges de l'exercice.

Impôt

La charge d'impôt sur les sociétés correspond à l'impôt exigible calculé au taux de droit commun en vigueur à la clôture de l'exercice, ainsi qu'au montant du crédit d'impôt recherche.

La situation fiscale latente est calculée sur la base des différences existant entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs présentés au bilan. Ces différences sont déterminées en fonction des dispositions fiscales et taux d'impôt escomptés au moment où ces différences s'inverseront.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le CICE est comptabilisé, le cas échéant, en diminution de la rubrique *Charges de personnel*.

La position fiscale de la Société ne permettant de déduire le crédit d'impôt sur les bénéfices fiscaux éventuels de l'exercice, cette créance de CICE ne sera remboursée par l'État qu'au bout des 3 exercices suivants.

Transgene bénéficie d'un pré-financement bancaire de cette créance et le produit encaissé sur cette mobilisation de créance est utilisé pour le renouvellement du fonds de roulement de la société

NOTE 2 ▶ **PRODUITS D'EXPLOITATION**▶ **PRODUITS DES COLLABORATIONS ET ACCORDS DE LICENCE**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Bio-production et collaborations	1 668	2 246
Redevances et produits de licences	822	1 603
TOTAL	2 490	3 849

▶ **AUTRES PRODUITS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Subventions	551	3 083
Autres	775	1 193
TOTAL	1 326	4 276

NOTE 3 ▶ **RÉSULTAT FINANCIER**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
PRODUITS		
Revenus des valeurs mobilières de placement	421	663
Revenus des créances immobilisées	-	-
Escomptes obtenus	-	-
Autres produits financiers	6	6
Total produits financiers	427	669
CHARGES		
Autres charges financières	(981)	(1 212)
Charges financières liées à l'endettement	(536)	(561)
Total charges financières	(1 517)	(1 773)
DIFFÉRENCE DE CHANGE		
Gain de changes	284	112
Pertes de changes	(11)	(27)
Total différence de change	273	85
RÉSULTAT FINANCIER	(817)	(1 019)

NOTE 4 ▶ **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL**

Au 31 décembre 2014, le résultat exceptionnel est principalement composé des moins-values réalisées sur la cession des titres de Jennerex, Inc. à la société SillaJen, Inc., société coréenne de biotechnologie.

NOTE 5 ▶ **DISPONIBILITÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Disponibilités	390	389
Valeurs mobilières de placement	2 874	4 286
TOTAL	3 264	4 675
Gains latents non comptabilisés	0,5	0,5

En 2014, les valeurs mobilières de placement étaient constituées de parts de fonds communs de placement monétaires à court terme.

NOTE 6 ▶ **STOCKS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Matières premières (produits chimiques)	188	157
Fournitures de laboratoire	961	820
Stocks, brut	1 149	977
Provision pour obsolescence	-	(2)
TOTAL NET	1 149	975

NOTE 7 ▶ **CLIENTS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Total, brut	1 399	1 896
Provision pour dépréciation	-	-
TOTAL NET	1 399	1 896

NOTE 8 ► **AUTRES CRÉANCES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Trésorerie centralisée au niveau de l'Institut Mérieux (« pool » de trésorerie)	62 422	42 724
Avoirs à recevoir (avoir fournisseurs)	115	200
Personnel et organismes sociaux	44	53
Subventions à recevoir	1 070	1 103
Débiteurs divers	4	-
TOTAL	63 655	44 080

Par contrat, les investissements réalisés par la Société dans le cadre de cette gestion de trésorerie centralisée au niveau de l'Institut Mérieux sont liquides dans un délai maximum de quatre jours ouvrés et portent intérêt sur la base d'un taux égal

à Euribor +0,15 % dès lors que l'Institut Mérieux est en situation d'emprunteur net à l'échelle du groupe et à Euribor dès lors que l'Institut Mérieux est en situation excédentaire nette à l'échelle du groupe.

NOTE 9 ► **PRODUITS À RECEVOIR**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Clients - factures à établir	1 682	1 612
Crédit de TVA	768	444
Fournisseurs - avoirs non parvenus	107	171
TVA sur factures non parvenues	196	187
Organismes sociaux - produits à recevoir	2	7
TOTAL	2 755	2 421

NOTE 10 ► IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Terrain, constructions et agencements	7 608	779	(50)	8 337
Équipements de laboratoire	15 918	1 012	(114)	16 816
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	2 158	117	(43)	2 232
Immobilisations en cours	653	1 169	(1 184)	638
Total	26 337	3 077	(1 391)	28 023
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Terrain, constructions et agencements	(3 220)	(432)	43	(3 609)
Équipements de laboratoire	(10 060)	(913)	111	(10 862)
Matériels de transport, de bureau et équipements informatiques	(1 360)	(204)	38	(1 526)
Total	(14 640)	(1 549)	192	(15 997)
TOTAL NET	11 697	1 528	(1 199)	12 026

NOTE 11 ► IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
COÛTS D'ACQUISITIONS				
Licences et brevets acquis	1 788	-	-	1 788
Autres immobilisations incorporelles	2 307	144	-	2 451
Immobilisations en cours	166	155	(160)	161
Total	4 261	299	(160)	4 400
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Licences et brevets acquis	(1 317)	(175)	2	(1 490)
Autres immobilisations incorporelles	(1 615)	(239)	-	(1 854)
Total	(2 932)	(414)	2	(3 344)
TOTAL NET	1 329	(115)	(158)	1 056

NOTE 12 ◉ IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Titres de participation				
• Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd.	5 211	-	-	5 211
• Jennerex, Inc.	7 044	-	(7 044)	-
• Platine Pharma Services SAS	993	-	(699)	294
• Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd.	875	-	-	875
• ElsaLys Biotech SAS	501	-	-	501
• Transgene Inc.	23	-	-	23
• Access Investment, Inc.	29	-	-	29
Total	14 676	-	(7 743)	6 933
Dépôts et cautionnements	2 687	969	(823)	2 833
Compte-courant et prêt conditionné Platine SAS	200	189	-	389
Compte-courant ElsaLys Biotech SAS	-	718	-	718
Dépôt de garantie sur cession de titres Jennerex, Inc.	-	368	-	368
Dépréciations	(464)	(384)	-	(848)
TOTAL (AU COÛT D'ACQUISITION)	17 099	1 860	(8 566)	10 393

Jennerex, Inc.

En mars 2014, la Société a cédé la totalité de ses titres Jennerex, Inc. détenus pour 7 044 milliers d'euros à la société SillaJen, Inc. En contrepartie, Transgene a encaissé 2 331 milliers d'euros et pourrait obtenir des versements complémentaires en fonction d'événements liés au développement du produit Pexa-Vec, en vertu d'une clause de complément de prix.

Platine Pharma Services SAS

En juillet 2014, la société Platine Pharma Services SAS a procédé à une réduction de capital par voie de réduction de la valeur nominale des actions

Cette opération a été suivie par une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 435 000 euros par création d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la société Advanced Bioscience Laboratories Inc. (ABL). L'impact pour Transgene a été une

diminution de la valeur de ses titres de participation de 599 milliers d'euros. Transgene a converti à cette occasion des créances commerciales en prêt conditionné au bénéfice de Platine SAS pour un montant de 189 milliers d'euros.

En août 2014, Transgene a cédé à titre gratuit 14 764 titres Platine à la société ABL, Inc., ce qui a conduit à constater une perte sur l'exercice de 100 milliers d'euros.

À l'issue de l'opération, la participation de Transgene au capital de Platine Pharma Services SA s'élevait à 9,87 %.

Dépréciations

Au 31 décembre 2014, les dépréciations concernent les titres Access Investment, Inc pour 29 milliers d'euros, les titres Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd. pour 725 milliers d'euros et le prêt conditionné à Platine SAS pour 94 milliers d'euros.

NOTE 13 ◉ CAPITAUX PROPRES

Généralités

Au 31 décembre 2014, le nombre d'actions en circulation de Transgene s'élève à 38 527 968 représentant un capital social de 88 155 914,18 euros.

Droits préférentiels de souscription

Les actionnaires disposent d'un droit préférentiel de souscription lors de chaque augmentation de capital, au prorata de leur participation. Les actionnaires peuvent renoncer à ce droit sous certaines conditions au cours d'une assemblée générale extraordinaire. En l'absence de renonciation préalable, les droits préférentiels sont négociables pendant la période de souscription.

Stock-Options

► TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES PLANS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date d'assemblée	09/06/2004	09/06/2006	09/06/2008	17/06/2010
Date du Conseil d'administration	09/02/2005	06/12/2006	16/12/2008	07/12/2010
	18/05/2005	04/10/2007	09/12/2009	13/12/2012
	01/01/2006	19/12/2007	07/12/2010	
	06/12/2006	16/12/2008		
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	300 000	450 000	250 000	400 000
Point de départ d'exercice des options	2009	2010	2012	2015
	2010	2011	2013	2017
		2012	2015	
Date d'expiration	2015	2016	2018	2020
	2016	2017	2019	2022
		2018	2020	
Prix de souscription (euros) (égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant la date d'attribution, sans décote), ajusté postérieurement à l'augmentation de capital avec maintien du DPS de 2010, conformément aux articles du Code de commerce	6,38	10,78	11,09	14,31
	7,12	16,23	17,26	7,92
	7,38	15,14	14,31	
	10,78	11,09		

► OPTIONS EN CIRCULATION ET OPTIONS EXERÇABLES AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Nombre d'actions
Options en circulation au 31 décembre 2013	1 262 242
<i>Options exerçables à la clôture</i>	<i>882 242</i>
Options attribuées en 2014	-
Options nouvelles créées suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	28 802
Options exercées en 2014	(17 108)
Options annulées ou venues à expiration en 2014	(85 839)
Options en circulation au 31 décembre 2014	1 188 097
<i>Options exerçables à la clôture</i>	<i>886 231</i>

Plans d'attribution d'actions gratuites

► TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES PLANS DES ACTIONS

	Plan n° 1	Plan n° 2
Date d'assemblée	09/06/2008	17/06/2010
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	100 000	120 000
Date du Conseil d'administration	16/12/2008	07/12/2010
	09/12/2009	13/12/2012
	07/12/2010	
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	73 800	74 900
	11 100	44 320
	15 100	
Date d'attribution définitive et date d'expiration du délai de conservation (les deux périodes étant confondues)	15/12/2012	06/12/2014
	08/12/2013	12/12/2016
	06/12/2014	
Valeur de l'action au jour de l'attribution (cours d'ouverture au jour de l'attribution)	12,10 €	14,37 €
	19,67 €	8,36 €
	14,37 €	

► ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES ET ACQUISES AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Nombre d'actions
Actions gratuites attribuées au 31 décembre 2013	138 850
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions en 2013</i>	<i>(9 600)</i>
Actions gratuites annulées en 2014	(4 910)
Actions gratuites attribuées en 2014	-
<i>Actions gratuites acquises par les bénéficiaires des attributions en 2014</i>	<i>(81 750)</i>
Actions gratuites attribuées au 31 décembre 2014	542 590

Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes et réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Capitaux propres
Au 31/12/2013	72 933	425 329	(396 736)	(41 454)	-	60 072
Affectation du résultat						
Résultat net 2013	-	-	(41 454)	41 454	-	-
Engagements de retraite	-	-	(970)	-	-	(970)
Résultat net 2014	-	-	-	(50 884)	-	(50 884)
Augmentation de capital (exercice d'options de souscription d'actions et attribution définitive d'actions gratuites)	15 223	47 512	-	-	-	62 735
Au 31/12/2014	88 156	472 841	(439 160)	(50 884)	-	70 953

En 2014, ont eu lieu les augmentations de capital suivantes :

- émission de 6 653 551 actions nouvelles au prix de 10 euros par action dans le cadre de deux augmentations de capital en mars, l'une avec maintien du droit préférentiel de souscription et l'autre, par placement privé ;
- émission de 17 809 actions nouvelles liées à l'exercice d'options de souscription et à l'émission des actions nouvelles correspondantes au prix moyen unitaire pondéré de 7,21 euros ;
- émission de 81 750 actions nouvelles gratuites destinées aux employés de la Société.

NOTE 14 ► AUTRES FONDS PROPRES

Passifs financiers

Au 31 décembre 2014, les passifs financiers concernent le financement bancaire du crédit d'impôt recherche de 2011, en part courante, et de 2012 et 2013, en part non courante. Transgene a encaissé à ce titre le montant des créances d'impôt diminuées d'un coût du financement et d'une retenue de garantie de 10 %.

Avances conditionnées

Au 31 décembre 2014, les avances conditionnées concernent les avances remboursables perçues au titre du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »), qui bénéficie d'un financement public de la Bpifrance, pour 15 144 milliers d'euros et au titre du programme Helazyme pour 180 milliers d'euros.

La Société pourrait recevoir jusqu'à 2,6 millions d'euros d'avances remboursables supplémentaires sur le reste de la durée du programme ADNA, c'est-à-dire jusqu'en 2017.

NOTE 15 ► PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Dotations	Report à Nouveau*	Reprises (sans objet)	Utilisation de la provision	31/12/2014
Différence de change	-	5	-	-	-	5
Risque de charge	103	78	-	(55)	-	126
Engagements de retraite	3 374	323	970	-	(32)	4 635
Total provisions pour charges	3 477	406	970	(55)	(32)	4 766
Dont dotations et reprises :						
<i>Exploitation</i>	-	277	-	(55)	(32)	190
<i>Financières</i>	-	129	-	-	-	129
<i>Exceptionnelles</i>	-	-	-	-	-	-

* Dans le cadre de la première application de la recommandation n°2013-R. 02, le montant en hors bilan au 31 décembre 2013 (970 milliers d'euros) a été reconnu en capitaux propres.

Les provisions pour engagements de retraite ci-dessus correspondent à l'estimation de la valeur actuelle du capital équivalent aux versements futurs à réaliser, en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ des salariés, sur la base des hypothèses de calcul actuariel suivantes au 31 décembre 2014 :

	31/12/2014	31/12/2013
Taux d'actualisation	2,25 %	3,00 %
Taux d'augmentation des salaires	2,00 %	2,50 %
Conditions de départ à la retraite (départ volontaire) :		
• cadres	65 ans	65 ans
• non-cadres	63 ans	63 ans

La provision inscrite au bilan concerne uniquement les indemnités de départ en retraite des salariés présents à l'effectif.

Le tableau ci-après résume les conditions et montants d'engagements actuariels de retraite aux 31 décembre 2014 et 2013 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
VARIATION DE LA VALEUR DES ENGAGEMENTS		
Estimation des engagements à l'ouverture	4 344	4 481
Coût des services rendus de l'exercice	332	345
Coût de l'actualisation	124	113
Changement d'hypothèses	(338)	(125)
Réductions /cessations	(133)	(288)
(Gain) ou perte actuariel	(121)	(121)
Retraite payée	(32)	(61)
Estimation des engagements dus en cas de départ à la retraite	4 176	4 344
Écart à amortir - perte actuarielle	459	(970)
Écart à amortir - changement de convention collective	-	-
Écart à l'ouverture non amorti	-	-
PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITES	4 635	3 374

La variation de l'engagement actuariel enregistré au passif du bilan pour les exercices 2014 et 2013 s'analyse de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2014	2013
COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES DE L'EXERCICE		
Coût des services rendus de l'exercice	332	345
Coût de l'actualisation	124	113
Amortissement de l'écart - perte actuarielle	-	54
Réductions /cessations	(133)	(201)
COÛT DES SERVICES ET DE L'ACTUALISATION	323	311

NOTE 16 ► CHARGES À PAYER

Détail des charges à payer <i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre	
	2014	2013
Fournisseurs - factures à recevoir	7 381	7 162
Clients - avoirs à établir	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 450	1 506
Sécurité sociale et autres organismes	1 413	1 460
TVA sur factures à établir	15	11
TVA sur avoir non parvenus	8	16
Autres charges à payer	29	7
TOTAL	10 296	10 162

NOTE 17 ► COMPTES DE RÉGULARISATION

Les charges et produits constatés d'avance concernent exclusivement des éléments se rapportant à des opérations d'exploitation.

NOTE 18 ► ENTREPRISES LIÉES

Transgene a signé une convention de trésorerie avec l'Institut Mérieux. Les disponibilités placées dans le cash pooling de l'Institut Mérieux représentent une créance de 62 422 milliers d'euros au 31 décembre 2014, le produit des intérêts qui en résulte est de 398 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte de ces éléments de trésorerie.

(en milliers d'euros)	2014	
	Créances	Dettes
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	11
Thera Conseil	-	-
Transgene, Inc.	-	76
Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd	-	-
Platine Pharma Services SAS	400	-
Transgene Tasly	34	-
BioMérieux SA	-	-
BioMérieux Shanghai	-	13
ElsaLys Biotech SAS	932	-
TOTAL	1 366	100

(en milliers d'euros)	2014	
	Produits	Charges
BioMérieux SA ⁽¹⁾	-	76
Thera Conseil	-	13
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	1 884
BioMérieux Shanghai	-	213
Transgene BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co. Ltd	-	-
Transgene, Inc. ⁽³⁾	-	1 589
Platine Pharma Services SAS	-	234
Transgene Tasly ⁽⁴⁾	347	-
ElsaLys Biotech SAS	451	50
TOTAL	798	4 059

(1) Les charges correspondent à des achats de matériels et de consommables de laboratoire.

(2) Les charges correspondent au contrat de prestations de services rendues par Institut Mérieux.

(3) Les charges correspondent à la refacturation de frais administratifs et de personnel par Transgene Inc.

(4) Les produits correspondent aux contrats de prestations de services et refacturation de personnel.

NOTE 19 ► TABLEAU DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

Créances (en milliers d'euros)	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Autres immobilisations financières	2 833	789	2 044
Clients	1 399	1 399	-
Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi	33 964	7 555	26 409
État, TVA et autres collectivités	879	879	-
Personnel et comptes rattachés	44	44	-
Charges constatées d'avance	1 138	1 078	60
Subventions	1 070	254	817
Autres créances	120	120	-
TOTAL	41 448	12 118	29 330

Dettes (en milliers d'euros)	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Avances conditionnées	15 323	-	-	15 323
Financement des crédits d'impôts	25 519	7 894	17 625	-
Fournisseurs	8 217	8 217	-	-
Engagements de retraite	4 635	39	1 068	3 528
Dettes sociales et fiscales	3 946	3 946	-	-
Produits constatés d'avance	111	111	-	-
Autres dettes	88	88	-	-
TOTAL	57 839	20 295	18 693	18 851

4

NOTE 20 ► IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Impôt courant

L'impôt courant de 2014 est principalement constitué du crédit d'impôt recherche généré dans l'exercice (8 783 milliers d'euros) ainsi que d'une régularisation du crédit d'impôt recherche.

La Société dispose d'une créance sur l'État de 33 479 milliers d'euros au 31 décembre 2014, au titre du crédit d'impôt recherche. Cette créance peut être utilisée en règlement de l'impôt sur les sociétés. Son remboursement en numéraire peut être demandé, en cas de non-utilisation, au cours de la quatrième année suivant sa création. Les crédits d'impôt recherche peuvent être remboursés selon l'échéancier suivant :

Années de remboursement prévues	En milliers d'euros	
	2014	2013
2014	-	7 871
2015	7 555	7 894
2016	8 289	8 288
2017	8 852	8 869
2018	8 783	-
TOTAL	33 479	32 922

Situation fiscale latente

La situation fiscale latente fait apparaître un allègement potentiel de la charge future d'impôt de 190 030 milliers d'euros, correspondant principalement aux reports fiscaux déficitaires.

Différences temporaires entre comptabilité et fiscalité :

(en milliers d'euros)	BASES			IMPÔTS		
	À l'ouverture de l'exercice	Variations nettes en résultat de l'exercice	À la clôture de l'exercice	À l'ouverture de l'exercice Créances (dettes)	Variations nettes en résultat de l'exercice Produits (charges)	À la clôture de l'exercice Créances (dettes)
Provision pour perte de change	(2)	5	3	-	1	1
Contribution sociale de solidarité	5	-	5	2	-	2
Provision pour retraites	3 436	291	3 727	1 182	101	1 283
Frais d'acquisition de brevets restant à déduire	21	(2)	19	7	-	7
Provision pour dépréciation de titre de participation	464	290	754	-	100	260
Provision pour risque	3	-	3	1	-	1
Plus-values latentes sur VMP	-	-	-	-	-	-
Écart de conversion	5	(7)	(2)	2	(3)	(1)
Déficits fiscaux reportables	490 486	56 868	547 422	168 874	19 579	188 477
TOTAL	494 418	57 444	551 931	170 078	19 778	190 030

NOTE 21 ◉ RÉMUNÉRATION ET ENGAGEMENTS DES DIRIGEANTS

Les jetons de présence alloués aux membres des organes d'administration se sont élevés à 101 milliers d'euros.

En 2014, la Société n'a versé aucune rémunération à TSGH et son représentant permanent. La Société a versé en 2014 à son Président-Directeur général, M. Philippe Archinard, une rémunération brute de 72,2 milliers d'euros.

En 2014, Philippe Archinard a perçu de l'Institut Mérieux une rémunération brute de 899,3 milliers d'euros (dont 450 milliers d'euros de rémunération variable et 9,7 milliers d'euros d'avantages en nature - véhicule), refacturée en partie à la

Société à travers un contrat de prestations de services rendues par Institut Mérieux (cf. Note 18).

La Société a versé en 2014 au Pharmacien Responsable ayant qualité de Directeur général délégué, Christophe Ancel, une rémunération d'un montant total de 112 milliers d'euros, dont 18 milliers d'euros de rémunération variable. La Société a versé un montant global de 1 330 milliers d'euros à son Comité de Direction en 2014.

Aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants.

NOTE 22 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Pour l'acquisition d'un ensemble immobilier situé à Illkirch, dans lequel la Société a installé ses principaux bâtiments administratifs et de recherche, Transgene a signé un contrat de location financement avec un pool bancaire. Ce contrat, d'un montant de 15,6 millions d'euros, a une durée de 15 ans. La mise en loyer trimestrielle a eu lieu le 1^{er} janvier 2009. Le taux de

financement est indexé sur le taux Euribor 3 mois. Transgene a réalisé une opération de couverture partielle de taux (voir paragraphe ci-dessous). La Société dispose d'une option d'achat de l'ensemble immobilier au terme du financement pour un montant de 1,1 million d'euros.

Le tableau ci-dessous résume les principaux engagements résiduels de la Société en vertu de ce contrat :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2014	2013
Location financement immobilier :		
• redevances à payer	9 723	10 759
• prix d'achat résiduel	1 094	1 094

Dans le cadre du contrat de location financement immobilière pour l'acquisition de son bâtiment administratif et de recherche d'Illkirch, Transgene bénéficie d'une caution donnée par la Banque Populaire au profit d'Alsabail, l'un des bailleurs, pour un montant de 1,6 million d'euros. La Société a procédé, au premier semestre 2009, à la couverture partielle du risque de taux lié à cette location financement, selon les modalités suivantes :

- nominal : 5,9 millions d'euros (amortissable) ;
- instrument de couverture : contrat d'échange d'intérêts ;
- durée résiduelle : 9 ans ;
- taux sous-jacent : Euribor 3 mois ;
- taux fixe : 3,46 %.

La couverture étant parfaite, les variations de valeur de marché de l'instrument sont comptabilisées en situation nette. Au 31 décembre 2014, la valeur de marché de l'instrument se monte à 659 milliers d'euros. La valeur de marché correspond au montant dont aurait dû s'acquitter la Société si elle avait décidé de solder l'opération de couverture au 31 décembre 2014.

Transgene a conclu le 1^{er} avril 2009 une convention d'occupation de locaux avec Lyonbiopôle pour ses équipes de Lyon. Cette convention, d'une durée initiale de 3 ans, a été renouvelée en 2012. Le loyer annuel a été de 332 milliers d'euros (charges comprises) en 2014.

Transgene disposait depuis le 1^{er} mai 2010 de bureaux dans le parc d'innovation d'Illkirch. Un contrat de bail commercial « 3/6/9 » avait été signé le 1^{er} mai 2010 et a été résilié le 15 septembre 2014. Le loyer annuel a été de 26 milliers d'euros (charges comprises) en 2014.

Le tableau ci-dessous résume les principaux engagements financiers pris par la Société :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Paiements dus par période			
	Montant brut	À un an au plus	De un à cinq ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de location financement immobilier	9 723	1 056	4 520	4 147
Obligations en matière de location financement mobilier	499	159	340	-
Autres obligations à long terme (avances remboursables)	15 324	-	93	15 231
TOTAL	25 546	1 215	4 953	19 378

Transgene est par ailleurs engagée dans des contrats avec des sous-traitants. Ces contrats peuvent avoir des effets sur plusieurs exercices comptables. Au 31 décembre 2014, la Société estime ses engagements financiers au titre de ces contrats à environ 14 millions d'euros en valeur courante.

Dans le cadre d'accords de licence ou d'option sur licence signés avec des tiers, ceux-ci se sont engagés à verser au Groupe des paiements d'étapes ou redevances qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à la date des comptes. La Société s'est engagée à l'égard d'un certain nombre de tiers à verser des paiements d'étapes ou redevances dans le cadre d'accords de collaboration ou de

licences, qui dépendent d'événements futurs dont la réalisation reste incertaine à la date des comptes.

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) s'élève à 25 008 heures au 31 décembre 2014 (sur la base des heures validées au 1^{er} janvier 2015). La valeur non comptabilisée de cet engagement s'élève à 101 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

La Société n'a donné aucun engagement significatif (cautions, nantissements, etc.).



NOTE 23 ► EFFECTIFS

Les effectifs inscrits de la Société s'élevaient respectivement à 284 salariés au 31 décembre 2014 et 287 salariés au 31 décembre 2013.

	Hommes	Femmes	Total
Cadres	66	101	167
Etam	26	91	117
TOTAL	92	192	284

Les charges de personnel (masse salariale chargée, taxes, charges des retraites, frais annexes) au titre des exercices 2013 et 2014 s'élèvent respectivement à 21 588 milliers d'euros et 21 271 milliers d'euros.

NOTE 24 ► IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

Les comptes de la Société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société Institut Mérieux, 17 rue Bourgelat, 69002 Lyon.

NOTE 25 ► ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

NOTE 26 ► PRIMES ET RÉSERVES

Les possibilités de distribution offertes par les primes et réserves accumulées sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Remboursable ou distribuable	Non distribuable
Primes	472 492	472 492	-
Réserve légale	248	-	248
Réserve indisponible	101	-	101
TOTAL	472 841	472 492	349

NOTE 27  **TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Informations financières (en monnaies locales)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en euros)		Prêts et avances consenties par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Transgene Inc. 5 Cambridge Center, Suite 0802 Cambridge, Massachusetts 02142 USA	30 000 USD	-	100 %	23 114	23 114	Néant	Néant	Néant	-	Néant	-
TRANSGENE BioPharmaceutical Technology (Shanghai) Co.Ltd Rm 317,379 Bao Tun Lu, Shanghai 200011, China	7 206 186 RMB	(5 932 090) RMB	100 %	875 000	150 000	Néant	Néant	Néant	(2 355 604) RMB	Néant	-
Transgene Tasly (Tianjin) BioPharmaceutical Co. Ltd. Chenhuan Tower, Tianjin Medicine and Medical equipment indus. parc	85 000 000 RMB	(26 669 110) RMB	50 %	5 210 821	5 210 821	Néant	Néant	Néant	(19 634 888) RMB	Néant	-
Sas ElsaLys Biotech* 321 avenue Jean Jaurès 69007 LYON	111 435 EUR	(413 110) EUR	23,72 %	500 724	500 724	718 400 EUR	Néant	98 653 EUR	(1 213 130) EUR	Néant	-
Platine SAS 321 avenue Jean Jaurès - Bâtiment Domilyon - Gerland 69007 LYON	721 807 EUR	(1 025 669) EUR	9,87 %	294 423	294 423	388 696 EUR	Néant	1 133 051 EUR	(781 942) EUR	Néant	Provision pour dépréciation des créances (94 500) EUR



▶ 4.4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Transgene SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1 « Coûts de recherche et développement » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives au traitement des coûts de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités décrites dans la note 1 « Titres de participation » de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations. Nous avons vérifié que la note 12 de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon, le 27 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

DIAGNOSTIC RÉVISION CONSEIL

Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres

Marc-André Audisio



▶ 4.5 INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

Néant.

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

5.1	CAPITAL SOCIAL	138
5.1.1	Montant du capital souscrit	138
5.1.2	Actions non représentatives du capital	138
5.1.3	Actions détenues par la Société elle-même ou en son nom ou par ses filiales	138
5.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	138
5.1.5	Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	138
5.1.6	Information sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	139
5.1.7	Historique du capital social	140
5.2	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	141
5.2.1	Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration ou de direction détenant directement ou indirectement plus de 5 % (seuil statutaire et légal de déclaration) du capital de la Société ou des droits de vote	141
5.2.2	Droits de vote spéciaux des principaux actionnaires	142
5.2.3	Actionnaire contrôlant	142
5.2.4	Accord pouvant entraîner ultérieurement un changement de contrôle de la Société	142
5.3	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS	143
5.3.1	Objet social (article 2 des statuts)	143
5.3.2	Administration de la Société	143
5.3.3	Catégorie d'actions	144
5.3.4	Droits des actionnaires	144
5.3.5	Assemblées générales (article 21 des statuts)	145
5.3.6	Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un contrôle	145
5.3.7	Franchissements de seuils (article 7 des statuts)	145
5.3.8	Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	146
5.4	HISTOIRE ET INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE	147
5.4.1	Histoire et évolution de la Société	147
5.5	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	148
5.6	RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS	149
5.7	SALARIÉS	151
5.7.1	Effectifs	151
5.7.2	Accord de participation	151



▶ 5.1 CAPITAL SOCIAL

5.1.1 Montant du capital souscrit

88 155 914,18 euros, entièrement libéré, constaté à la date du présent document de référence.

5.1.1.1 Nombre d'actions émises

38 527 968 actions, toutes de même catégorie et toutes libérées. Il n'y a pas d'actions émises non libérées. Il n'y a pas de valeur nominale de l'action.

5.1.2 Actions non représentatives du capital

Néant.

La Société n'a pas connaissance de nantissements et autres sûretés portant sur ses actions existants au 31 mars 2015.

5.1.3 Actions détenues par la Société elle-même ou en son nom ou par ses filiales

Néant.

5.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Néant.

5.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Capital autorisé non émis

Au 31 mars 2015, le nombre d'actions qui pourraient être émises du fait des options de souscription d'actions distribuées (1 035 744) et d'attributions gratuites d'actions (42 590) s'élève à 1 087 334, soit environ 2,7 % du capital de la Société sur une base totalement diluée (soit 39 623 731 actions).

L'assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2013 a accordé au Conseil d'administration la délégation suivante, dont le conseil n'a pas fait usage à la date du présent document :

Nature de la délégation consentie	Montant maximal de la délégation et date de validité	Montant utilisé par le Conseil
Attribution gratuite d'actions de la Société aux membres du personnel salarié de la Société et du groupe <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription</u>	100 000 actions existantes ou à émettre Validité : 19 août 2016	Néant

L'assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2014 a accordé au Conseil d'administration les délégations suivantes ayant fait l'objet chacune d'une résolution distincte et dont le conseil n'a pas fait usage à la date du présent document :

Nature de la délégation consentie	Montant maximal de la délégation et date de validité	Montant utilisé par le Conseil
Augmentation de capital <u>avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires</u>	17,3 millions d'actions en une ou plusieurs tranches Validité : 18 août 2016	Néant
Augmentation de capital <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires</u>	13,45 millions d'actions en une ou plusieurs tranches (compris dans le plafond de 17,3 millions d'actions) Validité : 18 août 2016	Néant
Augmentation du capital au profit d'investisseurs qualifiés ou appartenant à un cercle restreint d'investisseurs <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit</u>	20 % du capital social avec un prix non inférieurs à la moyenne des cours de trois séances de bourse avec une décote maximum de 5 % Validité : 18 août 2016	Néant
Détermination du prix d'émission des actions <u>en cas de suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-136 1° al. 2 du Code de commerce</u>	10 % du capital par an Validité : 18 août 2016	Néant
Augmentation de capital <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription</u> pour rémunérer les apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature portant sur des titres de sociétés	10 % du capital social Validité : 18 août 2016	Néant

5.1.6 Information sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

5.1.7 Historique du capital social

TABLEAU D'ÉVOLUTION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Exercice	Nature de l'opération	Nombre de titres	Augmentation de capital (€)	Prime d'émission par action (€)	Montant total des primes d'émission (€)	Montant du capital (€)	Nombre total d'actions
2012	Augmentation de capital ⁽¹⁾	71 550	163 714	-	-	72 687 119	31 767 432
2012	Augmentation de capital ⁽²⁾	87 058	199 198	6,04	525 914,63	72 886 317	31 854 490
2013	Augmentation de capital ⁽¹⁾	9 600	21 965	-	-	72 908 282	31 864 090
2013	Augmentation de capital ⁽²⁾	10 768	24 638	6,54	45 784,44	72 932 920	31 874 858
2014	Augmentation de capital ⁽²⁾	15 697	35 916,33	5,02	78 934,08	72 968 836,33	31 890 555
2014	Augmentation de capital ⁽³⁾	6 553 551	14 995 192,04	7,71189817	50 540 317,96	87 964 029,39	38 444 106
2014	Augmentation de capital ⁽¹⁾	81 750	187 052, 32	-	-	88 151 081, 71	38 525 856
2014	Augmentation de capital ⁽²⁾	2 112	4 832,47	4,091898	8 642,09	88 155 914, 18	38 527 968

⁽¹⁾ Augmentation de capital par attribution définitive d'actions gratuites aux salariés de l'entreprise.

⁽²⁾ Augmentation de capital par exercice d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice.

⁽³⁾ Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles.

Évolution de l'actionnariat des trois dernières années (voir paragraphe 5.2.1 « Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration ou de direction détenant directement ou indirectement plus de 5 % (seuil statutaire et légal de déclaration) du capital de la Société ou des droits de vote »).

▶ 5.2 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

5.2.1 Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration ou de direction détenant directement ou indirectement plus de 5 % (seuil statutaire et légal de déclaration) du capital de la Société ou des droits de vote

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2014 sur la base d'une analyse des détentions au porteur réalisée à la demande de la Société à la suite de l'augmentation de capital réalisée fin mars 2014 et cette répartition à fin 2012 et fin 2013. En 2014,

la société Dassault Belgique Aviation a déclaré avoir franchi passivement à la baisse le seuil de 5 % de détention du capital. Il n'y a aucun actionnaire, en dehors de l'actionnaire majoritaire TSGH qui détienne plus de 5 % du capital. .

Actionnaires	Situation au 31/12/2012			Situation au 31/12/2013			Situation au 31/12/2014 ⁽³⁾		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote ⁽²⁾
TSGH	17 488 634	54,90	67,25	17 488 634	54,87	69,78 ⁽¹⁾	19 987 011	51,9	66,3
Dassault Belgique aviation	1 645 440	5,17	3,73	1 645 440	5,16	3,30	1 884 182	4,9	3,3
Moneta Assets Management LLC ⁽⁴⁾	544 000	1,71	1,23	550 000	1,73	1,10	1 523 600	3,9	2,7
Autres actionnaires ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	12 176 416	38,2	27,8	12 190 784	38,2	25,8	15 133 175	39,3	27,7
Total	31 854 490	100	100	31 874 858	100	100	38 527 968	100	100
Impact dilutif stock-options +attributions gratuites d'actions ⁽⁴⁾⁽⁶⁾	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	1 228 687	0,3	
TOTAL DILUÉ ⁽⁴⁾							39 756 655		

(1) Le 18 juillet 2013, TSGH a procédé à une déclaration de franchissement de seuils rectificative de ses droits de vote passant sous les 65 % (à 64,73 %) en juin 2010 en raison d'une augmentation de capital, puis repassant ce seuil de 65 % à la hausse (à 67,18 %), en juillet de la même année, en raison de l'attribution de droits de vote double.

(2) L'article 8 des statuts accorde un droit de vote double à toutes les actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis trois ans au moins. Conformément aux dispositions de l'article L. 233-8 du Code de commerce, Transgene publie mensuellement (dans la mesure où l'information a changé depuis la dernière publication mensuelle) le nombre total d'actions et de droits de vote sur le site de l'AMF et sur son site www.transgene.fr. Au 31 décembre 2014, le nombre total d'actions était de 38 527 968 et le nombre total théorique des droits de vote était de 56 540 793 et 56 319 559 droits de vote exerçables. Il n'a pas été instauré de limitation des droits de vote. Le droit de vote double attaché à une action disparaît au jour de la cession du titre ou de sa conversion au porteur.

(3) En 2013, 20 368 actions nouvelles ont été créées du fait de l'attribution définitive de 9 600 actions gratuites et de 10 768 options de souscription exercées.

(4) Données extraites des relevés IPREO de novembre 2011, octobre 2012 et octobre 2013.

(5) Il n'existe pas, à la connaissance de la Société d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote. La Société ne détient aucune action d'autocontrôle. Le pourcentage total de détention par les salariés est inférieur à 0,5 %. N'étant pas significatif, la Société ne suit pas l'actionnariat salarié. Il n'existe, à la connaissance de la Société, ni parts ou actions de concert, ni pactes entre ses actionnaires.

(6) Les stock-options ont été attribués aux salariés de la Société et de sa filiale Transgene, Inc., y compris aux membres du Comité de direction et aux deux dirigeants mandataires sociaux (Philippe Archinard, Président-Directeur général et Christophe Ancel, Pharmacien responsable et Directeur général délégué). Les actions gratuites ont été attribuées exclusivement aux salariés de la Société et de sa filiale détenue à 100 % Transgene, Inc., à l'exclusion de tout mandataire social et de tout membre du Comité de direction.



5.2.2 Droits de vote spéciaux des principaux actionnaires

Il n'existe pas de droits de vote différents pour les principaux actionnaires. En vertu de l'article 8 des statuts sociaux, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives

entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis trois ans au moins, et ce sans distinction du nombre d'actions détenues par le titulaire.

5.2.3 Actionnaire contrôlant

Le capital de la Société est détenu à hauteur de 51,99 % (66,38 % des droits de vote) par la société TSGH SAS, elle-même détenue à 98,66 % par l'Institut Mérieux, lequel est détenu par la famille Mérieux. Il n'existe pas de mesure particulière limitant les pouvoirs de l'actionnaire principal. La Société se conforme au Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites. Le Conseil d'administration compte une proportion importante d'administrateurs indépendants.

Concernant les mesures prises en vue de s'assurer que le contrôle de la Société ne soit pas exercé de manière abusive, la Société compte, depuis la nomination de Madame Zitvogel au

Conseil d'administration lors de l'assemblée générale du 19 juin 2013, six administrateurs sur dix (au lieu de cinq auparavant) qui sont considérés comme indépendants conformément aux critères définis dans le Code de gouvernance MiddleNext, dont l'un d'entre eux, Monsieur Habert, est lié au groupe Dassault, actionnaire à plus de 5 % de la Société, via un lien familial et en tant que Président et membre du comité stratégique de Dassault Développement. En outre, le Comité d'audit est composé en majorité d'administrateurs indépendants (deux membres sur trois) et le Comité des rémunérations exclusivement d'administrateurs indépendants.

5.2.4 Accord pouvant entraîner ultérieurement un changement de contrôle de la Société

À la connaissance de la Société, il n'existe pas à la date du présent document de référence d'accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son

contrôle ni de pacte extrastatutaire, de dispositifs anti-OPA, de pouvoirs spécifiques de représentation ou de nomination aux organes de direction.

▶ 5.3 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

5.3.1 Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte et le compte de tiers :

- toutes activités de recherches, de développements, d'études de mise au point de procédés de production et de commercialisation, de développements, précliniques et cliniques, de production et de commercialisation de tous produits et procédés dans les domaines des bio-industries, biotechnologies et plus spécialement du génie génétique, notamment en vue d'expérimenter, développer et exploiter des médicaments pour la médecine humaine et vétérinaire, et plus généralement la mise en œuvre de l'ensemble des sciences et techniques pouvant concourir au développement desdits produits et procédés ;
- la création, l'acquisition, par tous moyens, et l'exploitation, sous toutes formes, de toutes sociétés se rapportant directement ou indirectement à ces activités, ainsi que la prise de participation par tous moyens dans de telles sociétés ;
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, ou pouvant en favoriser la réalisation, l'extension ou le développement.

5.3.2 Administration de la Société

Conseil d'administration (extraits et résumés des articles correspondants des statuts et de la réglementation en la matière)

La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et quinze au plus, pris parmi les actionnaires et élus par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de trois années. Leur fonction prend fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Il est fait en sorte que le nombre de mandats venant à expiration soit, chaque année, le plus régulier possible.

Les administrateurs sont rééligibles ; ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale. En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges, le Conseil peut, dans les conditions fixées par la loi, procéder par cooptation à des nominations à titre provisoire ; les administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de leur prédécesseur ; leur nomination doit être ratifiée par la plus prochaine assemblée.

Chaque administrateur doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'au moins une action de la Société.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et, éventuellement, un ou plusieurs Vice-Présidents, dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle ne puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur,

ni le temps à courir depuis leur nomination jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel ils auront atteint l'âge de 67 ans.

Toutefois, le Conseil peut exceptionnellement prolonger la durée de fonction, exercice par exercice, sans que cette prolongation puisse excéder deux exercices.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne un Président de séance choisi parmi les Vice-Présidents ou, à défaut, parmi les administrateurs.

Le Conseil peut, en outre, désigner un Secrétaire, actionnaire ou non.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'assurer leur mission.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'administration et dans la limite de l'objet social, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la Société.



INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

Acte constitutif et statuts

Toute limitation de ses pouvoirs par décision du Conseil d'administration est inopposable aux tiers.

Sous réserve des dispositions des alinéas précédents, le Conseil d'administration peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les conditions qu'il fixe, avec ou sans faculté de substitution, et faire procéder à toutes études et enquêtes. Il fixe, dans ce cas, les rémunérations tant fixes que proportionnelles. Si mandat rémunéré est donné à un administrateur, les dispositions des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce sont applicables.

Si le Conseil d'administration décide de dissocier les fonctions de Président et de Directeur général, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que les pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de la représenter dans ses rapports avec les tiers.

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général, avec le titre de Directeur général délégué.

Le nombre des Directeurs généraux délégués ne peut être supérieur à cinq.

Lorsqu'ils sont administrateurs, la durée des fonctions du Directeur général et des Directeurs généraux délégués ne peut excéder celle de leur mandat.

Les rémunérations du Président du Conseil d'administration, du Directeur général et, le cas échéant des Directeurs généraux délégués sont fixées par le Conseil d'administration ; Elles peuvent être fixes ou, à la fois, fixes et proportionnelles.

Conformément à l'article L. 225-39 du Code du commerce les conventions entre la Société et un administrateur, le Président du Conseil ou le Directeur général conclues à des conditions normales doivent être communiquées par l'intéressé au

Président du Conseil d'administration. La liste et l'objet des dites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'avoir communication de la liste et de l'objet de ces conventions courantes.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. Un règlement intérieur du conseil peut organiser les modalités de prise de décision par moyens de télétransmission.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Un administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'administration.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Le Pharmacien Responsable, inscrit au Tableau «B» de l'Ordre, dont le diplôme sera déposé pour le compte de la Société, aura la responsabilité de l'observation par la Société des règles imposées par la loi et les règlements concernant l'exercice de la profession de pharmacien.

À cet effet, le Pharmacien Responsable jouit statutairement de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer le contact direct avec toutes autorités ou organismes compétents, pour constituer tous dossiers, solliciter tous visas ou autorisations, contrôler les matières premières ou en autoriser l'emploi, accéder librement aux laboratoires, surveiller les fabrications, autoriser seul l'utilisation et la commercialisation des produits terminés ; en outre, il donne son agrément à l'engagement des pharmaciens et autres chefs de services techniques devant exercer leur activité dans l'entreprise.

En cas de conflit entre le Président et le Pharmacien Responsable, le Conseil d'administration arbitrerait sans pouvoir jamais imposer une décision allant à l'encontre des dispositions légales ou réglementaires et de nature à engager la responsabilité du Pharmacien.

5.3.3 Catégorie d'actions

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions. Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation.

5.3.4 Droits des actionnaires

Les droits des actionnaires ne peuvent être modifiés, dans les conditions prévues par la loi, que par une assemblée générale extraordinaire, selon les conditions de quorum et de majorité

fixées par le Code de commerce. Il n'existe pas de disposition plus restrictive dans les statuts. Le capital social est modifié dans les conditions prévues par la loi.

5.3.5 Assemblées générales (article 21 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société Générale, mandataire de la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers (ou par voie électronique, dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de commerce) en annexe :

- du formulaire de vote à distance ;

- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint ou par toute autre personne (physique ou morale) de son choix dans les conditions prescrites par l'article L. 225-106 du Code de commerce. Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président. Les procès-verbaux sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

Un droit de vote double au bénéfice des actions inscrites en compte nominatif au nom de la même personne depuis 3 ans au moins a été instauré par l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 2004 et inscrit dans les statuts (article 8).

5.3.6 Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un contrôle

Néant.

5.3.7 Franchissements de seuils (article 7 des statuts)

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L. 233-14 et suivants du Code de commerce un nombre de titres représentant, immédiatement ou à terme, une fraction au moins égale à 5 % du capital et/ou des droits de vote aux assemblées, ou tout multiple de ce pourcentage, et ce, même si ce multiple dépasse le seuil légal de 5 %, doit informer la Société du nombre total de titres qu'elle possède, par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social dans un délai de quinze jours à compter du jour où ce seuil est atteint ou franchi ou par tout autre moyen équivalent pour les détenteurs de titres résidant hors de France.

Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus chaque fois que la fraction du capital social et /ou des droits de vote possédée devient inférieure au seuil prévu ci-dessus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus, les actions excédant le seuil donnant lieu à déclaration seront privées du droit de vote si cette privation est demandée par un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble ou séparément 5 % au moins du capital et/ou des droits de vote de la Société, dans les conditions visées à l'article L. 233-7 dernier alinéa du Code de commerce. En cas de régularisation, les droits de vote correspondants ne pourront être exercés jusqu'à l'expiration du délai prévu par la loi ou la réglementation en vigueur.



5.3.8 Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit

Néant : il n'existe pas de telles dispositions pour la Société.

▶ 5.4 HISTOIRE ET INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

5.4.1 Histoire et évolution de la Société

5.4.1.1 Raison sociale et nom commercial

Transgene SA

5.4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg, sous le numéro d'identification RCS B 317 540 581. Son code d'activité économique (APE) est le 7211Z (Recherche-développement en biotechnologie).

5.4.1.3 Date de constitution et durée de vie

La Société a été fondée en décembre 1979 pour une durée de 99 ans expirant le 31 décembre 2078.

5.4.1.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

Société anonyme à Conseil d'administration de droit français, soumise aux dispositions du Code de commerce.

Transgene SA

400 boulevard Gonthier d'Andernach - Parc d'Innovation
67400 Illkirch-Graffenstaden
France
Tél. : +33 3 88 27 91 00



▶ 5.5 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Le tableau des filiales et participations est présenté en Note 27 de l'annexe aux comptes annuels (page 133).

▶ 5.6 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

a) Dont l'exécution est intervenue au cours de l'exercice écoulé

Avec la société **INSTITUT MÉRIEUX**

Personnes concernées : Messieurs Alain MÉRIEUX, Philippe ARCHINARD, Jean-Luc BÉLINGARD.

Contrat de prestations de services

Nature et objet : Votre société a renouvelé par tacite reconduction la convention de prestations de services avec la société Institut Mérieux du 1^{er} janvier 2002 (modifiée par deux avenants en 2007).

Modalités :

- Selon le premier avenant, la rémunération est fonction des services rendus par la société Institut Mérieux (coûts et charges de personnel majorés de 8 %) et est répartie entre les sociétés du groupe Institut Mérieux selon trois clés de répartition fondées sur les poids respectifs des immobilisations, du chiffre d'affaires et de la masse salariale.
- Le second avenant traite des modalités de répartition du coût des attributions d'actions gratuites lorsque le salarié bénéficiaire a été muté à l'intérieur du groupe Institut Mérieux pendant la période d'acquisition. La société du groupe Institut Mérieux, qui attribue les actions gratuites, refacture sans marge bénéficiaire les coûts liés aux attributions gratuites d'actions au prorata du temps passé par le salarié concerné dans chacune des sociétés au cours de la période d'acquisition.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, votre société a enregistré une charge d'un montant de 1 364 376 euros.

Le nouveau contrat autorisé par le conseil d'administration du 10 décembre 2014 se substituera au précédent contrat de prestations et à ses avenants. Il modifie la durée du contrat en durée indéterminée et réprecise comme suit les modalités de rémunération :

En contrepartie de la réalisation des prestations décrites au contrat (incluant à la fois des prestations permanentes fournies à l'ensemble des sociétés du groupe et d'autres prestations susceptibles d'être fournies spécifiquement à votre société), la société Institut Mérieux en sa qualité de holding animatrice percevra une rémunération calculée sur la base des coûts supportés pour leur exécution (notamment coût du personnel, salaires et charges sociales inclus, ainsi que tous les autres coûts directs liés aux salariés)



INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

auxquels une marge de 8 % est appliquée. Les clefs de répartition des services communs aux entités du groupe seront basées sur les poids respectifs des immobilisations, du chiffre d'affaires et de la masse salariale.

Les frais de mission et de déplacement du personnel de la société Institut Mérieux affectés à la réalisation des prestations seront facturés à prix coûtant, sur présentation des justificatifs. Les coûts afférents à la sollicitation de consultants par la société Institut Mérieux seront facturés à prix coûtant, sur présentation des justificatifs correspondants.

Les prestations seront facturées trimestriellement par la société Institut Mérieux sur la base d'un budget prévisionnel avec un ajustement annuel au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

b) Sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Avec les sociétés INSTITUT MÉRIEUX, BIOMÉRIEUX et MÉRIEUX NUTRISCIENCE

Personnes concernées : Messieurs Alain MÉRIEUX, Philippe ARCHINARD, Jean-Luc BÉLINGARD.

Accord de répartition des frais de rupture de contrat liés au départ d'un salarié du Groupe.

Nature et objet : Votre société a renouvelé par tacite reconduction la convention du 1^{er} janvier 2007 prévoyant la répartition des conséquences financières d'une éventuelle rupture du contrat de travail des salariés ayant collaboré dans plusieurs sociétés du groupe Institut Mérieux.

Modalités : La société effectuant le licenciement procède au paiement de l'intégralité des "frais de rupture de contrat" au profit du salarié concerné, puis répartit ces "frais" entre les autres sociétés au prorata de la rémunération versée par chaque société depuis le début de la carrière du salarié au sein du groupe.

Le nouvel accord autorisé par le conseil d'administration du 10 décembre 2014 modifie la durée du contrat en durée indéterminée, les autres modalités restant pour l'essentiel inchangées.

Cette convention n'a pas produit d'effet au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Lyon, le 27 avril 2015

Les Commissaires aux comptes

DIAGNOSTIC RÉVISION CONSEIL

Hubert de Rocquigny du Fayel

ERNST & YOUNG et Autres

Marc-André Audisio

▶ 5.7 SALARIÉS

5.7.1 Effectifs

Voir tableau des effectifs au paragraphe 3.2.1.1.

5.7.2 Accord de participation

Il existe un accord de participation conforme à la réglementation en vigueur, mis en place en 1993. Compte tenu de la situation déficitaire de la Société, aucune participation n'a à la date du présent document de référence été distribuée aux salariés au titre de cet accord.



INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

6.1	PERSONNES RESPONSABLES	154
6.1.1	Personnes responsables des informations	154
6.1.2	Déclaration de la personne responsable	154
6.2	RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	155
6.2.1	Contrôleurs légaux des comptes	155
6.2.2	Honoraires des commissaires aux comptes	156
6.3	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	157
6.4	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	158
6.5	TABLES DE CONCORDANCE	159
6.6	GLOSSAIRE	162
6.7	ANNEXE : RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014	164





▶ 6.1 PERSONNES RESPONSABLES

6.1.1 Personnes responsables des informations

- **Philippe Archinard**
- Président-Directeur général
- **Jean-Philippe Del**
- Directeur Financier
- **Ghislaine Gilleron**
- Secrétaire Générale
-
- Téléphone : 03 88 27 91 21
- Télécopie : 03 88 27 91 11
- www.transgene.fr

6.1.2 Déclaration de la personne responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en pages 164 à 167 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, qui ne contiennent pas d'observations, figurant en pages 112, 134 et 135.

Philippe Archinard
Président-Directeur général

▶ 6.2 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

6.2.1 Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense
représenté par Marc-André Audisio

Commissariat Contrôle Audit - C.C.A

20 rue Garibaldi
69006 Lyon
représenté par Hubert de Rocquigny du Fayel

Ernst & Young et Autres est membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du réseau Ernst & Young.
Commissariat Contrôle Audit - C.C.A. est membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Lyon et du réseau PricewaterhouseCoopers.

DATES DE NOMINATION ET D'EXPIRATION DES MANDATS

Nommé le 29 mai 1996 et renouvelé le 16 février 1998, puis le 9 juin 2004 et le 17 juin 2010 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Nommé le 16 février 1998 et renouvelé le 9 juin 2004, puis le 17 juin 2010 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Auditex

Tour Ernst & Young
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Diagnostic Révision Conseil

20 rue Garibaldi
69006 Lyon

DATES DE NOMINATION ET D'EXPIRATION DES MANDATS

Nommé le 17 juin 2010 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Nommé le 16 février 1998 et renouvelé le 9 juin 2004, puis le 17 juin 2010 jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

6.2.2 Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Ernst & Young et Autres				Cabinet C.C.A.			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
émetteur	60,0	60,1	78,9 %	66,7 %	24,7	21,1	100 %	100 %
filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
émetteur	16,0	30,0	21,1 %	33,3 %	-	-	-	-
filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	76,0	90,1	100 %	100 %	24,7	21,1	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	76,0	90,1	100 %	100 %	24,7	21,1	100 %	100 %

▶ 6.3 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Néant.



▶ 6.4 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant toute la durée de validité du présent document de référence, les documents suivants peuvent être consultés :

- les statuts sociaux ;
- tous les rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établies par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement ;
- les informations financières historiques de la Société et de sa filiale pour chacun des deux exercices précédant la publication du document de référence ;
- le règlement intérieur du Conseil.

Ces documents peuvent être consultés sur le site : www.transgene.fr ou auprès de Jean-Philippe Del, Directeur financier.

▶ 6.5 TABLES DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture du Document de référence, la table ci-dessous permet d'identifier les principales informations prévues par l'annexe 1 du Règlement européen n°809/2004/CE.

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004/CE		Pages
1.	PERSONNES RESPONSABLES	154
1.1.	Personnes responsables des informations	154
1.2.	Déclaration de la personne responsable	154
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	155
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	6
4.	FACTEURS DE RISQUE	29 à 37
4.1.	Risques propres à la Société	29 à 32
4.2.	Risques liés au secteur d'activité de la Société	32
4.3.	Risques financiers	34 à 35
4.4.	Risques juridiques	35
4.5.	Assurances et couverture des risques	37
4.6.	Risques réglementaires	33
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	7, 14 et 147
5.1.	Histoire et évolution de la Société	147
5.1.1.	Raison sociale et nom commercial	147
5.1.2.	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	147
5.1.3.	Date de constitution et durée de vie	147
5.1.4.	Siège social, forme juridique et législation applicable	147
5.1.5.	Événements importants dans le développement des activités de la Société	7
5.2.	Investissements	14
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	10 à 15
6.1.	Principales activités	16
6.2.	Principaux marchés	10 à 12
6.3.	Événements exceptionnels	24
6.4.	Dépendance de la Société à l'égard de brevets, licences et accords commerciaux	32 et 36
6.5.	Avantages concurrentiels	14 et 15
7.	ORGANIGRAMME	8
7.1.	Appartenance au groupe Institut Mérieux	8
7.2.	Filiales et participations	9
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	9
8.1.	Immobilier et équipements	9
8.2.	Environnement	70 à 72
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	23 à 28
9.1.	Généralités	23
9.2.	Principaux principes comptables	23 à 24
9.3.	Situation financière	24 à 28
10.	TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITALS	25



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Tables de concordance

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004/CE		Pages
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	10 à 13
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	24
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DE BÉNÉFICE	24
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	40 à 45
14.1.	Composition	40 à 46
14.2.	Conflits d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	45
14.3.	Déclaration concernant les organes d'administration et de direction générale	46
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	47 à 53
15.1.	Montant des rémunérations versées aux mandataires sociaux	47 à 50
15.2.	Montant total des provisions pour retraites	50
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	45 à 46
16.1.	Dates et expiration des mandats	40 à 43
16.2.	Contrats de service entre l'émetteur et les membres du Conseil d'administration	45
16.3.	Comité d'audit et Comité des nominations et rémunérations	46
16.4.	Gouvernement de société	54 à 61
	Rapport du Président prévu par l'article L.225 37 du Code de commerce	
	Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code du commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Transgene SA	
17.	SALARIÉS	66 et 151
17.1.	Effectifs	66
17.2.	Stock-options	50 à 52
17.3.	Attributions gratuites d'actions	52 à 53
17.4.	Accord de participation	151
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	141
18.1.	Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration ou de direction détenant directement ou indirectement plus de 5 % (seuil statutaire et légal de déclaration) du capital de la Société ou des droits de vote	141
18.2.	Droits de vote spéciaux des principaux actionnaires	142
18.3.	Actionnaire contrôlant	142
18.4.	Accord pouvant entraîner ultérieurement un changement de contrôle de la Société	142
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	163 et 164, 149 et 150, 107 et 108, 128
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS	77 à 135
20.1.	Informations financières historiques	77 à 136
20.1.1.	Comptes consolidés et annexes	78 à 111
	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	112

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004/CE	Pages
20.1.2. Comptes annuels et annexes de la société Transgene SA	113 à 133
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la société Transgene SA	134 et 135
20.2. Informations financières pro forma	136
20.3. États financiers	77 à 135
20.4. Vérification des informations financières annuelles	112 , 134 et 135
20.5. Date des dernières informations financières	111
20.6. Informations financières intermédiaires	111
20.7. Politique de distribution des dividendes	28
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	37
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	24
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	138
21.1. Capital social	138
21.1.1. Montant du capital souscrit	138
21.1.2. Actions non représentatives du capital	138
21.1.3. Actions détenues par la Société elle-même ou en son nom ou par ses filiales	138
21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	138
21.1.5. Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	138 et 139
21.1.6. Information sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	139
21.1.7. Historique du capital social	140
21.2. Acte constitutif et statuts	143 à 146
21.2.1. Objet social (article 2 des statuts)	143
21.2.2. Administration de la Société	143 à 144
21.2.3. Catégorie d'actions	144
21.2.4. Droits des actionnaires	144
21.2.5. Assemblées générales (article 21 des statuts)	145
21.2.6. Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un contrôle	145
21.2.7. Franchissements de seuils (article 7 des statuts)	145
21.2.8. Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	146
22. CONTRATS IMPORTANTS	21 et 22
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTÉRÊTS	157
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	158
25. INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS	133
26. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	153
26.1. Honoraires des Commissaires aux comptes	156
27. RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2014	162 à 165

6.6 GLOSSAIRE

Adénovirus : les adénovirus sont une famille de virus à ADN responsables d'affections des voies respiratoires, des yeux et du système gastro-intestinal. Les formes d'adénovirus utilisées en immunothérapie, notamment l'adénovirus de type 5 pour Transgene, sont surs et ne causent aucun symptôme ou pathologie. Des gènes ayant la capacité de stimuler le système immunitaire ou de réparer des défauts génétiques peuvent être intégrés dans le génome du virus.

Anticorps : les anticorps sont des protéines utilisées par le système immunitaire pour identifier et neutraliser des corps étrangers tels que les bactéries et les virus. L'anticorps se lie à un élément spécifique de sa cible appelé antigène. Cette liaison active plusieurs fonctions du système immunitaire, les anticorps ayant différents modes d'action en fonction de leur nature : certains neutralisent ou désarment les antigènes directement, d'autres les préparent à la destruction par les globules blancs.

Anticorps monoclonaux : les anticorps monoclonaux sont des anticorps mono spécifiques produit par une cellule donnée.). Les anticorps monoclonaux sont utilisés dans le traitement de certains types de cancers aussi bien que d'autres maladies. Ils peuvent être utilisés seuls ou pour transporter directement dans les cellules cancéreuses des thérapies telles que des toxines ou des substances radioactives.

Antigène : un antigène est une substance qui conduit l'organisme à monter une défense immunitaire contre elle. Les antigènes peuvent être produits par l'organisme lui-même (antigènes du soi) ou provenir de l'environnement (non soi). Ces derniers comprennent les toxines, les produits chimiques, les bactéries, les virus, les parasites ou d'autres substances externes au corps. En principe, le système immunitaire ne réagit pas contre les antigènes du soi, néanmoins certaines pathologies dite auto-immune sont reliées à une destruction du soi par ce système de défense (Sclérose en plaque, Polyarthrite rhumatoïde, diabète de type I etc.).

Biomarqueur : un biomarqueur est un indicateur utilisé en diagnostique permettant de définir ou prédire l'évolution d'une pathologie : infection virale, bactérienne, parasitaire ou encore d'un cancer. Ce biomarqueur peut être utilisé pour adapter un traitement à une pathologie pour un patient donné.

Cellules épithéliales : elles constituent un tissu qui recouvre soit les surfaces de l'extérieur l'organisme (peau, muqueuses des orifices naturels) soit l'intérieur du corps (cavités du cœur, du tube digestif, etc.). Ces cellules participent également à la constitution de certaines glandes telles que la prostate, la thyroïde, les glandes mammaires ou salivaires.

Cellules T ou lymphocytes T : type de globules blancs faisant partie du système immunitaire et se développant à partir de cellules souches de la moelle osseuse. Elles contribuent à protéger le corps des infections et peuvent aider à combattre le cancer.

Cytokine : catégorie importante de petites protéines impliquées dans le système de défense immunitaire. Certaines cytokines stimulent ou inhibent le système immunitaire en fonction des besoins.

Cytolyse – cytolytique : ayant trait à la dissolution (destruction) des cellules.

Désignation de médicament orphelin : statut qui peut être accordé par les autorités réglementaires, (la Food and Drug Administration aux États-Unis ou l'European Medicines Agency en Europe) à un médicament ou un produit biologique pour le traitement d'une maladie rare, mortelle ou chroniquement invalidante.

Gène : unité fonctionnelle et physique de l'hérédité, transmise de parent à descendance. Les gènes sont des éléments d'ADN et la plupart contiennent l'information nécessaire à la fabrication d'une protéine spécifique.

GM-CSF : (granulocyte-macrophage colony stimulating factor) cytokine qui fonctionne comme un facteur de croissance des globules blancs, particulièrement les granulocytes, les macrophages et les cellules qui vont donner les plaquettes.

Histologie : étude de l'apparence des cellules en vue microscopique soit optique, soit électronique par exemple.

Interleukine-2 (IL2) : cytokine qui stimule la croissance de certaines cellules dans le système immunitaire impliquées dans la défense de l'organisme.

Lymphocytes : cellules immunitaires (globules blancs) produites par la moelle osseuse et trouvées dans le sang et la lymphe. Les deux principaux types de lymphocytes sont les cellules B et les cellules T. Les lymphocytes B produisent des anticorps et les lymphocytes T aident à détruire les cellules tumorales et à contrôler la réponse immunitaire.

Métastase : dissémination de cellules cancéreuses d'une partie du corps vers d'autres.

Métronomique : traitement anti-cancéreux par administration de doses réduites et répétées régulièrement à la façon d'un métronome. Cette méthode agit non seulement sur l'environnement tumoral (destruction des vaisseaux sanguins nourrissant la tumeur) mais également sur le système immunitaire par destruction des cellules bloquantes.

MUC1 : protéine présente sur certaines cellules épithéliales, qui tapissent les surfaces internes de l'organisme (poumons, estomac, seins, ovaires, intestins ect...). MUC1 est se trouve dans sa forme aberrante en quantités anormales chez des patients cancéreux.

MVA (Modified Virus Ankara) : souche du virus de la vaccine hautement atténuée qui a été développée vers la fin des campagnes d'éradication de la variole principalement pour les populations fragiles à la vaccination classique. MVA est un virus atténué fréquemment utilisé pour le développement de vaccin pour l'expression d'antigènes. Le virus MVA est une souche de vaccine de choix pour les études cliniques en raison de son excellent profil de sécurité.

Myéloïde : ayant trait à une catégorie spécifique de cellules produites par la moelle osseuse et qui vont constituer la réserve

de renouvellement de certains globules blancs, des globules rouges, et des plaquettes.

Phase 1 (étude clinique de) : première étape d'essai d'un médicament chez l'Homme, soit chez des volontaires sains ou chez des patients atteints de diverses pathologies. L'étude de phase 1 teste un médicament ou un traitement sur un petit nombre de personnes, dans le but d'en évaluer la sécurité et la tolérance.

Phase 2 (étude clinique de) : les études cliniques de phase 2 incluent un plus grand nombre de patients que les phases 1 et sont conçues pour évaluer la sécurité, l'effet de dose et parfois l'efficacité des nouveaux médicaments ou traitements.

Phase 3 (étude clinique de) les études cliniques de phase 3 incluent plusieurs centaines ou milliers de patients, selon la maladie, et sont conçues pour évaluer la sécurité et l'efficacité d'un médicament dans un cadre contrôlé.

Poxvirus : grande famille de virus à ADN dont les plus connus sont les virus de la vaccine qui ont permis l'éradication du fléau variolique à la fin des années 70 et qui restent à ce jour le seul exemple d'élimination d'une pandémie à l'échelle mondiale. Forte de cette efficacité, cette famille de virus est utilisée aujourd'hui pour d'autres pathologies infectieuses (HIV, Tuberculose, RSV, EBOLA) ou en oncologie (Vaccin thérapeutique, Agent oncolytique).

Protéine : molécule composée d'enchaînements d'éléments appelés acides aminés. Ces acides aminés sont au nombre de 21 certains dits essentiels car ne pouvant être synthétisés par notre organisme. Ces molécules ont de multiples rôles : rôle structurel, rôle de capteurs, rôle de réparation etc.

Protocole : plan détaillé d'une expérience scientifique ou médicale, d'un traitement ou d'une procédure. Le protocole d'une étude clinique décrit ce qui est fait, comment et pourquoi.

Randomisé(e) : dans une étude clinique randomisée, les patients sont répartis au hasard entre différents groupes pour comparer différents traitements.

Récepteur : molécule à l'intérieur ou à la surface d'une cellule qui se lie à une substance spécifique et provoque une réaction biologique dans la cellule.

Recombinant : une biomolécule (ADN ou protéine) est recombinante lorsque l'on a procédé à une nouvelle combinaison de son matériel génétique. Par exemple, lorsque des segments d'ADN de différentes sources ont été joints pour produire une séquence originale.

Réfractaire : une maladie est dite réfractaire lorsqu'elle ne répond pas à un traitement.

Réponse tumorale objective : une réponse tumorale objective est mesurable ; elle est le plus souvent évaluée par l'imagerie médicale et est l'un des critères majeurs de l'évaluation d'un traitement thérapeutique en oncologie.

Stade : degré de l'évolution d'un cancer. Il est généralement déterminé à partir du volume de la tumeur, de l'atteinte ou non des nodules lymphatiques et finalement de l'expansion du cancer à partir du site d'origine vers d'autres régions de l'organisme. Les stades vont de 0 à IV, IV étant le stade le plus avancé.

Thérapie ciblée : traitement qui utilise des médicaments pour identifier bloquer ou détruire spécifiquement les cellules cancéreuses, avec moins de dommage pour les cellules normales.

Tumeur solide : amas anormal de tissu qui ne contient généralement ni kyste ni liquide. Les tumeurs solides peuvent être bénignes (non cancéreuses) ou malignes (cancéreuses).

Tyrosine kinase (inhibiteurs de) : substances qui bloquent l'action d'enzymes appelées tyrosine kinases. Ces enzymes ont de nombreuses fonctions dont la signalisation cellulaire, la croissance et la division cellulaire. Elles peuvent être trop actives ou présentes à des niveaux élevés dans certains types de cellules cancéreuses, les bloquer peut permettre d'empêcher la croissance des cellules cancéreuses. Ils sont une forme de thérapie ciblée.

Vascularisation : elle est constituée par les vaisseaux sanguins du corps humain ou d'un organe.

Vecteur viral vaccinal : une forme atténuée d'un virus transportant un antigène. Le vecteur est utilisé pour produire dans l'organisme un ou des antigènes et stimuler le système immunitaire, le forçant à monter une réponse immunitaire contre le ou les antigènes ciblés.

Virus oncolytique : virus qui infecte de préférence les cellules cancéreuses et les détruit. Lorsque les cellules cancéreuses infectées sont détruites par la lyse, elles libèrent de nouvelles particules virales infectieuses qui vont contribuer à leur tour à détruire les cellules tumorales environnantes. Outre la destruction directe des cellules tumorales, les virus oncolytiques stimulent de réponses immunitaires anti-tumorales du patient.

Certaines définitions ont été adaptées à partir du Dictionnaire en ligne du National Cancer Institute à l'adresse www.cancer.gov.



▶ 6.7 ANNEXE : RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et diverses autres résolutions.

Ce rapport de gestion, outre ses mentions obligatoires, rend compte de l'activité de notre Société au cours de l'exercice écoulé, en rappelle les faits marquants, analyse les comptes et précise les perspectives pour l'exercice 2015.

L'année 2014, a été marquée par le renforcement des fonds propres avec une levée de fonds de 65,5 millions d'euros, par la publication d'importantes données pour les produits en développement, mais aussi par la décision de Novartis de ne pas exercer son option de licence sur le produit TG4010. Cette actualité est résumée ci-dessous.

Levée de fonds d'un total de 65,5 millions d'euros

Le 25 mars, la Société a annoncé la levée d'un total de 65,5 millions d'euros via une augmentation de capital en deux étapes :

- une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, lancée le 28 février 2014, qui a permis de lever un produit brut total de 45,5 millions d'euros et conduit à l'émission de 4 553 551 actions. L'intégralité des 4 553 551 actions nouvelles a été souscrite par les actionnaires et les acquéreurs de droits préférentiels de souscription. L'exercice des droits préférentiels de souscription à titre irréductible a porté sur 4 378 903 actions. Le solde des actions a été souscrit à titre réductible. L'Institut Mérieux, à travers sa filiale TSGH, a exercé l'intégralité de ses droits de souscription à titre irréductible, soit la souscription de 2 482 574 actions pour un montant total de 24 825 740 euros ;
- un placement privé réalisé le 24 mars 2014, afin de répondre positivement aux demandes exprimées par de nombreux investisseurs qualifiés notamment étrangers, de 2 millions d'actions supplémentaires effectué au prix de 10 euros par action et ayant permis de lever 20 millions d'euros. Ce placement privé a été effectué, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce et à la 12^e résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 19 juin 2013, auprès d'investisseurs tels que définis à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (investisseurs qualifiés et/ou cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre), en France et hors de France, y-compris aux États-Unis.

Développement des principaux produits en 2014

En 2014, la Société a déployé une intense activité sur le plan réglementaire, avec notamment deux programmes de phase 3 en préparation. En effet, la Société a décidé de continuer à avancer dans les préparatifs en vue du lancement de la partie phase 3 de l'étude TIME avec TG4010 tout en poursuivant la recherche d'un partenaire pour ce produit. Et, suite à la décision commune des partenaires de développement de Pexa-Vec, la Société est également très fortement impliquée dans les préparatifs de la phase 3 de ce produit.

TG4010

Après avoir communiqué, le 8 janvier 2014, des résultats préliminaires de la partie 2b de l'étude TIME (étude de phase 2b/3 évaluant TG4010 en combinaison avec la chimiothérapie dans le cancer du poumon) soutenant l'utilisation d'un biomarqueur prédictif basé sur les cellules TrPAL, la Société a pu confirmer ces résultats au fur et à mesure de la maturation des données au cours de l'année. Ainsi, le 27 mai 2014 de nouveaux résultats prometteurs ont été communiqués, avec notamment une amélioration statistiquement significative de la survie sans progression pour un sous-groupe de patients atteints de cancers dits 'non squameux'.

Toutefois, la société Novartis, qui détenait une option de licence pour le développement et la commercialisation de TG4010, avait notifié en avril 2014 sa décision de ne pas exercer cette option. En dépit des résultats annoncés et malgré un intérêt marqué pour le produit, la recherche d'un nouveau partenaire n'a pas abouti à ce jour. Cette situation a contribué à l'érosion significative du cours de bourse au cours des douze mois écoulés, soit une baisse de 45 %.

Pexa-Vec

Le 18 mars 2014, la Société a annoncé la finalisation de l'acquisition de son partenaire pour Pexa-Vec, la société Jennerex, Inc. par la société SillaJen Inc., entraînant la cession par Transgene de l'intégralité de sa participation d'environ 8,5 % du capital de Jennerex, Inc. Outre un paiement initial de 3,2 millions de dollars encaissé en avril 2014, la Société pourrait percevoir des paiements subséquents d'environ 9 millions de dollars, en fonction du franchissement d'étapes cliniques et réglementaires et du remboursement du fonds collectif de garantie des anciens actionnaires de Jennerex, Inc.

À la suite de cet événement, les partenaires mondiaux pour le développement de Pexa-Vec Jennerex, Inc. aux côtés de Transgene, SillaJen, Inc. et Lee's Pharma ont confirmé le 26 mars, leur plan de développement clinique pour ce produit, à savoir : le lancement d'une phase 3, en première ligne dans

le cancer du foie avancé et plusieurs études additionnelles de phase 1/2, dans différents cancers, avec Pexa-Vec seul ou en combinaison avec d'autres traitements, dont les inhibiteurs de point de contrôle immunitaire.

Autres candidats précliniques : TG1050 et TG6002

- En mai 2014, la Société a indiqué qu'elle avait initié un programme d'études précliniques avec TG6002, un produit d'immunothérapie oncolytique destiné au traitement de tumeurs solides conçu et développé en interne par les équipes de Transgene.
- Les données précliniques de TG1050, un produit d'immunothérapie ciblée contre l'hépatite B chronique, ont fait l'objet en juillet 2014 d'une présentation lors du 5^e symposium international annuel de l'hépatite B en Chine. Ces données démontrent, outre une activité antivirale, la capacité de TG1050 à induire une réponse immunitaire fonctionnelle. Au vu de ces résultats, la Société a décidé de passer ce produit en développement clinique.

Manufacturing des produits

La Société a décidé en janvier 2014 le lancement de la construction de la nouvelle plateforme dédiée à la fabrication à usage commercial de produits d'immunothérapie et notamment aux produits thérapeutiques de la Société. La plateforme est implantée sur le site de Genzyme Polyclonals à Lyon, dans le quartier de Gerland, pour un investissement de 10 millions d'euros, financé à parts égales par Sanofi et la Société. La plateforme restera la propriété exclusive de Sanofi.

Les principaux résultats attendus de l'exercice 2015 sur les produits en développement sont les suivants :

- TG4010 : finalisation d'un plan de développement clinique comportant, d'une part –et sous réserve de partenariat– l'initiation de la partie phase 3 de l'étude TIME pour le traitement en première ligne du cancer du poumon non à petites cellules de type non squameux et, d'autre part, l'initiation d'études cliniques de phase 2 de TG4010 en combinaison avec des inhibiteurs de points de contrôle immunitaire (ICI), en première et en seconde ligne de traitement du cancer du poumon non à petites cellules ;
- Pexa-Vec : initiation de l'étude de phase 3 en première ligne en cancer du foie dont la Société et ses partenaires SillaJen, Inc. et Lee's Pharmaceutical prévoient à présent le lancement au dernier trimestre de 2015. Il est également prévu d'initier diverses études de phase 1/2 de Pexa-Vec dans différents types de cancers et en combinaison avec des ICI dans les douze mois ;
- TG1050 : les patients atteints d'hépatite B chronique qui participeront à l'étude de phase 1 de ce produit d'immunothérapie sont en cours de pré-sélection. La Société prévoit d'enrôler prochainement le premier patient de l'étude ;
- la société a décidé de ne pas mettre en exécution le projet d'étude de phase 2b de TG4001 en cancer de l'oropharynx en collaboration avec l'EORTC mais plutôt de focaliser les activités de développement de ce produit sur son évaluation dans les cancers avancés induits par l'infection par le virus du papillome humain (HPV) en combinaison avec des ICI. La Société est en contact avec des groupes tant industriels

qu'académiques pour avancer le plus rapidement possible dans cette voie.

Point sur l'activité de recherche

La Société dispose d'un riche portefeuille de produits au stade de développement amont, issu de sa recherche :

- TG3003, un anticorps monoclonal humanisé pour l'immunothérapie de cancers, actuellement en études précliniques ;
- TG6002 : un vecteur oncolytique, destiné au traitement des tumeurs solides, également en études précliniques.

La Société déploie également un programme de recherches pour la conception et le développement d'un produit d'immunothérapie active contre la tuberculose, y compris la tuberculose résistante aux antibiotiques. Plusieurs candidats potentiels ont été générés et sont actuellement en évaluation pour la sélection du meilleur d'entre eux et son passage en développement.

Le Dr Éric Quéméneur, Directeur général adjoint, Directeur de la Recherche, qui a rejoint la Société en septembre 2014 a défini pour 2015 un plan visant à l'équilibre entre le soutien aux produits en cours d'évaluation clinique, et la capacité de découverte et de caractérisation des principes actifs qui feront les produits de demain. La Société poursuivra ses investissements en recherche avec notamment dans le domaine des biomarqueurs et des approches combinées avec des immuno-modulateurs.

Autres développements

La Société, ainsi que les autres actionnaires principaux de Platine Pharma Services SAS (Innate Pharma Services et Indicia), société spécialisée dans les prestations d'immuno-monitoring, ont poursuivi leur désengagement à la faveur d'une entrée majoritaire au capital de la société ABL, Inc., une société du groupe Institut Mérieux spécialisée dans les services de recherche sous contrat et basée aux États-Unis, à la recherche d'une opportunité de positionnement en Europe. Ce désengagement correspond à une volonté partagée des actionnaires d'adosser Platine à un acteur de son secteur. À la suite de cette opération, la participation de la Société dans Platine Pharma Services SAS s'élève à 9,8 %.

Conventions réglementées

Le Conseil d'administration a autorisé le renouvellement et l'amendement de deux conventions réglementées en 2014. Ces contrats sont refondus pour intégrer, outre une durée indéterminée avec faculté de résiliation à tout moment par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un préavis raisonnable, les modifications suivantes :

Accord de répartition des frais de rupture de contrat de travail conclu entre l'Institut Mérieux, Mérieux Nutrisciences, Transgene et bioMérieux SA entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007

Cet accord prévoit que les frais de rupture de contrats de travail de salariés ayant travaillé pour les sociétés du Groupe parties à cet accord seront répartis selon une clé économique



équitable entre ces dernières. Cette répartition se fait au prorata de la rémunération versée par chaque société du Groupe ayant bénéficié des services des salariés, à l'exclusion des rémunérations ayant servi d'assiette au versement d'une précédente indemnité de rupture. L'accord est étendu à d'autres filiales du Groupe : Théra, Mérieux Développement et ABL et sa rédaction est précisée.

Le renouvellement de cet accord est justifié par l'intérêt de la société de définir, au sein du groupe Institut Mérieux, les règles et conditions communes à la répartition des frais de rupture des contrats de travail des salariés ayant travaillé dans les sociétés dudit groupe. Il est indiqué que cet accord n'a pas produit d'effet au cours des exercices écoulés.

Contrat de prestations de service avec Mérieux Alliance entré en vigueur le 1^{er} janvier 2002

Le contrat de prestation de service entre Transgene et l'Institut Mérieux (ex Mérieux Alliance), définit les règles de refacturation, à Transgene, des services rendus par l'Institut Mérieux en sa qualité de holding animatrice du groupe Institut Mérieux. Ces services consistent en (i) des missions récurrentes d'assistance effectuées au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe Institut Mérieux, dans le domaine administratif (juridique, trésorerie, ressources humaines), scientifique et en matière de représentation des sociétés du groupe Institut Mérieux, tant en France qu'à l'étranger, ainsi que (ii) des missions effectuées, de façon permanente ou plus ponctuelle, au seul bénéfice de Transgene.

La refacturation du coût de ces services s'opère conformément aux règles de l'OCDE, en appliquant une marge de 8 %. Toutefois, s'agissant de la part de ces services rendue par des prestataires externes à l'Institut Mérieux pour le compte de ce dernier, la refacturation s'opère à prix coûtant.

La clé de répartition, par société, du coût des services rendus à l'ensemble des sociétés du groupe Institut Mérieux est inchangée ; elle se fonde sur trois critères : la masse salariale, le chiffre d'affaires et l'actif immobilisé de chaque société.

La définition des services rendus par l'Institut Mérieux est reformulée pour tenir compte des évolutions intervenues au sein du groupe depuis 2002 et reprend la documentation « prix de transfert » mise en place au sein du groupe Institut Mérieux.

Le renouvellement de ce contrat est justifié par l'intérêt de la société de bénéficier du soutien de l'Institut Mérieux qui dispose de personnel de compétences de haut niveau notamment en matière de stratégie, de relations publiques et de ressources humaines et également en matière scientifique, industrielle, juridique et financière. En sa qualité de société holding animatrice, l'Institut Mérieux définit la politique générale et la stratégie de développement des sociétés du Groupe, dont Transgene, et leur fournit son assistance ; il en résulte une efficacité et une cohérence qui seraient difficilement atteintes en l'absence d'une structure assurant la coordination des politiques de chaque société du Groupe. C'est la contrepartie de l'appartenance au groupe Institut Mérieux.

Évolution de la situation financière

Au 31 décembre 2014, la trésorerie disponible et les actifs financiers disponibles à la vente de Transgene SA s'élevaient à 65,4 millions d'euros. La Société prévoit une consommation de trésorerie courante de l'ordre de 45 millions d'euros pour l'année 2015.

Événements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice

Néant.

Autres mentions

Opérations réalisées par les dirigeants et mandataires sociaux sur les titres de la Société

En mars 2014, la société TSGH, actionnaire majoritaire et administrateur de la Société, a exercé, dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires qui a permis de lever un produit brut total de 45,5 millions d'euros et conduit à l'émission de 4 553 551 actions, l'intégralité de ses droits de souscription à titre irréductible, soit la souscription de 2 498 377 actions pour un montant total de 24 987 770 euros. À l'issue de cette augmentation de capital et du placement privé de deux millions d'actions réalisés en mars 2014, TSGH détenait 52 % du capital et 66,4 % des droits de vote de la Société.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Structure du capital : l'actionnaire majoritaire, comme indiqué ci-dessus est la société TSGH. La Société est par conséquent contrôlée *in fine* par MM. Alain et Alexandre Mérieux via Compagnie Mérieux Alliance, qui détient 100 % de la société Institut Mérieux qui détient 98,66 % de TSGH. La Société ne détient aucun de ses propres titres et n'a pas mis en place de programme de rachat de ses actions. La société anonyme belge, Dassault Belgique Aviation, seul actionnaire qui détenait plus de 5 % des actions de la Société, a déclaré le 14 janvier 2015 avoir franchi passivement ce seuil à la baisse à la suite d'augmentations de capital et de droits de vote de la Société et détenir 1 880 502 actions représentant autant de droits de vote, soit 4,88 % du capital et 3,33 % des droits de vote à la date de la déclaration.

La Société n'a par ailleurs mis en place aucune mesure, statutaire ou conventionnelle susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique et n'a pas connaissance d'accords entre actionnaires susceptibles d'en avoir une.

Information sur les délais de paiement des fournisseurs

L. 441-6 du Code de commerce, alinéa 9, prévoit que le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture. En l'absence d'accord, le délai maximum est de 30 jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

En ce qui concerne les factures fournisseurs de Transgene non payées à la fin de l'exercice, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante :

Échéances	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Euros	% du total	Euros	% du total
Échus	298 329	39 %	695 263	32 %
Entre 1 et 30 jours	432 624	57 %	1 412 335	64 %
Entre 31 et 45 jours	13 643	2 %	65 572	3 %
Entre 46 et 60 jours	15 214	2 %	29 082	1 %
Entre 61 et 75 jours	-	-	-	-
Entre 76 et 90 jours	-	-	-	-
Entre 91 et 105 jours	-	-	-	-
Entre 106 et 120 jours	-	-	-	-
Supérieure à 120 jours	-	-	-	-
TOTAL	759 810	100 %	2 202 252	100 %

► TABLE DE CONCORDANCE RAPPORT DE GESTION/ DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Autres éléments du rapport de gestion incorporés dans le présent document de référence	Se reporter au document de référence	
	Comptes sociaux de l'exercice 2014	Section 4.3
Comptes annuels	Comptes consolidés de l'exercice 2014	Section 4.1
	Liste des mandats	Paragraphe 2.1.1
Mandataires sociaux	Rémunérations	Section 2.2
Filiales et participations		Paragraphe 4.3.2 Note 27
	Facteurs de risques	Section 1.5
	Tableau des délégations au conseil pour augmenter le capital	Paragraphe 5.1.5
Autres informations	Information sur l'actionnariat	Section 5.2
	Responsabilité sociale, environnementale et sociétale	Chapitre 3
	Rapport sur les options de souscription	Paragraphe 2.2.3
Rapports spéciaux	Rapport sur les attributions gratuites d'actions	Paragraphe 2.2.4



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Annexe : rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2014

► TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TRANSGENE

Articles R. 225-81, R. 225-83 et R. 225-102 du Code de commerce)

(en milliers d'euros sauf pour le nombre d'actions et les résultats par action)

Nature des indications	2010	2011	2012	2013	2014
1. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	72 460	72 523	72 886	72 933	88 156
b) Nombre d'actions émises	31 668 200	31 695 882	31 854 490	31 874 858	38 527 968
2. Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires H.T.	1 726	3 020	2 362	2 958	2 340
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	(39 194)	(47 898)	(46 635)	(47 782)	(56 685)
c) Impôts sur les bénéfices	7 824	7 821	8 463	8 901	8 463
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	(33 078)	(41 873)	(40 436)	(41 454)	(50 884)
e) Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
3. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	(0,99)	(1,26)	(1,20)	(1,22)	(1,25)
b) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	(1,04)	(1,32)	(1,27)	(1,30)	(1,32)
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
4. Personnel					
a) Nombre de salariés	291	298	299	287	284
b) Montant de la masse salariale	12 874	13 833	13 882	14 149	14 055
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	6 661	6 836	7 324	7 439	7 216

Crédits photos : © Marc DOSSMANN - Photo Expression - DR.

Conception & réalisation  LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80



400, Boulevard Gonthier d'andernach
Parc d'Innovation - CS80166
67405 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN CEDEX - FRANCE

www.transgene.fr



L'IMMUNOTHÉRAPIE APPLIQUÉE AUX CANCERS ET AUX MALADIES INFECTIEUSES